

# **Charte Natura 2000 de bonnes pratiques**



**Zone de Protection Spéciale**

**FR-7212017 « Au droit de l'étang d'Hourtin-Carcans »**

**Zone Spéciale de Conservation**

**FR-7200812 « Portion du littoral sableux de la côte  
aquitaine »**



# 1 Définition et caractéristiques de la charte Natura 2000

## 1.1 Présentation

La Charte Natura 2000 est un élément constitutif du document d'objectifs (DOCOB), spécifique à chaque site. Il s'agit d'un document contractuel listant des recommandations et des engagements de bonnes pratiques contribuant au maintien ou à la restauration des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire du site. Cet outil complète les mesures de gestion proposées dans le DOCOB.

A la différence des contrats Natura 2000, la charte ne prévoit pas de contrepartie financière. L'adhésion des usagers à la charte est libre et volontaire. Un contrat et une charte Natura 2000 sont deux outils de gestion indépendants l'un de l'autre et complémentaires. Il est tout à fait possible d'adhérer ou non à ces deux dispositifs sur un même site, et dans le même temps.

## 1.2 Contenu technique

La charte liste des recommandations et des engagements. Dans les deux cas, il s'agit de comportements et de pratiques à adopter ou à éviter, que vous veillez (recommandations générales) ou que vous vous engagez (engagements de bonnes pratiques) à appliquer.

Les recommandations visent à vous sensibiliser aux enjeux de conservation et à vous conforter ou vous orienter vers une pratique respectueuse de ces enjeux. Les recommandations ne sont pas soumises à contrôle.

Les engagements sont contrôlables sur place par les services de l'Etat, qui vous en avertissent au préalable. Chaque point de contrôle (élément matériel ou non) permet de s'assurer du respect des engagements auxquels vous souscrivez.

La présente charte s'organise en deux sections principales :

- une liste de recommandations « générales » qui concerne l'ensemble du site et des usagers ;
- des engagements de bonnes pratiques de « portée générale » valables pour l'ensemble du site, d'une part, et des engagements regroupés par types d'enjeux « prioritaires » et « secondaires », d'autre part.

*Remarque : une charte peut contenir une section listant des « engagements spécifiques à une activité ». Ce type de section s'applique à des activités soumises à « évaluation d'incidences Natura 2000 » se déroulant dans le site depuis plusieurs années et dont l'impact sur le site est connu et maîtrisé. Il s'agit donc essentiellement d'activités récurrentes, de petite envergure et de faible impact pour lesquels il semble opportun de simplifier les démarches administratives sans risque. La signature de cette section permet l'exonération d'évaluation d'incidences Natura 2000 pour les pétitionnaires (L.414-3 du Code de l'Environnement). La charte du site Natura 2000 « Hourtin-Carcans » ne contient pas une telle section.*

## 1.3 Conditions et durée d'adhésion à la charte

Le socle juridique de base de la présente charte renvoie aux articles [R-414-11 \(5<sup>ème</sup> alinéa\)](#), [R. 414-12](#) et [R.414-12-1](#) du code de l'environnement.

Toute personne ou structure souhaitant participer à la conservation des milieux naturels et espèces ciblées du site Natura 2000 est concernée, et ce d'autant plus que les usagers et professionnels fréquentent régulièrement le site.

Une personne peut souscrire à tout ou partie des engagements. L'acte d'engagement dure cinq ans. Cet engagement prend effet à compter de la réception du formulaire d'adhésion (CERFA n°15278\*1 ci-après) par la Direction Départementale des Territoires et la Mer (DDTM) de Gironde.

Le préfet de Gironde, le préfet maritime de l'Atlantique et le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine s'assurent du respect des engagements souscrits au sein de la charte Natura 2000.

Lorsque le signataire d'une charte Natura 2000 s'oppose à un contrôle, souscrit une fausse déclaration ou ne se conforme pas à l'un des engagements souscrits, le préfet concerné peut décider de la suspension de son adhésion pour une durée qui ne peut excéder un an.

L'adhésion à la charte offre la possibilité au signataire de communiquer sur son implication dans le processus Natura 2000. Il s'agit d'une distinction valorisant le signataire, susceptible d'avoir des effets vertueux sur ses activités.

L'utilisation du logo Natura 2000, à des fins commerciales, par un prestataire ayant signé la charte est strictement interdite. Il est envisageable de proposer une mention « signataire de la charte Natura 2000 du site XX » dans les supports de communication.

Pour adhérer à la charte, chaque structure ou personne en nom propre doit suivre la démarche suivante :

- 1) Cocher les engagements auxquels il souhaite souscrire.
- 2) Renseigner, dater et signer le formulaire CERFA n°15278\*1 relatif à l'adhésion de la charte Natura 2000 d'engagement de bonnes pratiques.
- 3) Envoyer la charte et le formulaire CERFA dûment remplis, accompagnés d'une copie d'une pièce d'identité (carte d'identité, passeport) à la DDTM Gironde.
- 4) Le destinataire instruit la demande et accuse réception du dossier complet du signataire. Une copie est transmise à l'opérateur du site Natura 2000 « Hourtin-Carcans ».

Toutes les données collectées sont concernées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

**Formulaire CERFA téléchargeable sur :**

[https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Charte-Natura2000\\_cerfa15278\\_DECLARATION-engagements-bonnes-pratiques.pdf](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Charte-Natura2000_cerfa15278_DECLARATION-engagements-bonnes-pratiques.pdf)

Pour tout renseignement concernant la charte, n'hésitez pas à contacter l'animateur du site Natura 2000 et la DDTM Gironde :

Office Français de la Biodiversité, Délégation de façade Atlantique, 1, rue Eugène Varlin 44100 Nantes, tél : 02 40 13 47 66.

Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde - cité administrative, rue Jules Ferry - 33 090 Bordeaux , Service Eau et Nature - Cellule Natura 2000 , tél : 05 56 24 88 86

### En résumé

**L'adhésion à la charte contribue à :**

- la participation et la sensibilisation à la démarche Natura 2000,
- la communication, si cela est désiré, sur sa propre implication dans le processus Natura 2000,
- la reconnaissance et la garantie de la poursuite des pratiques existantes favorables au maintien des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire,
- l'ajustement de plusieurs pratiques afin de les rendre compatibles avec les objectifs du Document d'Objectifs Natura 2000.

## 1.4 Rappel des enjeux du site Natura 2000 « Hourtin-Carcans »

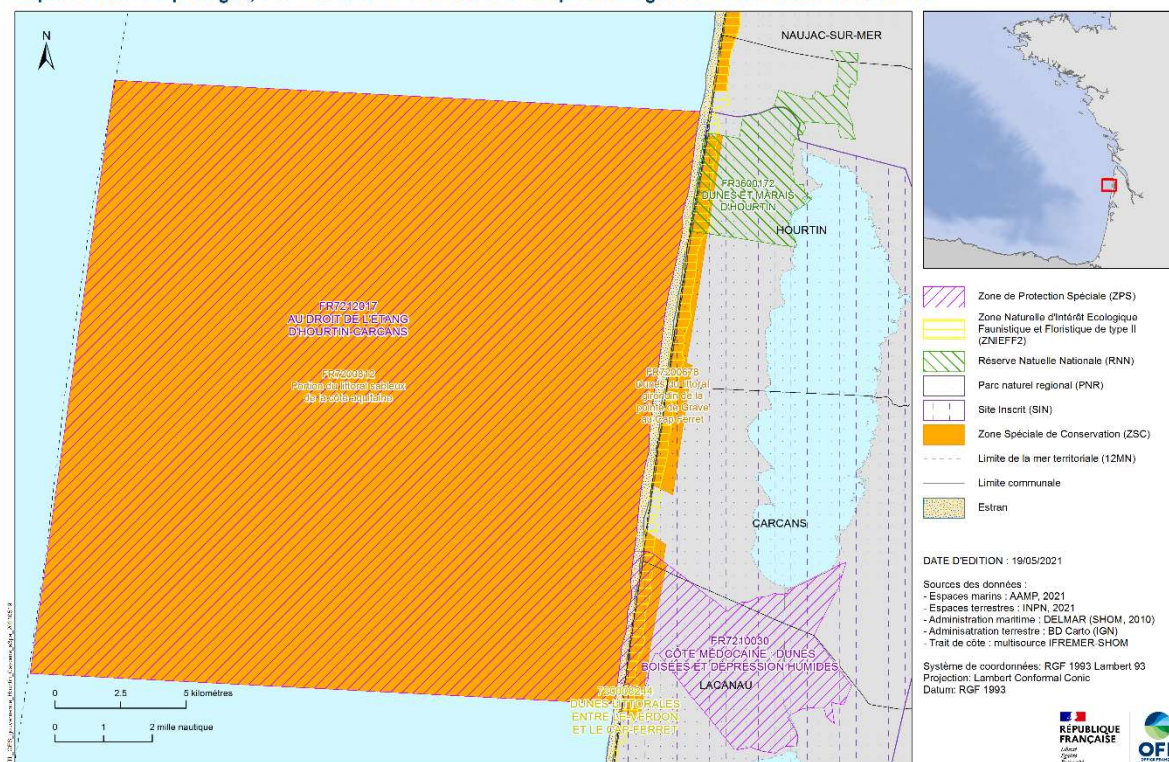
### SITE NATURA 2000 HOURTIN-CARCANS (ZPS ET ZSC) SITUATION DU SITE





## SECTEUR HOURTIN-CARCANS

Espaces naturels protégés, site inscrit et inventaires scientifiques contigus aux sites Natura 2000 en mer



### Principaux enjeux écologiques du site :

#### Habitats :

- Sables moyens dunaires sous-marins et leurs nourriceries de poissons plats (1110-2, 1110-1)

#### Espèces :

- Esturgeon, marsouin commun, grand dauphin
- En mer, Puffin des Baléares, mouette pygmée, guillemot de Troil, sterne caugek et fou de Bassan

#### Illustrations :





## 2 Éléments de portée générale

En tant que signataire de la charte, vous devez :

- vous efforcer de respecter les recommandations contenues dans la charte,
- respecter les engagements que vous avez souscrits au travers de la présente charte,
- solliciter l'opérateur Natura 2000, pour toute assistance utile à la bonne application de la charte ; celui-ci devra répondre à votre demande dans la mesure de ses moyens.

En contrepartie les services de l'état et/ou l'opérateur Natura 2000 s'engagent à :

- vous fournir les informations d'ordre écologique disponibles (ex. : cartes des habitats d'intérêt communautaire, inventaires faunistique et/ou floristique, informations diverses...),
- vous fournir tous les éléments de gestion préconisés dans le DOCOB,
- mettre à votre disposition les résultats des études et expertises réalisées dans le cadre de Natura 2000,
- fournir des supports de communication.

## 3 Recommandations générales

Afin de participer à la préservation des habitats naturels et espèces du site Natura 2000 « Hourtin-Carcans », nous vous recommandons d'appliquer les règles de bonnes pratiques suivantes :

- ✓ Je prends connaissance des enjeux et des objectifs de gestion du site Natura 2000.
- ✓ Je m'informe sur la réglementation encadrant mon activité ainsi que sur les règles de bonnes pratiques (chartes...), et veille à ne pas porter atteinte à l'état de conservation des espèces et habitats d'intérêt communautaire présents sur les lieux où j'exerce mon activité.
- ✓ Je suis un ambassadeur du site Natura 2000 : je communique, sensibilise et échange largement autour de moi sur les enjeux et objectifs du site Natura 2000, la sensibilité des milieux, les mesures de gestion et la charte.
- ✓ J'informe l'opérateur Natura 2000 de toute dégradation des habitats d'intérêt communautaire d'origine anthropique ou naturelle.
- ✓ Je suis force de proposition pour de nouveaux engagements ou plus d'ambition à apporter à la charte.

- ✓ Dans le cadre de ma pratique de loisir nautique, je prends connaissance et respecte les recommandations du guide [https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/13058\\_Guide-loisirs-nautiques-en-MER\\_web\\_planches.pdf](https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/13058_Guide-loisirs-nautiques-en-MER_web_planches.pdf)
- ✓ Dans le cadre de ma pratique en kitesurf, je prends connaissance et respecte les recommandations des guides de la Fédération française du vol libre [https://kite.ffvl.fr/sites/kite.ffvl.fr/files/Guide\\_natura2000\\_kite.pdf](https://kite.ffvl.fr/sites/kite.ffvl.fr/files/Guide_natura2000_kite.pdf) ; [https://federation.ffvl.fr/sites/ffvl.fr/files/2003\\_Charte\\_environnement\\_FFVL.pdf](https://federation.ffvl.fr/sites/ffvl.fr/files/2003_Charte_environnement_FFVL.pdf) ; [https://www.kitesurf-baiedesomme.fr/sites/default/files/downloads/EKBS\\_convention\\_partenariat\\_100301.pdf](https://www.kitesurf-baiedesomme.fr/sites/default/files/downloads/EKBS_convention_partenariat_100301.pdf)
- ✓ Dans le cadre de ma pratique en kayak, je prends connaissance et respecte les recommandations du guide de la Fédération Française de Canoë-Kayak [https://www.ffck.org/wp-content/uploads/2016/01/EFCK\\_REFERENTIEL\\_BP.pdf](https://www.ffck.org/wp-content/uploads/2016/01/EFCK_REFERENTIEL_BP.pdf) et de la Fédération de plaisance en kayak en mer <https://www.randokayak.com/wp-content/uploads/Le-bon-usage-des-espaces-naturels-marins-par-les-kayakistes.pdf>
- ✓ Dans le cadre de l'organisation du manifestation, je prends connaissance et respecte les recommandations du guide du conseil départemental de Gironde [https://www.gironde.fr/sites/default/files/2017-02/guide%20pour%20l%27organisation%20de%20manifestations%20en%20milieux%20naturels%202012\\_1.pdf](https://www.gironde.fr/sites/default/files/2017-02/guide%20pour%20l%27organisation%20de%20manifestations%20en%20milieux%20naturels%202012_1.pdf)
- ✓ Lors de la navigation, je prends connaissance et respecte les recommandations (<http://www.econav.org/single-post/2017/07/12/Guide-EcoNav-pour-un-bateau-responsable> <http://www.pavillonbleu.org/espace-touristes-et-plaisanciers/la-charte-des-plaisanciers-pavillon-bleu.html> <https://www.unan.fr/userfiles/CBP-light.pdf> <https://www.unan.fr/userfiles/respect%20environnement.pdf>)
- ✓ Dans le cadre de ma pratique de la pêche de plaisance, je prends connaissance et respecte les recommandations de la charte de la FNPP (<http://fnpps.fr/derniere-minute/presse/Guides-des-bonnes%20pratiques-sur-PC-et%20sur-Smartphone.htm>) et du grenelle de la mer en 2010 (<https://www.unan.fr/userfiles/charte-peche-de-loisir.pdf>)
- ✓ Dans le cadre de ma pratique de la plongée sous-marine, je prends connaissance et respecte les recommandations du guide des écogestes et la charte internationale du plongeur responsable (<https://ffessm.fr/les-10-engagements/les-ecogestes> ; <https://www.longitude181.org/la-charte/>)

## 4 Engagements et recommandations de bonnes pratiques

Les engagements, contrôlables et sanctionnables, s'appliquent à tout le périmètre du site Natura 2000 « Hourtin-Carcans ». Les engagements vont au-delà de la réglementation déjà en place. Le signataire de la charte s'engage pour 5 ans, au choix, sur tout ou partie d'entre eux. Les actes d'engagement sont rendus publics. Les acteurs sont libres de ne pas s'engager.

Le signataire ne s'engage pas sur les recommandations mais est invité à les appliquer. Les engagements non signés par le signataire gardent une valeur de recommandation.

L'OFB s'engage à accompagner les personnes physiques ou morales avant et après la signature de la charte pour leur expliquer plus en détails les engagements/recommandations. Un rappel individuel des engagements signés sera opéré.

#### 4.1 Engagements et recommandations bénéficiant aux espèces et habitats Natura 2000

**Objectif Opérationnel :** EVITER la hausse du niveau de pollution et l'introduction d'espèces non indigènes

☐ Je m'engage à privilégier l'utilisation ou la commercialisation de produits écologiques et biodégradables (produits ménagers, antifouling innovants - peintures à bases aqueuse/cuivre, siliconées, adhésifs ou « pare-fouling » -, huiles, caisses à poissons recyclables).

<https://www.youtube.com/watch?v=j6ZRV4eBlVg&list=PL0Wd1JAI6QuFBnCBv40n-SMg3RUxfnli&index=5>

Point de contrôle : justificatifs d'achats de produits ou présence du produit sur place

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département et du Préfet de Région.

☐ Je m'engage à utiliser les infrastructures (aires de carénage, stations de pompage et d'épuration), mises à disposition dans les ports de Gironde et de Charente-Maritime, et destinées au nettoyage des coques ou à la collecte des eaux usées lorsque mon bateau comporte des cuves de récupération de ses eaux (eaux grises, noires ou de fond de cale).

Point de contrôle : justificatifs prouvant l'utilisation des infrastructures portuaires

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département et du Préfet de Région.



*Recommandations :*

- ✓ Je signale à la DDTM ou la Préfecture maritime les pollutions chimiques dont je suis témoin
- ✓ J'avertis la structure animatrice de la présence d'espèces non indigènes (exemple : vison d'Amérique pouvant prédateur les couvées du gravelot à collier interrompu) ou d'oiseaux mazoutés échoués sur la plage.
- ✓ Je veille à respecter les réglementations suivantes :
  - pour les navires équipés de toilettes, la loi impose à tous les bateaux mis sur le marché à partir de 2008 de s'équiper de bacs de rétention ou d'unité de traitement des eaux noires.
  - le rejet des eaux usées (noires, grises, fond de cales) à la mer est strictement interdit dans les ports et à moins de 3 miles de la terre la plus proche (décret du 11 mai 2010 relatif à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires)

**Objectif Opérationnel :** REDUIRE les apports et la présence en mer des déchets :

- d'origine terrestre
- issus des activités, usages et aménagements maritimes





En mer,

- ☐ En tant qu'organisme de pêche professionnelle ou pêcheur professionnel, je m'engage à porter ou participer à des projets innovants ayant pour objectif la réduction des déchets en mer et leur valorisation à terre comme par exemple :
  - Deep SMS (Smart Monitoring System), qui fait suite au projet FIND (Filets coNnectés pour une pêche Durable)
  - IDéMAr (Initiatives Déchets Marins) et son volet sur les déchets pêchés et débarqués par la pêche professionnelle

Point de contrôle : justificatif du portage du programme

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et du Préfet de Région.

- ☐ Je m'engage à trier à bord de mon navire les déchets que je produis ou que je trouve en mer pour faciliter leur recyclage à terre dans les ports équipés de bacs de tri  
<https://www.youtube.com/watch?v=w-pu5KPQMkM&list=PLOWd1JAi6QuFBnCBBv40n-SMq3RUxfnli&index=3>

Point de contrôle : contrôle sur place, présence de poubelles de tri à bord

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet de Région et du Préfet Maritime.



#### Recommandations :

- ✓ Dans la mesure du possible, retirer les engins de pêche perdus ou abandonnés afin de limiter la pêche fantôme. Si cela n'est pas possible, signaler la perte et/ou la présence de l'engin avec sa localisation GPS à la DDTM Gironde, à l'animateur du site Natura 2000 ou dans l'application <https://fishandclick.ifremer.fr/>

- ✓ Veiller à faire remonter mes problèmes ou mes besoins lorsque j'applique la réglementation
- ✓ Veiller à respecter les obligations réglementaires qui imposent aux navires de déposer à terre le cas échéant dans les installations dédiées, les déchets pêchés passivement, c'est à dire « les déchets collectés dans des engins de pêche au cours d'opérations de pêche », ainsi que bien entendu les déchets d'exploitation (filet perdu...) et déchets domestiques du bord (dont les mégots). Deux directives européennes adoptées en 2019 sur les installations de réceptions portuaires et sur les plastiques à usage unique, ont été transposées en droit français, dans la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire du 10 février 2020.
- ✓ Veiller à être responsable de mes déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale (conformément à l'article L.541-2 du code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion de ses déchets, conformément à la réglementation).
- ✓ Se renseigner auprès des magasins d'accastillage pour les fusées de détresse périmées.
- ✓ Préférer les contenants réutilisables (vaisselle, paniers, cendriers de poche...).

### **Objectif Opérationnel : Améliorer le porter à connaissance en sensibilisant sur le contenu du DOCOB (enjeux écologiques, interactions, objectifs, mesures et bonnes pratiques de la charte)**

En mer,

- ☐ En tant que structure associative, commerciale ou autre personne morale, je m'engage à informer mes clients/adhérents/personnel des enjeux du site Natura 2000 et de sa sensibilité grâce à mes outils de communication (site internet, bulletin...). Je fais les préconisations et recommandations sur les bonnes pratiques liées à mon activité.

Point de contrôle : transmission écrite effective des enjeux du site et des instructions destinées à préserver le milieu naturel, document signé par le mandataire ou prestataire attestant que le signataire les a informés des engagements souscrits.

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département et du Préfet de Région.

- ☐ En tant que structure associative, commerciale ou autre personne morale, je m'engage à informer tout personnel, entreprise, prestataire, mandataire ou toute personne intervenant sur l'espace concerné par la charte, des dispositions prévues dans celle-ci. Le cas échéant, il peut être judicieux de confier les travaux à des prestataires spécialisés et de mettre en place un balisage des zones sensibles à éviter. Les mandats devront être modifiés au plus tard au moment du renouvellement afin de les rendre compatibles avec les engagements.

Point de contrôle : mention de la charte dans les contrats de nature commerciale et information des enjeux de conservation du site auprès des personnes intervenant sur le milieu. Copies des demandes de devis ou cahier des clauses techniques, mandats compatibles avec la charte, attestation du signataire.

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et du Préfet de Département.

- ☐ Je m'engage à informer l'animateur du site Natura 2000 de tout nouveau projet (travaux, aménagement, manifestation), même ponctuel, lié à mon activité, prévu dans ou à proximité du site Natura 2000 et à adapter mon projet aux enjeux du site Natura 2000.

Point de contrôle : prise de contact avec l'animateur et adaptation du projet le cas échéant.

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

- ☐ Je m'engage à faire valider par l'OFB, tout document papier ou numérique élaboré par ma structure citant la charte Natura 2000

Point de contrôle : prise de contact avec l'animateur, absence de document non validé

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

- ☐ Je m'engage à ne pas autoriser de manifestations sportives et/ou de loisirs à proximité ou sur les habitats d'intérêt communautaire et sur les habitats d'espèces sans en avoir informé l'animateur Natura 2000 par écrit.

Points de contrôle : correspondances entre le signataire et l'opérateur Natura 2000, absence de manifestation se déroulant sur ou à proximité des habitats d'intérêt communautaire sans autorisation de l'autorité administrative compétente.

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et du Préfet de Département.

- ☐ Je m'engage à donner des consignes aux participants à la manifestation nautique ou de page en amont de l'événement et le jour même.

Point de contrôle : Information préalable des participants par voies électronique ou postale (entretien des navires, gestion des eaux noires et grises, préservation du milieu marin...), présence d'agents diffusant les consignes et de panneaux d'information le jour de la manifestation, etc.

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime.

- ☐ Je m'engage à avertir et/ou demander une expertise auprès de l'animateur Natura 2000, ou à signaler au porteur de projet la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire, dès lors qu'un aménagement destiné à la pratique des loisirs ouverts au public est prévu (projet personnel ou qui me serait soumis par une association).

Point de contrôle : expertise.

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet de Département.

- ☐ Je m'engage à être pris en photo ou vidéo lors de la signature de la charte ou sur le terrain lorsque j'applique une bonne pratique. Je suis bien visible sur la photo/vidéo et j'accepte leur diffusion. Je donne l'autorisation du droit à l'image uniquement dans le cadre de Natura 2000 pour lequel l'animateur en fera bon usage.

Point de contrôle : photo signature, photo bonne pratique

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

- ☐ Je m'engage à autoriser à rendre public mes actes d'engagement (affichage, diffusion internet).

Point de contrôle : engagements rendus publics

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

- ☐ Je m'engage à participer aux formations ou sensibilisations organisées par l'OFB ou relayées par celui-ci, sur les thématiques de la biodiversité et de l'environnement

Point de contrôle : justificatifs de formation ou sensibilisation

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.



- ☐ Instituteur, je m'engage à me renseigner sur le dispositif « aires marines éducatives »  
Point de contrôle : prise de contact avec l'OFB.
- ↳ Engagement souscrit auprès du Préfet de Département.

### Recommandations :

*Veiller à respecter les obligations réglementaires applicables à l'organisation de manifestations nautiques :*

- ✓ *Déposer la déclaration préalable aux manifestations nautiques au moins deux mois avant la date prévue pour l'organisation de celle-ci auprès des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM/DML) de la Gironde.*
- ✓ *Solliciter les autorisations préalables en cas d'utilisation spécifique du domaine public maritime (DPM) : circulation de véhicules à moteur et occupations temporaires. Lorsque l'organisation d'une manifestation nautique suppose la circulation de véhicules terrestres à moteur sur le DPM, et/ou une emprise sur le DPM (chapiteaux, etc.), une demande de dérogation et/ou d'AOT doit être déposée auprès de la DDTM de la Gironde.*
- ✓ *Informier le maire des manifestations nautiques dans la bande des 300 mètres. Le maire exerce la police spéciale des baignades et des activités nautiques pratiquées à partir du rivage avec des engins non immatriculés.*

*Le respect de ces réglementations conditionne la légalité de la manifestation nautique.*

### Objectif Opérationnel : Améliorer la connaissance (sciences participatives, veille écologique des usagers de la mer)

En mer,

- ☐ Je m'engage à contribuer à la veille écologique du site Natura 2000, en devenant un observateur actif (signalements, photos, ...) et en communiquant mes observations à l'animateur Natura 2000, ou en utilisant les réseaux de sciences participatives existants tels que :
- OBSenMER (<http://www.obsenmer.org/>), ou en contactant l'un des deux administrateurs de l'outil : GECC - 02 33 10 22 50 ou Cybelle Planète - 04 67 64 25 60. OBSenMER vous aide à identifier les espèces de mammifères marins et vous permet de signaler vos observations (possible depuis l'application mobile libre et gratuite) ;
  - Visiolittoral permet de recueillir, gérer, valoriser et partager leurs observations de terrain, leurs photographies, que celles-ci soient effectuées ou pas dans les périmètres d'intervention ou le domaine propre du conservatoire du littoral <https://www.facebook.com/wnat.fr/posts/1191822820922960/> ;
  - Fish & Click est un projet de sciences participatives qui vise à recueillir des données concernant les engins de pêche perdus ou abandonnés <https://fishandclick.ifremer.fr/> ;
  - Réseau National Echouage (05 46 44 99 10) : pour signaler tout échouage de mammifères marins morts ou en difficulté ;
  - Suivi des dauphins animé par le réseau Cétacés, Observatoire d'échouage de mammifères marins PELAGIS <http://www.observatoire-pelagis.cnrs.fr/participez/signaler-un-echouage-257/> ;
  - BioObs (Base pour l'inventaire des Observations subaquatiques), outil mis à la disposition de tous les plongeurs <http://bioobs.fr/> ;
  - Observatoire participatif des espèces et de la nature (<http://www.open-sciences-participatives.org/ecosysteme-sciences-participatives/>) ;
  - BioLit recense les observations de faune et flore sur le littoral (<http://www.biolit.fr/>) ;
  - Site « Faune Aquitaine » géré par la LPO, et qui permet de rassembler et diffuser des données faunistiques sur le secteur Aquitain <https://www.faune-aquitaine.org/> ;

- Le centre de soins LPO Aquitaine <https://fr-fr.facebook.com/centresoinslpo33/> accueillant les animaux blessés
- Programme CapOeRa sur les œufs de raies, animé par l'A.P.E.C.S. <http://www.asso-apecs.org/CapOeRa-2016.html>
- SURICATE (Observations de macrodéchets), Pôle ressources national Sports de nature <http://sentinelles.sportsdenature.fr>
- Vigie-Nature École propose des protocoles scientifiques à réaliser avec ses élèves, accessibles de la maternelle au lycée <https://www.vigienature-ecole.fr/>
- Programme VIGIEMER en cours de structuration par huit structures avec le soutien financier de l'OFB et du MNHN <http://www.asso-apecs.org/Presentation-du-projet-550.html>

*Point de contrôle : prise de contact avec l'animateur ou l'administrateur du projet de science participative.*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

☐ Je m'engage à participer aux enquêtes de l'OFB relatives à mon activité, en cas de sollicitation, à la condition que les données restent anonymes et soient traitées de façon globale. J'accepte d'être accompagné sur le terrain par l'OFB pour échanger sur mon activité en respectant les obligations administratives lorsqu'il s'agit d'embarquer.

*Point de contrôle : absence de refus face à la sollicitation de l'OFB*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

☐ Je m'engage à m'équiper d'une balise de géolocalisation, dont les données serviront à des fins de connaissance environnementale en cas de sollicitation par une structure technique en charge de l'étude de l'environnement marin (encadrement dans le cadre d'une convention précisant le maillage, la bancarisation, le traitement des données, le respect de l'anonymat et autres informations personnelles à ne pas divulguer). L'équipement, l'installation et la maintenance du dispositif est pris en charge par la structure technique.

*Point de contrôle : absence de refus face à la sollicitation, état de fonctionnement de la balise*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime, du Préfet de Département, du Préfet de Région.

## 4.2 Engagements bénéficiant aux espèces Natura 2000

**Objectif opérationnel** : EVITER la hausse du dérangement physique, sonore ou lumineux des espèces

### Tranquillité de la faune :

La faune, si elle est observée de trop près ou trop longtemps, peut être dérangée. Des dérangements répétés perturbent les animaux, les obligeant à s'éloigner de leur habitat.

- En période de reproduction, le dérangement peut être à l'origine d'une diminution du succès reproducteur pour l'avifaune, par abandon des nids ou par augmentation de la prédation sur les couvées.
- En période d'hivernage ou de migration, il est susceptible, entre autres, d'affaiblir les animaux par diminution de leurs ressources énergétiques ou de limiter l'accès aux sites d'alimentation. A moyen terme, cette situation peut les amener à abandonner de rares habitats favorables. Cela peut avoir également une conséquence sur le succès de la reproduction suivante.

	Signes de dérangement	Attitude à adopter
oiseaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Envol</li> <li>➤ Simulation d'attaque</li> <li>➤ Simulation d'oiseau blessé</li> <li>➤ Cris</li> <li>➤ Arrêt de l'activité (principalement alimentation)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Éviter les éclats de voix ainsi que les regroupements bruyants.</li> <li>➤ S'éloigner rapidement en présence de signes de nervosité ou de panique chez les animaux observés.</li> <li>➤ Éviter tout changement brutal de vitesse ou de direction.</li> <li>➤ Adopter une route parallèle à la côte.</li> </ul>
Mammifères marins	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Fuite, accélérations désorganisées, sauts et coups sur la surface de l'eau.</li> <li>➤ Modification de la respiration (nombre de respiration à la surface, durée entre chaque respiration, durée des plongées).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pour les observer (en restant à plus de 100m), approcher un groupe d'individus sur le côté ou au 3/4 arrière, et non directement de front ou par l'arrière, et restez en parallèle.</li> <li>➤ Ne pas chercher pas à toucher les mammifères marins et encore moins à nager avec eux : ce sont des animaux fragiles et dangereux pour l'homme (risque de morsures, de coups, et/ou de transmission de maladies).</li> <li>➤ Éviter de taper sur la coque pour attirer les mammifères marins.</li> <li>➤ Ne jamais couper leur trajectoire.</li> </ul>
Si l'animal approche volontairement l'embarcation, éviter de couper sa trajectoire et de changer brusquement de régime moteur.		

Sources : GONm, GECC.

☐ Je m'engage à éviter les regroupements et les vols massifs d'oiseaux ou en mer lorsque je pratique une activité de sports et loisirs en mer

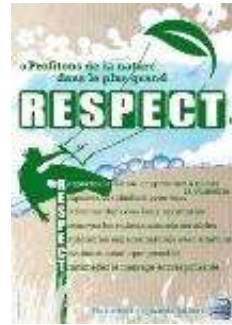
Point de contrôle : absence de comportement dérangeant les oiseaux marins, absence de fuite des oiseaux

🔗 Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et du Préfet de Département.

☐ Je m'engage à éviter de m'approcher des oiseaux marins et de les déranger avec des dispositifs bruyants. Je maintiens une distance de 100 m entre mon embarcation et les animaux ; 300 mètres dans le cas d'une embarcation.

Point de contrôle : respect des distances minimales

🔗 Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime.



<https://kite.ffvl.fr/node/2462>

☐ En tant qu'activités de loisirs encadrées (sports de nature ou activités de découverte du milieu marin), je m'engage à transmettre, chaque fin d'année civile, un bilan de mon activité à l'OFB (fréquence des sorties, circuit de visites...) afin d'analyser en continu les interactions potentielles entre les enjeux socioéconomiques et écologiques.

*Point de contrôle : bilan activité*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime.

☐ Je m'engage à ne pas nourrir délibérément les oiseaux marins pour éviter de les rendre dépendant de l'Homme et de favoriser un comportement agressif.

*Point de contrôle : contrôle sur place*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Département

Recommandations :

- ✓ Eviter les variations de vitesse et sauts sur les vagues à proximité de mammifères marins lorsque j'utilise un véhicule nautique motorisé (de type « jet-ski » notamment). Les accélérations et décélérations saccadées, sauts et rebonds sur les vagues génèrent de fortes variations du bruit sous-marin (intensités et fréquences) gênants pour les mammifères marins
- ✓ Si les cétacés sont situés à proximité du navire, réduire progressivement la vitesse à 5 nœuds et maintenir une route parallèle à leur trajectoire
- ✓ Veiller à respecter l'interdiction de l'approche à moins de 100 m des cétacés dans le site Natura 2000 (arrêté du 3 septembre 2020 portant modification de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés au niveau national et les modalités de leur protection)
- ✓ Veiller à respecter la vitesse de 5 nœuds dans les 300 m (rappel réglementaire)

### **Objectif Opérationnel : REDUIRE les mortalités liées aux captures accidentelles**

**Pour l'esturgeon,**

☐ Je m'engage à signaler les esturgeons que je capture accidentellement auprès du CNPMM ou CAPENA, INRAE.

*Point de contrôle : prise de contact avec les administrateurs de la base de données recensant les observations d'esturgeons (CNPMM, CAPENA, INRAE)*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

☐ Je m'engage, en cas de sollicitation et si mon navire et mon activité le permettent, à embarquer un observateur pour mieux caractériser les captures accidentelles.

*Point de contrôle : présence/absence d'observateur à bord, refus d'embarquement en cas de sollicitation*

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

- ☐ Je m'engage à répondre aux enquêtes visant à mieux caractériser les captures accidentelles  
Point de contrôle : réponse favorable aux enquêtes

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

#### Recommandations :

- ✓ Veiller à remettre à l'eau les individus capturés (obligation), dater et déclarer les esturgeons que je capture accidentellement auprès du CNPMM, CAPENA ou INRAE. Mesurer la longueur et le poids de l'animal en fonction de son état de santé. Je vérifie la présence d'une marque externe, placée à la base de la nageoire dorsale, et note le numéro de la marque.
- ✓ Appliquer des techniques de manipulations à bord pour maximiser les chances de survie
- ✓ Participer à concevoir et à tester des techniques de modification des engins ou des pratiques pour limiter les captures accidentelles

#### Pour les cétacés,

- ☐ Je m'engage à détenir à bord un téléphone portable ou autre appareil pouvant recevoir l'outil de science participative ObsEnMer pour géolocaliser mes rencontres/observations de cétacés.

Point de contrôle : absence d'un appareil avec ObsEnMer, justificatif provenant des administrateurs du projet de science participative ObsEnMer

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région



**ObsEnMER**

Application gratuite disponible sur les plateformes



<https://www.obsenmer.org/pages/home>

- ☐ Je m'engage à détenir à bord le guide d'aide à la déclaration des captures accidentelles et à la reconnaissance de mammifères marins [https://www.comite-peches.fr/wp-content/uploads/2019/02/2.3-Guide\\_CaptureAccidentelle-MM\\_Compress%C3%A9.pdf](https://www.comite-peches.fr/wp-content/uploads/2019/02/2.3-Guide_CaptureAccidentelle-MM_Compress%C3%A9.pdf)

Point de contrôle : détention du guide à bord

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

- ☐ Je m'engage à embarquer, en cas de sollicitation et si mon navire et mon activité le permettent, un observateur pour évaluer les captures accidentelles.

Point de contrôle : présence/absence d'observateur à bord, refus d'embarquement en cas de sollicitation

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

- ☐ Je m'engage à répondre aux enquêtes visant à mieux caractériser les captures accidentelles

Point de contrôle : réponse favorable aux enquêtes

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

☐ Je m'engage à être volontaire, en cas de sollicitation et si mon navire le permet, dans les programmes qui visent à tester des techniques (appareil technologique, engin de pêche modifié) pour limiter les captures accidentelles de cétacés

Point de contrôle : réponse favorable aux appels à volontariat, justificatif de participation à l'expérimentation, absence de dispositif sur l'engin de pêche

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

#### Recommandations :

- ✓ Veiller à signaler les captures accidentelles de cétacés dans les fiches/journaux de pêche papier ou électronique (obligatoire depuis 2019, suite à la parution de l'Arrêté du 6 septembre 2018 portant modification de l'arrêté du 1er juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection)
- ✓ Veiller à marquer les cétacés capturés, dans le cadre de programme dédié, pour mieux comprendre la dérive des carcasses

#### Pour les oiseaux,

☐ Je m'engage à détenir un téléphone portable ou autre appareil pouvant recevoir l'outil de science participative ObsEnMer pour déclarer, dater et géolocaliser mes captures accidentelles.

Point de contrôle : absence d'un appareil avec ObsEnMer, justificatif provenant des administrateurs du projet de science participative ObsEnMer

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

☐ Je m'engage à détenir à bord une plaquette d'aide à la reconnaissance des oiseaux marins [http://www.fameproject.eu/fotos/editor2/plaquetteoiseauxmarins\\_1.pdf](http://www.fameproject.eu/fotos/editor2/plaquetteoiseauxmarins_1.pdf)

Point de contrôle : détention de la plaquette à bord

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

☐ Je m'engage à embarquer, en cas de sollicitation et si mon navire et mon activité le permettent, un observateur pour évaluer les captures accidentelles.

Point de contrôle : présence/absence d'observateur à bord, refus d'embarquement

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

- ☐ Je m'engage à répondre aux enquêtes visant à mieux caractériser les captures accidentelles

Point de contrôle : réponse favorable aux enquêtes

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

☐ Je m'engage à être volontaire, en cas de sollicitation et si mon navire le permet, dans les programmes qui visent à tester des techniques (appareil technologique, engin de pêche modifié) pour limiter les captures accidentelles d'oiseaux

Point de contrôle : réponse favorable aux appels à volontariat, justificatif de participation à l'expérimentation, absence de dispositif sur l'engin de pêche

↳ Engagement souscrit auprès du Préfet Maritime et Préfet de Région

#### **Recommandations :**

- ✓ Veiller à filer de nuit pendant les périodes de pics de captures d'oiseaux en journée
- ✓ Veiller à filer de nuit, en particulier pour les palangres de surface
- ✓ Veiller à adapter mon éclairage à bord (vers le bas et seulement sur les postes de travail)
- ✓ Eviter de filer les engins de pêche dans les radeaux (regroupements) d'oiseaux marins

#### **Rappel réglementaire :**

Les oiseaux, le marsouin, le grand dauphin et l'esturgeon présents dans le site Natura 2000 sont protégés des actes intentionnels pouvant altérer leur cycle de vie. En résumé, il est interdit :

- ✓ la destruction, la mutilation, la capture, l'enlèvement intentionnels la perturbation intentionnelle incluant la poursuite ou le harcèlement des animaux dans le milieu naturel ;
- ✓ la destruction, l'altération ou la dégradation des sites de reproduction et des aires de repos des animaux. Ces interdictions s'appliquent aux éléments physiques ou biologiques réputés nécessaires à la reproduction ou au repos de l'espèce considérée ;
- ✓ la détention intentionnelle, le transport, la naturalisation, le colportage, la mise en vente, la vente ou l'achat, l'utilisation commerciale ou non des animaux prélevés dans le milieu naturel.

Liste des arrêtés sur les espèces protégées :

- ✓ Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000021384277>
- ✓ Arrêté du 1er juillet 2011 fixant la liste des mammifères marins protégés sur le territoire national et les modalités de leur protection <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024396902>
- ✓ Arrêté du 20 décembre 2004 relatif à la protection de l'espèce *Acipenser sturio* (esturgeon) <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000259841&dateTexte=&categorieLien=id>



## ANNEXE : Formulaire d'adhésion

### *Charte N2000 « Hourtin-Carcans »*

Nom :

Adresse :

Prénom :

Activité(s) :

Mail :

☐ **Adhésion individuelle**

➔ **Adhésion collective** (pour une structure ou un organisateur de manifestation nautique)



Structure représentée : .....

**La charte ne se substitue pas aux obligations réglementaires en vigueur liées aux usages de la mer dont j'ai connaissance et que je respecte.**

Je veille à respecter l'ensemble des recommandations présentées dans la charte Natura 2000 « Hourtin-Carcans »

Je m'engage à respecter l'ensemble des engagements que j'ai cochés dans cette charte.

*Une cartographie du patrimoine naturel du site sera fournie par l'OFB au moment de la signature de la charte.*

*Toutes les données collectées sont concernées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.*

**Je m'engage, pour une durée de 5 ans, à compter de la réception, par la DDTM/DML de la Gironde, de ce formulaire d'engagement et du Cerfa, accompagné d'une copie de la charte et des engagements choisis.**

Date :

Signature :

Enjeu: esturgeon, cétacés et oiseaux marins	Objectif à long terme: Une contribution positive du site au bon état de conservation de l'esturgeon, des cétacés et des oiseaux en hivernage, estivage et migration					
	État souhaité	Niveau(x) d'exigence		Indicateur de maintien ou d'amélioration de l'état <a href="https://dcsmm.milieu marin france.fr/">https://dcsmm.milieu marin france.fr/</a>	Métriques d'état	Protocoles/techniques de suivi
		Maintien (aucune dégradation) ou amélioration : - de la diversité, l'abondance et la survie des espèces ; - des corridors écologiques (migration saisonnière et déplacements quotidiens) des espèces ; - des zones fonctionnelles ornithologiques (mue, stationnement,...) ; - des zones d'alimentation des espèces N2000 (nourricerie/nourrissage), en particulier l'accessibilité, la disponibilité et la qualité de la ressource alimentaire (benthos, faune fourrage) ; - de la production primaire et secondaire (plancton).		Indicateurs DCSMM D1 "Mammifères marins", "Oiseaux marins", "Poissons", "habitat pélagique", D1 "habitat benthique", D6 "Intégrité des fonds", D4 "réseau trophique" Indice d'évolution de toutes les métriques	Diversité, abondance et survie des espèces Période de migration Occurrence de mue/stationnement des oiseaux Condition (ratio taille/poids) Productivité primaire et secondaire	Suivis des espèces : par avion, bateau, observation à la côte et sur la plage, télémétrie  Suivis du milieu : prélèvements échantillon d'eau de mer, poissons fourrages, analyses isotopes/contenus stomacaux pour le régime alimentaire
	Objectifs opérationnels à moyen/court terme					
	Facteurs d'influence (existants ou potentiels)	Objectifs opérationnels	Niveaux d'exigence	Indicateurs de pression (BEE et OE DCSMM) et métriques d'état <a href="https://dcsmm.milieu marin france.fr/">https://dcsmm.milieu marin france.fr/</a>	Mesures	Suivi des actions
	Captures accidentelles	REDUIRE les mortalités liées aux captures accidentelles des espèces d'intérêt communautaire	Les captures accidentelles sont évitées ou réduites	Indicateurs DCSMM D1 Indice de captures via déclaration, enquête, embarquement, échouage	Contribuer à évaluer les interactions entre les activités de pêche professionnelle et les espèces d'intérêt communautaire, promouvoir les savoirs empiriques et les bonnes pratiques de pêche	Nombre d'actions réalisées par rapport au prévisionnel Nombre de livrables réalisés (notes de synthèse, supports de communication) Proportion de pêcheurs, les plus actifs sur le site, sensibilisés aux interactions « pêche-espèce » (faible, moyenne, forte) Nombre de dispositifs testés / nombre de dispositifs identifiés Nombre d'embarquements Nombre d'enquêtes
	Dérangement	REDUIRE le dérangement physique, sonore ou lumineux des espèces	Le dérangement est réduit	Indicateurs DCSMM D1, D11 Indice de fréquentation	Sensibiliser sur les enjeux et les bonnes pratiques, et valoriser l'implication des acteurs dans la protection du milieu marin  Améliorer la connaissance des habitats sédimentaires, des oiseaux, des cétacés, de l'esturgeon et des interactions avec les activités	Nombre d'opérations de communication menées Nombre de supports édités et distribués (documents ; panneaux...) Nombre d'acteurs ayant ratifié la charte Nombre d'Aire Marine Educative créée % d'études d'évaluation d'incidence ayant fait appel à l'appui de l'animateur % d'études d'évaluation d'incidence prenant en compte les enjeux écologiques du site Natura 2000 Nombre de remontée de besoin de contrôle Nombre d'opérations de contrôle effectuées sur les sites au titre de la réglementation en vigueur % d'infractions constatées sur le nombre d'opérations de contrôle effectuées sur les sites au titre de la réglementation en vigueur Nombre de rencontres avec les acteurs Nombre de sollicitations pour les dossiers d'évaluation d'incidences NATURA 2000, auxquelles le gestionnaire a répondu par an Nombre de pression impactante réduite Nombre de pression impactante évitée Nombre d'actions de connaissance mises en œuvre sur le site
	Obstacles à la libre circualtion	EVITER l'introduction d'obstacles à libre circulation des espèces	Les espèces circulent librement	Occurrence obstacles à la migration		
	Collision	EVITER un niveau de collision significatif pour les oiseaux	Le niveau de collision est limité au maximum	Occurrence des dispositifs engendrant des collisions		
	Limitation des ressources alimentaires	EVITER la baisse des ressources trophiques nécessaires aux espèces	Une ressource alimentaire suffisante et diversifiée	Niveau d'exploitation ou de perturbation des espèces fourrages pélagiques et benthiques		
Déchets	REDUIRE les apports et la présence, en mer et sur la plage, des déchets d'origine terrestre ou issus des usages et aménagements maritimes	Aucun déchet n'arrive dans le milieu et les déchets déjà présents sont éliminés	Indicateurs DCSMM D10 "Déchets marins"			
Qualité de l'eau (modification température, salinité, turbidité, matière organique, contaminants)	EVITER la hausse du niveau de pollution et l'introduction d'espèces non indigènes	La qualité des eaux (température, salinité, turbidité) ne dégrade pas l'état de conservation des habitats	Indicateurs DCE Indicateurs D8, D7, D5, D4 DCSMM			
Introduction d'espèces exotiques ou invasives		Les espèces exotiques ou invasives ne dégradent pas les habitats	Indicateurs D2 DCSMM Surface habitat colonisé			

Enjeu: habitats meubles subtidaux	Objectif à long terme: Une contribution positive du site au bon état de conservation des habitats benthiques (1110-2, 1110-1, habitat d'espèces) et de leurs fonctionnalités					
	État souhaité	Niveau(x) d'exigence		Indicateur de maintien ou d'amélioration de l'état <a href="https://dcsmm.milieu marin france.fr/">https://dcsmm.milieu marin france.fr/</a>	Métriques d'état	Protocoles/techniques de suivi
		Maintien (aucune régression) des surfaces actuelles des sables grossiers, moyens et fins plus ou moins envasés Maintien (aucune régression) des surfaces actuelles d'habitat d'esturgeon Maintien (aucune régression) des surfaces actuelles des nourriceries de céteau/sole		Evolution de la surface Indicateurs DCSMM D6 "Intégrité des fonds" Modification permanente de la granulométrie	Surface d'habitat Surface d'habitat perdu Granulométrie	Protocole de cartographie des habitats et des pressions Benne, drague, sondeur, sonar
		Maintien (aucune dégradation) ou amélioration : - des zones fonctionnelles benthiques de refuge/reproduction/ponte pour les espèces non N2000 ; - des zones d'alimentation benthique (nourricerie, nourrissage d'adulte) pour les espèces non N2000, en particulier les nourriceries de céteau et de sole ; - des structures caractéristiques des différents habitats meubles (nature et structure du substrat) ; - des dynamiques hydro-morphologiques.		Evolution de la surface d'habitat perturbé Indicateurs DCSMM D6 "Intégrité des fonds" Evolution de la diversité et abondance des espèces Evolution de la granulométrie, courant, bathymétrie	Surface d'habitat perturbé Diversité, densité et survie des espèces exploitant l'habitat Granulométrie Vitesse du courant Bathymétrie	Protocole de cartographie des habitats fonctionnels et des pressions Benne, drague, sondeur, sonar, engins de pêche scientifique
		Pour les espèces typiques des habitats benthiques, maintien (aucune dégradation) ou amélioration : - de la diversité et l'abondance (espèces endogées et épigées) ; - de l'abondance des espèces ayant une sensibilité intrinsèque accrue, une forte représentativité par rapport au niveau national et une concentration forte d'individus (faciès particulier) ; - de leur mobilité (dérive larvaire, épifaune vagile) ; - de l'accessibilité, disponibilité et qualité de la ressource alimentaire.		Evolution de la diversité et abondance des espèces, du flux larvaire et de la productivité de l'habitat Indice de Shannon, indice d'Equitabilité de Pielou Indicateurs DCSMM D1 "habitats benthiques"	Diversité, densité, biomasse et survie des espèces typiques, dont les espèces d'intérêt particulier Flux larvaire Productivité de l'habitat	Protocole de suivi stationnel DCSMM Prélèvement de phytoplancton, zooplancton, larves des espèces typiques
	Objectifs opérationnels à moyen/court terme					
	Facteurs d'influence	Objectifs opérationnels	Niveaux d'exigence	Indicateurs de pression (BEE et OE DCSMM) et métriques d'état <a href="https://dcsmm.milieu marin france.fr/">https://dcsmm.milieu marin france.fr/</a>	Mesures	Suivi des actions
	Pressions physiques : abrasion (remaniement, racle par action mécanique), étouffement (dépôt), extraction	REDUIRE les perturbations physiques (abrasion ou étouffement) sur les habitats sédimentaires, en particulier sur les zones à forts enjeux écologiques	Les perturbations physiques existantes sont réduites et permettent la conservation des fonctionnalités de l'habitat	Habitat : D01-HB-OE06-Ind1&2 D6 "Intégrité des fonds" D7 "Changement hydrographique" Evolution de l'effort de pêche au fond par type d'engin et par unité de temps	Interdire la pêche aux arts traïnants de fond avec grèements lourds sur les habitats à enjeux de la bande côtière	Ratio du nombre d'infractions constatées sur le nombre d'opérations de contrôle effectuées sur le site Natura 2000 au titre de la réglementation permettant de satisfaire à la mesure (par année civile) Nombre d'heures de pêche au chalut comptabilisées chaque année grâce au système VMS dans le site Natura 2000 Mise en place de la réglementation le lendemain de la publication de l'arrêté révisant l'arrêté précédent du 29 décembre 2020 n° 341 portant réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de 3 milles de la laisse de basse mer au large d'Arcachon valable jusqu'au 31/12/2022, soit courant été 2023 et d'un bilan à chaque renouvellement Mise en place de la réglementation au plus tard l'été 2024 (dans les 3-5 MN)
	Pressions physiques : abrasion (remaniement, racle par action mécanique), étouffement (dépôt), extraction	EVITER les nouvelles activités engendrant une hausse du niveau de perturbation physique ou hydro-morphologique des habitats sédimentaires	Les nouvelles perturbations physiques sont évitées et permettent la conservation des fonctionnalités de l'habitat	Habitat : D01-HB-OE06-Ind1&2 D6 "Intégrité des fonds" D7 "Changement hydrographique" Evolution de l'effort de pêche au fond par type d'engin et par unité de temps	Sensibiliser sur les enjeux et les bonnes pratiques, et valoriser l'implication des acteurs dans la protection du milieu marin	Nombre d'opérations de communication menées Nombre de supports édités et distribués (documents ; panneaux...) Nombre d'acteurs ayant ratifié la charte Nombre d'Aire Marine Educative créée % d'études d'évaluation d'incidence ayant fait appel à l'appui de l'animateur % d'études d'évaluation d'incidence prenant en compte les enjeux écologiques du site Natura 2000 Nombre de remontée de besoin de contrôle Nombre d'opérations de contrôle effectuées sur les sites au titre de la réglementation en vigueur % d'infractions constatées sur le nombre d'opérations de contrôle effectuées sur les sites au titre de la réglementation en vigueur Nombre de rencontres avec les acteurs Nombre de sollicitations pour les dossiers d'évaluation d'incidences NATURA 2000, auxquelles le gestionnaire a répondu par an Nombre de pression impactante réduite Nombre de pression impactante évitée Nombre d'actions de connaissance mises en œuvre sur le site
	Artificialisation	EVITER l'artificialisation, la perte physique ou une modification permanente des habitats sédimentaires	Les fonds marins sont maintenus à leur état naturel, l'artificialisation est évitée	Intégrité des fonds : D06-OE1-Ind1 D7 "Changement hydrographique" Evolution de la surface artificialisée Evolution de la zone d'influence hydro-sédimentaire des aménagements		
	Déchets	REDUIRE les apports et la présence, en mer et sur la plage, des déchets d'origine terrestre ou issus des usages et aménagements maritimes	Aucun déchet n'arrive dans le milieu et les déchets déjà présents sont éliminés	Indicateurs DCSMM D10 "Déchets marins" : D010-OE01-ind1 ; D010-OE02-ind1 Evolution de la densité, masse et taille		
	Qualité de l'eau (modification température, salinité, turbidité, matière organique, contaminants)	EVITER la hausse du niveau de pollution et l'introduction d'espèces non indigènes	La qualité des eaux (température, salinité, turbidité) ne dégrade pas l'état de conservation des habitats	Indicateurs DCE Indicateurs D8, D7, D5, D4 DCSMM		
	Introduction d'espèces exotiques ou invasives		Les espèces exotiques ou invasives ne dégradent pas les habitats	Indicateurs D2 DCSMM Surface habitat colonisé		



AGENCE FRANÇAISE  
POUR LA BIODIVERSITÉ  
ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE L'ÉTAT



ZONE SPECIALE DE CONSERVATION  
**FR7200812 Portion du littoral sableux de la  
côte aquitaine**

Analyse des risques liés à la pêche professionnelle  
sur les habitats d'intérêt communautaires du site  
Natura 2000

2019

# Sommaire

---

## Sommaire

1. Contexte .....	2
2. Méthodologie et sources d'information .....	4
2.1. Principes méthodologiques.....	4
2.2. Mobilisation des informations.....	6
2.3. Restitution et validation avec les professionnels et acteurs du site.....	10
3. Résultats de l'analyse des risques liés aux activités de pêche sur les habitats d'intérêt communautaire du site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine ».....	11
3.1. Bilan de l'ensemble des risques de dégradation identifiés.....	11
3.2. Présentation des interactions engins/habitats .....	14
4. Discussion et propositions de mesures.....	25
4.1 Résumé des échanges du COPIL PAMPAQ du 4 février 2019 (cf. CR annexe 6) : .....	25
4.2 Résumé des échanges réunion du 10 avril 2019 (cf. CR annexe 7) : .....	26
4.3 Résumé des échanges réunion du COPIL PAMPAQ du 25 juin 2019 (cf. CR annexe 8) : .....	28
4.3 Bilan des propositions de mesure.....	30
Bibliographie .....	31
Annexes.....	32
Atlas cartographique.....	81

AFB, CRPMEM NA, 2019. Analyse des risques liés à la pêche professionnelle sur les habitats d'intérêt communautaires du site Natura 2000 FR7200812 Portion du littoral sableux de la côte aquitaine.

# 1. Contexte

---

Conformément aux articles 6.3 et 4 de la directive « Habitats » (dispositif d'évaluation des incidences Natura 2000) et la Loi 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages (article L 414-4 du code de l'Environnement), *« Les activités de pêche maritime professionnelle s'exerçant dans le périmètre d'un ou de plusieurs sites Natura 2000 font l'objet d'analyses des risques d'atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000, réalisées à l'échelle de chaque site, lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'objectifs mentionnés à l'article L. 414-2. Lorsqu'un tel risque est identifié, l'autorité administrative prend les mesures réglementaires pour assurer que ces activités ne portent pas atteinte aux objectifs de conservation du site, dans le respect des règles de la politique commune de la pêche maritime. Ces activités sont alors dispensées d'évaluation d'incidences sur les sites Natura 2000. »*

« L'analyse des risques liés aux activités de pêche professionnelle » est donc un dispositif législatif obligatoire issu de la circulaire DEB / DPMA du 30 avril 2013, elle repose sur :

- La réalisation d'une analyse de risque de dégradation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire par les engins de pêche, en s'appuyant sur une méthode élaborée par le MNHN (méthode disponible uniquement pour les habitats à ce jour) ;
- des propositions de mesures de gestion au regard des objectifs de conservation du site Natura 2000 le cas échéant (quand un risque est identifié) au sein des groupes de travail dédiés aux mesures de chaque site N2000 ;
- une harmonisation des résultats de l'analyse de risques et des propositions de mesures de gestion, à l'échelle de la façade sous le pilotage de la DIRM SA en lien avec les DREAL NA, visant à assurer la cohérence entre sites ;
- une intégration des résultats des travaux dans le DOCOB suite à une présentation et à une discussion en COPIL du site Natura 2000 ;
- un accord du préfet compétent en matière de pêche maritime sur les mesures de gestion avant son approbation par le (et/ou les) préfet(s) pour la gestion du site Natura 2000.

## Le projet PAMPAQ

L'objectif général du projet est la mise en œuvre de la directive habitats-faune-flore à travers la bonne prise en compte des activités de pêche professionnelle dans la gestion des sites Natura 2000 en mer en Nouvelle Aquitaine. Cet objectif s'est traduit au sein de 4 sites Natura 2000 par la réalisation des trois étapes suivantes :

- A. Diagnostic socio-économiques des activités de pêche,
- B. Réalisation des analyses de risque selon la méthode établie par le MNHN (2012) et
- C. Propositions des mesures de gestion permettant de réduire les risques identifiés préalablement

Sites Natura 2000	Volet pêche professionnelle du diagnostic	Analyse de risques	Propositions de mesures
Côte basque rocheuse et extension au large	Non, déjà disponible	oui	oui
Falaises de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz			
Domaine d'Abbadia et corniche basque			
Portion sableuse du littoral aquitain	oui	oui	oui

*Tableau 1 : Tableau de synthèse des travaux réalisés dans le cadre du projet PAMPAQ*

Le diagnostic socio-économique de la pêche professionnelle sur le site Natura 2000 « Portion du littoral sableux de la côte Aquitaine » a été réalisé par le CRPMEM NA (CRPMEM NA. 2018) sous couvert de l'AFB, dans le cadre de ce projet. Ce volet était manquant jusqu'à présent. Le travail réalisé s'intègre ainsi au DOCOB du site en vue de l'analyse de risques.

Un comité de pilotage du projet a été constitué en réunissant la Direction Inter Régionale de la Mer Sud Atlantique (DIRM SA), la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL), la Préfecture Maritime, le CRPMEM et l'AFB. Quatre comités de pilotage ont eu lieu entre octobre 2017 et juin 2019 et ont permis de présenter l'état d'avancement des différentes actions, de les orienter et de valider les différentes étapes.

## 2. Méthodologie et sources d'information

### 2.1. Principes méthodologiques

La méthode d'Analyse du Risque lié à la Pêche (ARP) a été mise au point par le Muséum National d'Histoire Naturelle en 2012 (MNHN, SPN, 2012).

La démarche d'évaluation du risque consiste à collecter, analyser et superposer géographiquement (sous Système d'Information Géographique - SIG) et à l'échelle de chaque site Natura 2000, trois niveaux d'information (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**) :

- **1<sup>er</sup> niveau** : les habitats et leur distribution. Il s'agit d'une cartographie des habitats d'intérêt communautaire sur le site. Pour chaque habitat du site, l'état de conservation des habitats au sein des sites et l'importance du site Natura 2000 pour sa conservation par rapport au reste du réseau sont pris en compte (paramètres contextuels).
- **2<sup>ème</sup> niveau** : les activités de pêche. Il s'agit de la distribution des activités de pêche par engins ou métiers de pêche. Le croisement est réalisé uniquement en fonction de la présence de l'activité de pêche sur un habitat. Les efforts de pêche des différentes activités sont spatialisés pour discerner les zones et les périodes de plus ou moins grande intensité de l'activité au sein du site Natura 2000 (paramètres contextuels). Ils



permettront ainsi une meilleure orientation des éventuelles mesures de gestion au sein des sites.

- **3ème niveau** : la nature des interactions entre les engins de pêche et les habitats d'intérêt communautaire. Ces interactions sont caractérisées en fonction :
  - des pressions qui peuvent potentiellement être générées par les différents types d'engins de pêche sur les habitats, et,
  - la sensibilité spécifique des habitats du site Natura 2000 par rapport aux pressions physiques générées par les activités de pêche.

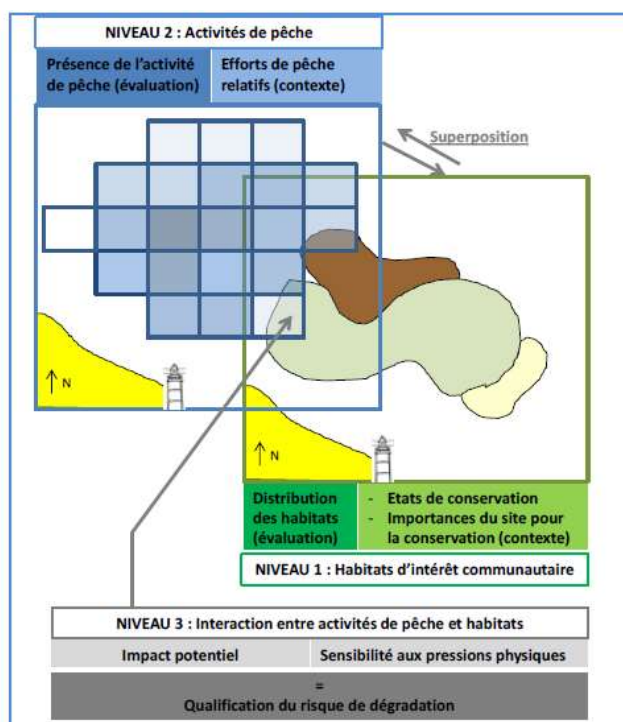
Une nouvelle méthode est en cours d'élaboration par un groupe de travail national. Cette nouvelle méthode inclut la mise à jour des matrices de croisement (niveaux de pression des engins, et intégration de nouvelles évaluations de sensibilité des habitats). Il a été acté lors du COPIL PAMPAQ du 4 avril 2018 d'utiliser ces éléments pour réaliser les analyses de risques dans le cadre de ce projet.

L'analyse des risques liés à la pêche sur le site de « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine » est donc réalisée à partir de :

- La matrice de sensibilité des habitats publiée par le MNHN en 2016.

- La matrice de pression des engins de pêche en cours de finalisation par l'Ifremer en 2018. La version utilisée pour l'analyse est une version de travail présentée en groupe de travail le 26 avril 2018 susceptible d'être modifiée par le groupe de travail national.

Les résultats de l'analyse sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine » ont été présentés et validés en COPIL de projet PAMPAQ le 4 avril 2018 en présence des partenaires du projet (CRPMEM NA et AFB), des services de l'Etat (DIRM SA, DREAL Nouvelle-Aquitaine) et de l'opérateur du site en charge de l'élaboration du DOCOB (AFB).



*Figure 1 : Résumé schématique de la démarche pour évaluer les risques de dégradation des habitats par les activités de pêche au sein des sites Natura 2000 (MNHN, 2012)*

En fonction des données disponibles, des informations contextuelles sont également analysées pour identifier et orienter les éventuelles mesures de gestion au vu des risques identifiés.

Exemples de paramètres contextuels liés aux activités de pêche :

- L'effort de pêche : nombre de navires et leur temps de pêche sur le site ;
- La réglementation existante ;
- La dépendance socio-économique des pêcheurs au site : taux de dépendance des navires à la zone.

Exemples de paramètres contextuels liés aux habitats :

- L'enjeu de conservation de l'habitat et son état tel que défini par le DOCOB ;
- Les objectifs de conservation : objectifs à long terme et objectifs opérationnels ;
- La part de l'habitat en interaction avec l'engin de pêche sur le site.

## 2.2. Mobilisation des informations

### Niveau 1 : les habitats d'intérêts communautaires

- **Distribution :**

La cartographie des habitats d'intérêt communautaire a récemment été mise à jour. Les données utilisées sont issues du programme d'acquisition de connaissances CARTHAM et des données locales mobilisées dans le cadre du DOCOB. Ainsi, les habitats ont été caractérisés à partir d'étude bathymétrique, de sonar à balayage et de prélèvements à la benne. Des analyses granulométriques, de teneur en matière organique et de déterminations taxinomiques ont aussi été réalisées.

- **Sensibilité des habitats :**

Conformément à la méthode du MNHN, un niveau (fort, modéré, faible ou inconnu) de sensibilité aux pressions physiques est évalué pour chaque habitat d'intérêt communautaire identifié dans l'atlas cartographique. Cette évaluation est réalisée à partir des matrices de sensibilité élaborées en 2016 (MNHN, 2016).

> cf. *Annexe 1 : Matrice bilan de sensibilité issue des matrices MNHN (MNHN, 2016)*  
> cf. *Atlas cartographique : 1/ Cartographies relatives aux habitats : habitats élémentaires et habitat d'espèce.*

- Enjeux de conservation du DOCOB :

Le DOCOB du site est en cours d'élaboration. Un travail de hiérarchisation des enjeux de conservation sur le site Natura 2000 a été entrepris en 2018 et validé lors du COPIL du site N2000 le 20 septembre 2018. Les niveaux d'enjeux sont établis à partir d'une hiérarchisation d'indicateurs que sont : le taux de représentativité spatiale de l'habitat au sein du réseau, sa sensibilité aux pressions et ses fonctionnalités écologiques.

> cf. Annexe 3 : Tableau bilan et description des enjeux de conservation identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »  
> cf. Atlas cartographique : 1/ Cartographies relatives aux habitats : habitats élémentaires et habitat d'espèce.

## Niveau 2 : les activités de pêche

Les données spatiales d'activités de pêche proviennent de deux sources :

- les données VMS (Vessel Monitoring System) des années 2013 à 2015 selon un maillage d'un mille nautique de côté pour les navires équipés de ce système de géolocalisation (obligatoire pour les navires de plus de 12m). Ces données ne sont disponibles que pour 2 engins : filets calés de fond et chalut de fond.
- Les données des enquêtes réalisées en 2017 et 2018 dans le cadre du projet PAMPAQ, pour l'élaboration du diagnostic des activités de pêche (CRPMEM NA, 2018) et l'analyse des risques. Ces enquêtes spatiales et individuelles se sont portées principalement sur un échantillon de pêcheurs originaires de Sud de la Nouvelle-Aquitaine bien représentatif. A l'échelle de la fréquentation totale (toutes régions confondues), le pourcentage de navires enquêtés s'élève à 44 % des fileyeurs (filets calés droit et trémail) et 38 % des chalutiers de fond présents sur le site.

Dans le but de caractériser la pêche professionnelle, le CRPMEM NA a choisi d'entreprendre une méthodologie basée sur des enquêtes de terrain pour représenter spatialement les métiers. Cela a permis de produire une source de données plus récente et plus fine (activités individuelles) pour les navires fréquentant majoritairement le site. En effet, les enquêtes ont été réalisées auprès des pêcheurs du Sud de la Nouvelle-Aquitaine par choix de proximité géographique. Après la construction d'un plan d'échantillonnage, lors de l'entretien individuel, le pêcheur devait désigner spatialement ses zones de pêche par mois en fonction des engins pratiqués. Ensuite, les données obtenues ont été compilées anonymement. Un atlas cartographique présente ainsi les activités par métier, parfois aussi par saison, mais également par famille de métiers. Les activités des navires charentais, ligériens et bretons ont été renseignées par leurs Comités respectifs.

De façon complémentaire, l'exploitation des données des fiches bilan SIH d'Ifremer a aussi été réalisée afin d'enrichir la caractérisation des activités de pêche. Il s'agissait notamment d'appréhender les aspects de production et de dépendances socio-économiques liés au site dans la mesure du possible. Par ailleurs des représentations cartographiques, issues des enregistrements VMS, ont également été exploitées mais dans certains cas seulement

(chalut de fond et filets) afin d'appréhender les efforts de pêche déployés et les zones de plus forte intensité.

Ces données récoltées renseignent donc sur les pratiques et les caractéristiques des engins de pêche utilisés sur la zone ainsi que sur la fréquentation et la répartition spatio-temporelle de ces activités. En partenariat avec l'AFB, tous ces éléments ont permis la rédaction du diagnostic socio-économique pêche. Elles permettent ainsi d'avoir une vision précise de la pêche professionnelle à l'échelle du site, d'estimer son importance socio-économique et d'apporter les éléments nécessaires à l'identification des pressions potentielles exercées sur les habitats. Cette méthodologie basée sur une approche issue des sciences humaines, comporte bien évidemment des limites. Néanmoins, cette méthodologie propose des données fines à l'échelle du site Natura 2000, non véritablement et totalement disponibles par ailleurs. L'autre atout de cette démarche est qu'il s'agit d'un diagnostic construit de manière participative. Cela veut dire que les professionnels de la pêche sont impliqués tout au long du processus, notamment pour l'établissement des objectifs de Natura 2000.

Notons que les représentations cartographiques issues des données d'enquêtes et des données VMS présentent des limites et des biais. Ces biais ou limites sont identifiés dans le diagnostic des activités de pêche du site (CRPMEM NA, 2018).

Pour des raisons de confidentialité, aucune carte n'est diffusée lorsque les données géolocalisent moins de 3 navires. Pour ce site, les activités des caseyeurs et des palangriers n'apparaissent donc pas. Néanmoins, les croisements et les analyses ont été étudiés en chambre, en présence des services de l'Etat. Les résultats figurent au tableau 3 de synthèse des résultats.

*> cf. Atlas cartographique :*

*2/ Cartes d'effort de pêche VMS et enquêtes par engin/métier.*

### Niveau 3 : la nature des interactions entre les engins de pêche et les habitats d'intérêt communautaire :

Les interactions entre les habitats et les activités de pêche sont qualifiées par un niveau de risque défini à partir de :

- la sensibilité de chaque habitat aux différentes pressions telle que défini précédemment (cf. niveau 1 les habitats d'intérêts communautaires) ;
- la pression que peut générer chaque type d'engin de pêche sur les différents habitats d'intérêt communautaire.

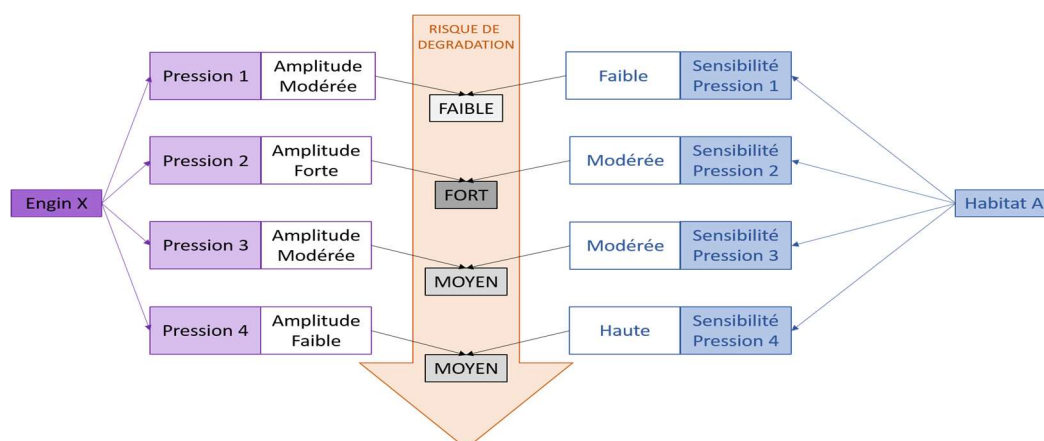
Ces deux paramètres sont intégrés pour qualifier le risque associé à chaque pression s'exerçant sur l'habitat.

Risque potentiel		Pression d'un engin de pêche sur un substrat (matrice IFREMER)			
		Fort	Modéré	Faible	Nul
Sensibilité locale de l'habitat	Forte	Fort	Fort	Modéré	Nul
	Modérée	Fort	Modéré	Faible	Nul
	Faible	Modéré	Faible	Faible	Nul
	Inconnue	Valeur de l'impact potentiel "?"			

*Tableau 2 : Méthode de qualification du risque potentiel (intégration entre le type de pression et la sensibilité de l'habitat à la pression).*

Dans le cadre de cette analyse, les niveaux de pressions générés par les engins de pêche sont définis à partir de la matrice produite par l'Ifremer en 2018. Dans le cadre de l'analyse de risques pour le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine », l'analyse s'est appuyée sur la matrice disponible lors de la réalisation des croisements (avril 2018). Les résultats ont été validés en Comité de Pilotage du projet PAMPAQ le 4 avril 2018.

La sensibilité de l'habitat et les pressions générées par l'engin sont intégrées pour qualifier le risque de dégradation associé à chaque pression s'exerçant sur l'habitat, d'après le principe suivant :



Le risque de dégradation de l'habitat A par l'engin X est qualifié de Fort au regard de la pression 2

Figure 2 : Méthode de qualification du risque potentiel d'un habitat par un engin qui engendre quatre niveaux de pressions différents

Un engin engendre plusieurs types de pression. Il n'existe pas de méthode pour évaluer l'effet cumulé de ces pressions pour un engin unique et le niveau de risque retenu est le niveau le plus fort parmi ceux issus des différentes pressions (cf. Figure 2).

### 2.3. Restitution et validation avec les professionnels et acteurs du site

Le projet a été présenté à plusieurs reprises aux élus et professionnels de la pêche. Les échanges sur le contexte, la méthodologie et les résultats des enquêtes ont permis la constitution du diagnostic pêche :

- En Conseil du CRPMEM NA le 8 décembre 2017 : présentation du contexte et de la méthodologie d'enquêtes ;
- Le 5 mars 2018 : échanges avec le CDPMEM 33 sur les résultats d'enquêtes ;
- En Conseil du CDPMEM 33, le 27 mars 2018 : présentation des résultats d'enquêtes ;
- En Conseil du CRPMEM NA, le 29 juin 2018 : présentation des résultats d'enquêtes (inscrits dans le diagnostic pêche) et des premiers croisements habitats/activités de pêche de l'analyse de risque ;
- En Commission Environnement du CRPMEM NA, le 14 février 2019 : discussions des paramètres contextuels pêche à intégrer dans le processus d'analyse de risque et réflexions sur les contre-propositions de mesures répondant aux niveaux de risques modérés et forts à apporter à l'AFB ;
- En Conseil du CRPMEM NA, le 5 avril 2019 : présentation du contexte des discussions autour des mesures réglementaires et avis sur les contre-propositions ;
- En Conseil du CRPMEM NA, le 21 juin 2019 : présentation du contexte des discussions autour des mesures réglementaires et avis sur la suite des discussions à mener avec les services de l'Etat ;
- En Conseil du CRPMEM NA, le 11 octobre 2019 : avis sur la suite des discussions à mener avec les services de l'Etat.

La démarche du CRPMEM NA a toujours été de solliciter ses élus à intervalle régulier afin de les informer de l'avancement du projet mais aussi pour qu'ils participent au projet en validant les résultats.

### 3. Résultats de l'analyse des risques liés aux activités de pêche sur les habitats d'intérêt communautaire du site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »

---

#### 3.1. Bilan de l'ensemble des risques de dégradation identifiés

En s'appuyant sur la méthode présentée (susceptible d'évoluer *a posteriori*), les analyses de risque ont été réalisées pour chaque métier de pêche pratiqué au sein du site.

A l'issue des croisements, les niveaux de risques associés à chaque métier ont été présentés et validés en COPIL du projet PAMPAQ le 04 avril 2018 en présence des services de l'Etat, des comités des pêches régional et départemental et des opérateurs du site Natura 2000.

Le tableau de synthèse des risques de dégradation évalués pour chaque interaction entre un métier de pêche et un habitat d'intérêt communautaire est présenté dans le tableau 2 ci-dessous. Tous les habitats sont des habitats d'espèce d'intérêt communautaire Natura 2000 pour l'esturgeon d'Europe et sont donc concernés par l'analyse de risque à ce titre (circulaire DEB DPMA, avril 2013).

L'ensemble des cartes produites dans le cadre des croisements de l'analyse de risques liés à la pêche sur le site Natura 2000 « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine » est présenté dans un Atlas cartographique joint à ce rapport.

Les métiers de pêche non représentés spatialement renvoient à des niveaux de risques de dégradation faibles voire nuls, d'autant que leurs pressions sur les habitats sont qualifiées de faibles et nulles.

#### **Remarque :**

Conformément aux règles de confidentialités des données, les cartes décrivant les activités de pêche (et les risques de dégradation qui y sont associés) des métiers pratiqués par moins de 3 navires au sein du site ne sont pas présentées dans ce rapport.

Néanmoins, les métiers de pêche concernés (palangres, casiers) présentent des niveaux de risques de dégradation faibles ou nuls.

> cf. Atlas cartographique :

**1/ Cartographies relatives aux habitats : habitats élémentaires et habitat d'espèce**

**2/ Cartographies des efforts de pêche : sources VMS / enquêtes**

**3/ Cartographies des risques de dégradation des habitats par engin de pêche**



		Niveau d'enjeu (pour info)	Filets calés de fond	Chaluts de fond (gréement lourd)	Chaluts de fond (gréement léger)	Casiers (moins de 3 navires)	Palangres de fond (moins de 3 navires)	Chaluts pélagiques	Filets encerclant et dérivant	Senne danoise à gréement lourd (potentielle activité*)	Senne danoise à gréement léger (potentielle activité*)
1110-1 – Sables fins propres et légèrement envasés	Habitat d'espèce d'intérêt communautaire (Esturgeon d'Europe)	fort	Faible	Modéré	Faible	Faible	Faible	Nul	Nul	Modéré	Faible
1110-2 – Sables moyens dunaires (à faciès vaseux)		fort	Faible	Modéré	Faible	Faible	Faible	Nul	Nul	Modéré	Faible
Mosaïque Sables moyens dunaires – sables grossiers et graviers		fort	Faible	Modéré	Faible	Faible	Faible	Nul	Nul	Modéré	Faible
Sables grossiers et graviers		fort	Faible	Fort	Modéré	Faible	Faible	Nul	Nul	Fort	Modéré
Affleurements de sables grossiers et graviers		fort	Faible	Fort	Modéré	Faible	Faible	Nul	Nul	Fort	Modéré

*Tableau 3: Tableau de synthèse des risques de dégradation identifiés à l'issu des croisements des cartographies d'habitats (CARTHAM) et des cartographies de l'activité de pêche (VMS, Enquêtes du CRPMEM NA) sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »*

*\* Activité non répertoriée au moment de l'étude (année de référence 2015, voire 2016), d'autant plus que la réglementation interdisait la pratique de la senne danoise à cette période. La Cour administrative d'appel de Bordeaux a finalement rendu caduque la délibération interdisant la senne danoise en octobre 2017. En attendant une éventuelle nouvelle réglementation d'encadrement de cette pratique, on considère cette activité comme simplement potentielle.*

Trois catégories de risques de dégradation sont identifiées pour les différents habitats d'intérêt communautaire du site :

- des risques nuls de dégradation sur l'ensemble des habitats du site par les engins pélagiques (chaluts pélagiques et filets encerclant et dérivant) ;
- des risques faibles de dégradation sur l'ensemble des habitats par les engins dits « dormants » (filets calés de fond, casier et palangres de fond) ainsi que des chaluts à gréement léger pour les habitats de Sables fins propres et légèrement envasés (1110-1), de Sables moyens dunaires – à faciès vaseux (1110-2) et les mosaïques Sables moyens dunaires – sables grossiers et graviers ;
- des risques forts et modérés de dégradation sur l'ensemble des habitats par le chalut de fond à gréement lourd et des risques modérés des chaluts à gréement léger pour les sables grossiers et graviers et les affleurements.

**Remarque du CRPMEM NA : Précisions pour évaluer le risque de dégradation en fonction des pressions exercées par les chaluts de fond.**

En application de la méthode (MNHN), ainsi concernant les chaluts de fond, une distinction a été réalisée entre les gréements lourds et légers (cf. Annexe 4) pour évaluer le risque de dégradation. Cette caractérisation des gréements s'est basée sur la méthodologie et la matrice d'Ifremer.

### 3.2. Présentation des interactions engins/habitats

Les interactions et les niveaux de risques associés sont présentés sous la forme de fiches de synthèse qui intègrent :

- La carte des risques de dégradation des habitats associés à l'engin/métier de pêche ;
- Un tableau de synthèse présentant :
  - les paramètres d'évaluation du risque de dégradation : sensibilité, pressions physiques des engins de pêche et niveaux de risque de dégradation ;
  - les paramètres contextuels relatifs aux habitats d'intérêt communautaire et aux activités de pêche.

Ces éléments visent à alimenter les discussions sur les mesures de gestions lorsque nécessaire (cf. partie 4).

# Chaluts de fond à gréement lourd



## SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à gréement lourd (source : enquête 2015/16)

EDITEE LE :

7/2018

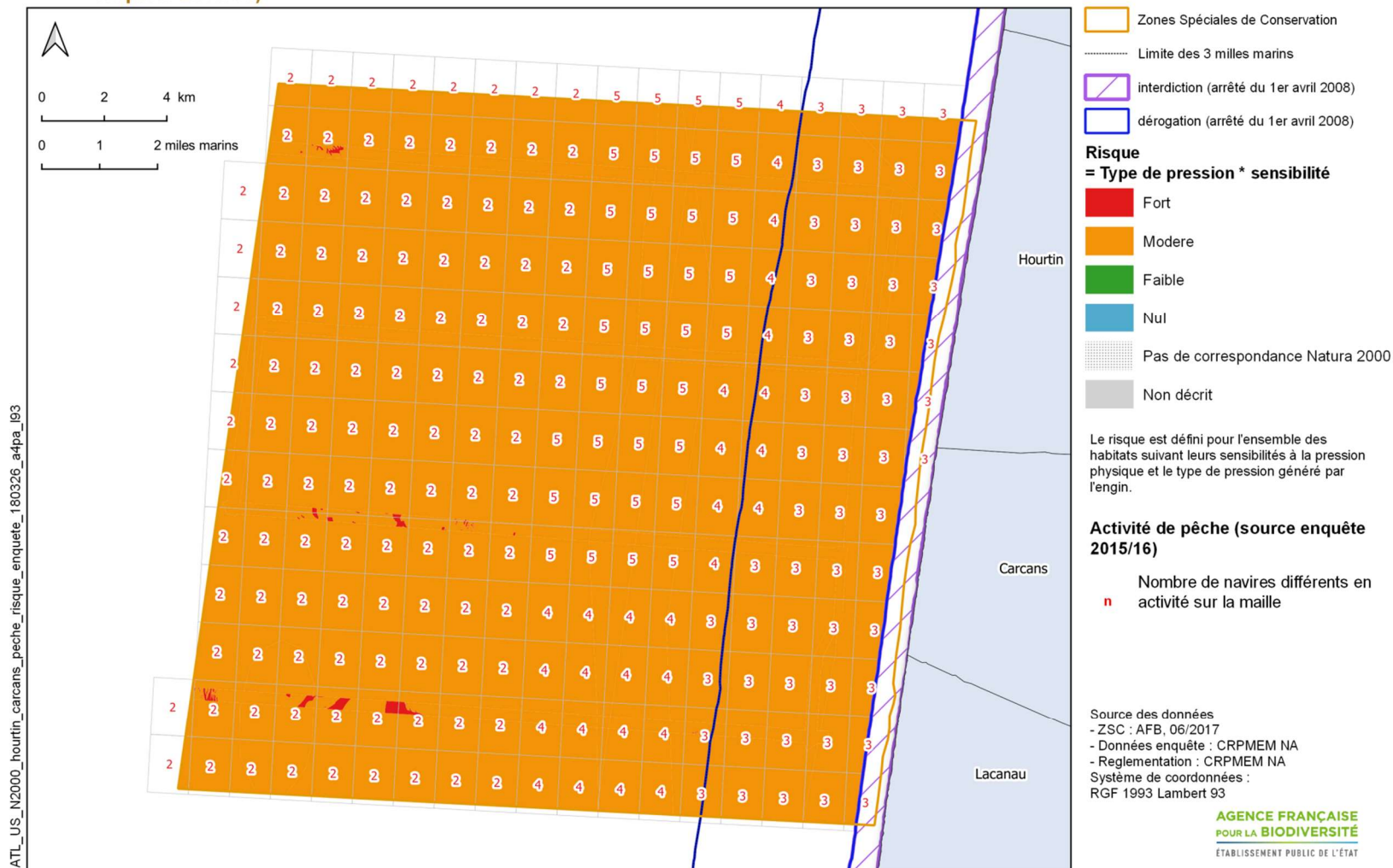


Figure 3 : Carte de risques des chaluts de fond à gréement lourd sur les habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000 - source activité de pêche : enquêtes CRPMEM NA (2018) sur les activités 2015/2016 (échantillon de 38%)



## SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à gréement lourd

(source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

7/2018

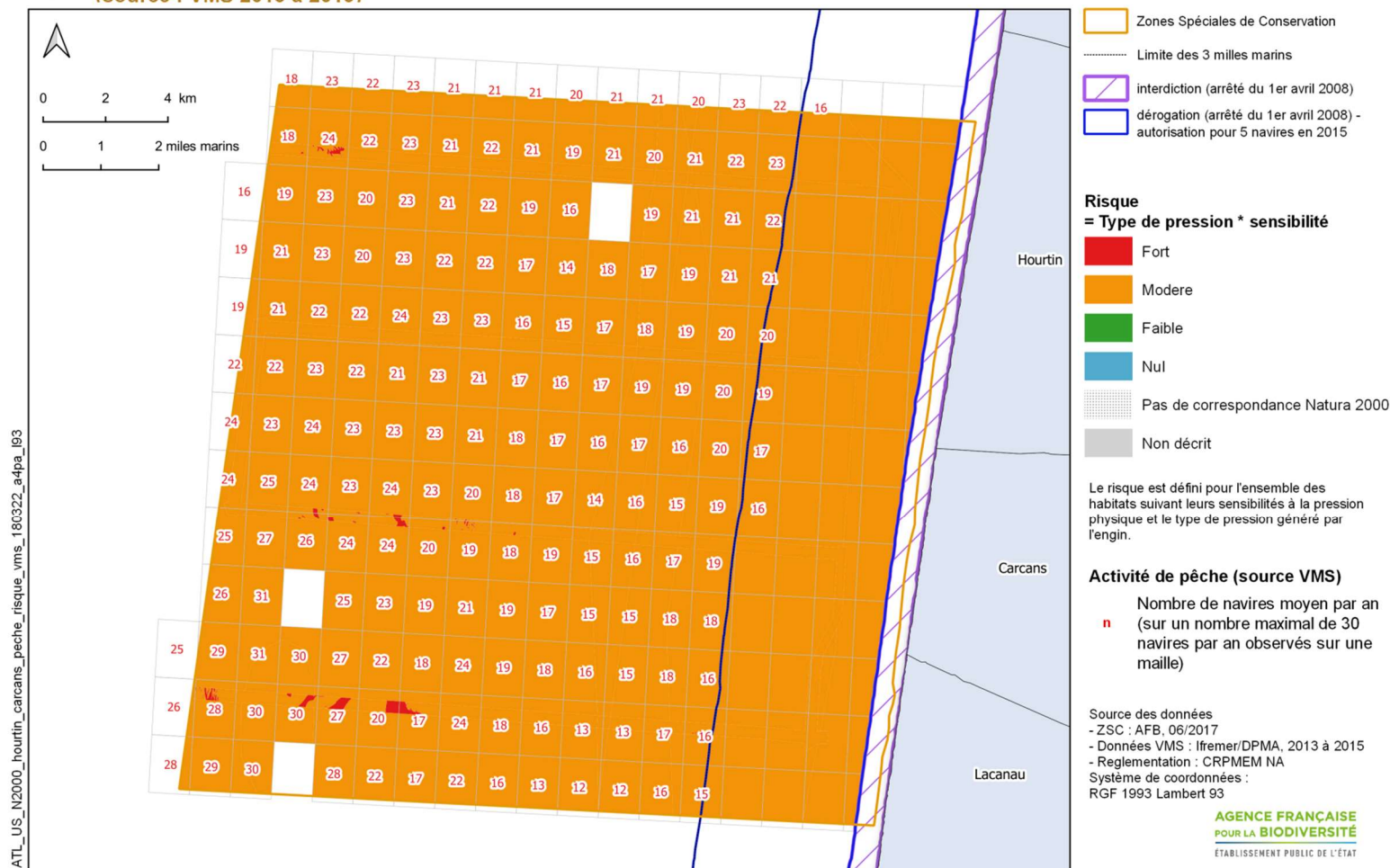


Figure 4 : Carte de risques des chaluts de fond à gréement lourd sur les habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000 - source activité de pêche : VMS (navires de plus de 12m. Remarque : Un effectif de 30 navires a été identifié au chalut de fond mais sans pouvoir distinguer leur gréements (lourd ou légers), le nombre de navire aux gréements lourd peut être surestimé en conséquence.

Sensibilité	Pression engin	Risque	Paramètres contextuels
<i>Habitat : Sables grossiers et graviers - Habitat d'espèce d'intérêt communautaire (Esturgeon d'Europe)</i>			
<b>Modérée</b> aux abrasions peu profonde et profonde  (la sensibilité de l'habitat 1110-3 a été utilisée pour cet habitat cf. Annexe 1)	<b>Forte</b> à l'abrasion Cf. annexe 2	<b>Fort</b>	<p><b>Enjeu de conservation de l'habitat : Fort</b>            -&gt; Habitat d'espèce d'esturgeon            -&gt; Zone de nourricerie pour la sole et le céteau  <b>Part de l'habitat en interaction : 100%</b></p> <p><i>&gt; cf. Annexe 3: Tableau bilan et description des enjeux identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine » et</i></p> <p>Paramètres contextuels pêche :</p> <p><b>Effort de pêche</b> : sur un échantillon de 23 navires locaux (/29), 13 d'entre eux utilisent un gréement lourd (cf. Annexe 4). Leurs activités s'étalent sur tout le site (avec malgré tout une prépondérance entre les 3 et 12mn) mais pendant 6 mois en moyenne par an par navire. Activité avec <b>saisonnalité marquée</b> : caractère saisonnier général fort en raison du ciblage du céteau (été) et des céphalopodes (hiver).</p> <p><b>Fréquence</b> : 13 jours par mois en moyenne,  <b>Saisonnalité</b> : toute l'année (mais creux en avril et pic en novembre-décembre)  <b>Réglementation</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Licences contingentées : « bar », « crustacés », « céphalopodes aux arts traînants », « 25m &amp; 400kW », « CMEA » et « bolinche »</li> <li>• Arrêté dérogatoire de chalutage pour plusieurs arcachonnais (cf. Annexe 5)</li> <li>• Quotas...</li> </ul> <p>Parmi les chalutiers fréquentant la bande des 6 à 12 mn entre avril et août, ils sont 1 à 2 par mois à utiliser des chaluts à gréement lourd. Dans la zone des 3 à 6 mn, il y a 1 à 3 chalutiers par mois à gréement lourd. Dans la bande des 3 mn, les 3 navires arcachonnais détiennent des chaluts à gréement lourd (présents seulement de juillet à septembre).</p> <p>Parmi les chalutiers fréquentant la bande des 6 à 12 mn entre septembre et mars, ils sont 7 à 10 par mois à utiliser des chaluts à gréement lourd. Dans la zone des 3 à 6 mn, il y a 3 à 9 chalutiers par mois à gréement lourd qui sont présents.</p> <p>Ainsi, jusqu'à 10 chalutiers, au maximum, sont concernés par un niveau de risque de dégradation fort (zone 8 à 12 mn ; pour les mois de novembre et décembre).</p>

*Habitats : 1110-1 – Sables fins propres et légèrement envasés, herbiers à Zostera marina  
Et 1110-2 – Sables moyens dunaires (à faciès vaseux)  
Et Mosaïque Sables moyens dunaires – sables grossiers et graviers  
Habitat d'espèce d'intérêt communautaire (Esturgeon d'Europe)*

Faible à l'abrasion	Forte à l'abrasion Cf. annexe 2	Modéré	<p><b>Enjeu de conservation de l'habitat : Fort</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; Habitat d'espèce d'esturgeon</li> <li>-&gt; Zone de nourricerie pour la sole et le céteau</li> <li>-&gt; Caractère vaseux du site (non pris en compte dans le calcul du risque mais plus sensible aux pressions)</li> </ul> <p><b>Part de l'habitat en interaction : 100%</b></p> <p><i>&gt; cf. Annexe 3 : Tableau bilan et description des enjeux identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »</i></p> <p>Paramètres contextuels pêche :</p> <p><b>Effort de pêche :</b> sur un échantillon de 23 navires locaux (/29), 13 d'entre eux utilisent un gréement lourd (cf. Annexe 4). Leurs activités s'étalent sur tout le site (avec malgré tout une prépondérance entre les 3 et 12mn) mais pendant 6 mois en moyenne par an par navire. Activité avec <b>saisonnalité marquée</b> : caractère saisonnier général fort en raison du ciblage du céteau (été) et des céphalopodes (hiver).</p> <p><b>Fréquence :</b> 13 jours par mois en moyenne,</p> <p><b>Saisonnalité :</b> toute l'année (mais creux en avril et pic en novembre-décembre)</p> <p><b>Réglementation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Licences contingentées : « bar », « crustacés », « céphalopodes aux arts traînants », « 25m &amp; 400kW », « CMEA » et « bolinche »</li> <li>• Arrêté dérogatoire de chalutage pour plusieurs arcachonnais (cf. Annexe 5)</li> <li>• Quotas...</li> </ul> <p>Parmi les chalutiers fréquentant la bande des 6 à 12 mn entre avril et août, ils sont 1 à 2 par mois à utiliser des chaluts à gréement lourd. Dans la zone des 3 à 6 mn, il y a 1 à 3 chalutiers par mois à gréement lourd. Dans la bande des 3 mn, les 3 navires arcachonnais détiennent des chaluts à gréement lourd (présents seulement de juillet à septembre).</p> <p>Parmi les chalutiers fréquentant la bande des 6 à 12 mn entre septembre et mars, ils sont 7 à 10 par mois à utiliser des chaluts à gréement lourd. Dans la zone des 3 à 6 mn, il y a 3 à 9 chalutiers par mois à gréement lourd qui sont présents.</p>
---------------------	------------------------------------	--------	--



# Chaluts de fond à gréement léger

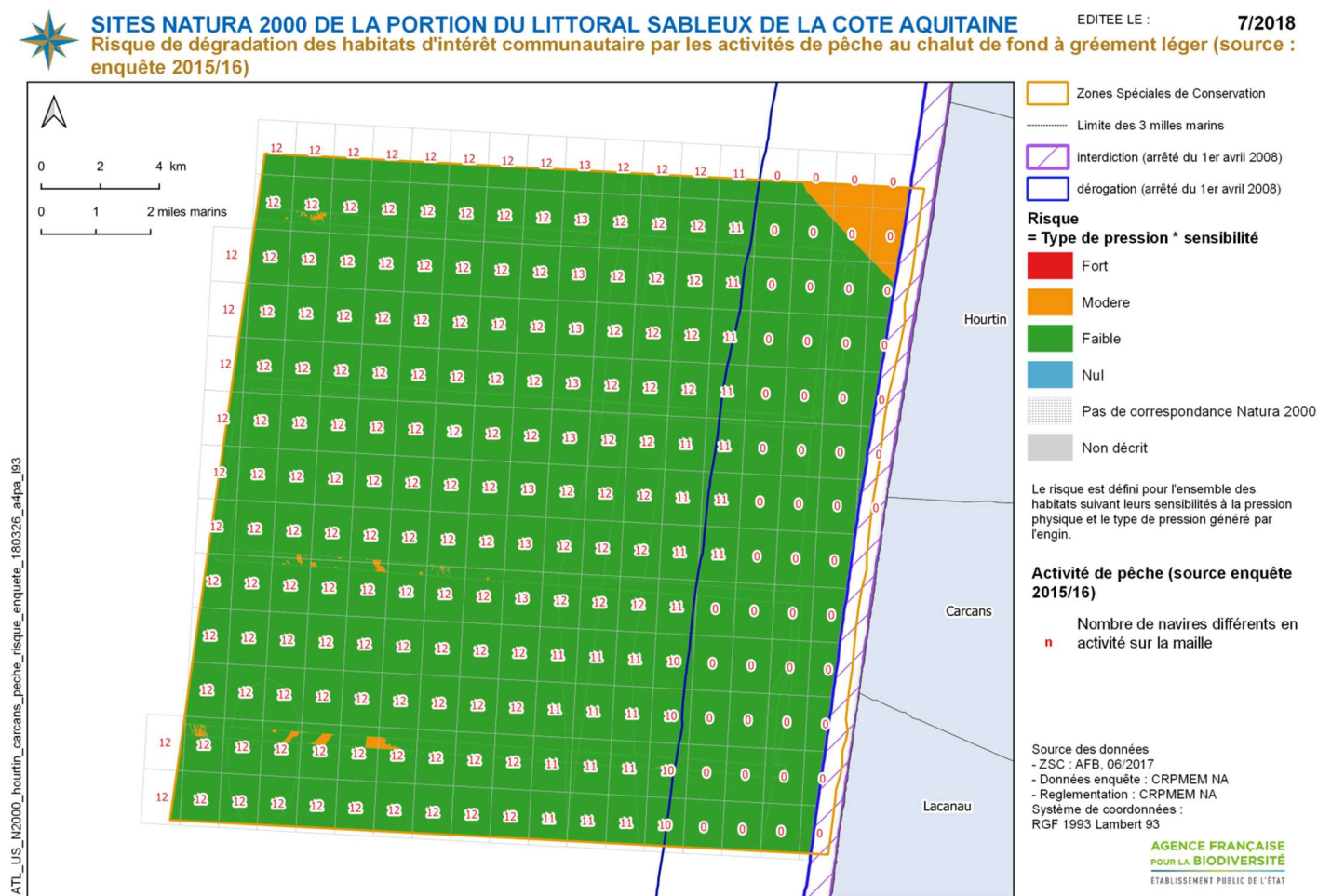


Figure 5 : Carte de risques des chaluts de fond à gréement léger sur les habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000 - source activité de pêche : enquêtes CRPMEM NA (2018) sur les activités 2015/2016 (échantillon de 38%)



## SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à gréement léger  
(source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

7/2018

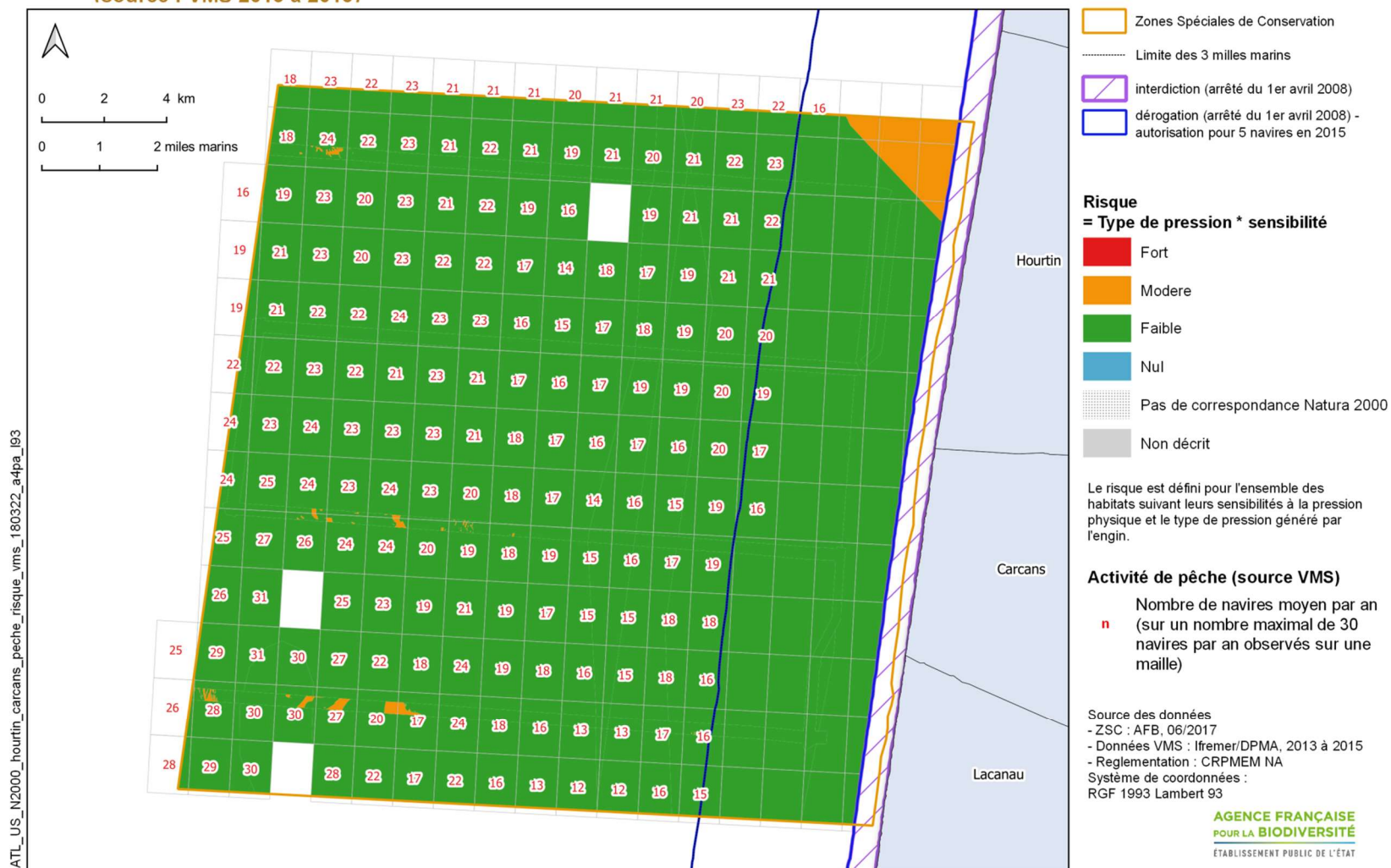


Figure 6 : Carte de risques des chaluts de fond à gréement léger sur les habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000 - source activité de pêche : VMS (navires de plus de 12m). Remarque : Un effectif de 30 navires a été identifié au chalut de fond mais sans pouvoir distinguer leur gréements (lourd ou légers), le nombre de navire aux gréements lourd peut être surestimé en conséquence.

Sensibilité	Pression engin	Risque	Paramètres contextuels
<i>Sables grossiers et graviers - Habitat d'espèce d'intérêt communautaire (Esturgeon d'Europe)</i>			
<b>Modérée</b> à la modification de la charge en particule  (la sensibilité de l'habitat 1110-3 a été utilisée pour cet habitat cf. Annexe 1)	Modérée à la modification de la charge en particule Cf. annexe 2	<b>Modéré</b>	<p><b>Enjeu de conservation de l'habitat : Fort</b>            -&gt; Habitat d'espèce d'esturgeon            -&gt; Zone de nurserie pour la sole et le céteau  <b>Part de l'habitat en interaction : 100%</b>            -&gt; Le risque identifié se cumule aux risques induits par les gréements lourds (cumul non pris en compte dans le calcul du niveau de risque)</p> <p><i>&gt; cf. Annexe 3 : Tableau bilan et description des enjeux identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »</i></p> <p>Paramètres contextuels pêche :</p> <p><b>Effort de pêche</b> : sur un échantillon de 23 navires locaux (/29), 14 d'entre eux utilisent un gréement léger (cf. Annexe 4). Leurs activités s'étalent sur tout le site (avec malgré tout une prépondérance entre les 3 et 12mn) mais pendant 5.5 mois en moyenne par an par navire. Activité avec <b>saisonnalité marquée</b> : caractère saisonnier général est fort en raison de la présence de céphalopodes (encornet et seiche), très prisés, en automne et en hiver.</p> <p><b>Fréquence</b> : 17 jours par mois en moyenne,  <b>Saisonnalité</b> : de septembre à février principalement  <b>Réglementation</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Licences contingentées : « bar », « crustacés », « céphalopodes aux arts traînants », « 25m &amp; 400kW », « CMEA » et « bolinche »</li> <li>• Arrêté dérogatoire de chalutage pour plusieurs arcachonnais (cf. Annexe 5)</li> <li>• Quotas...</li> </ul>

1110-1 – Sables fins propres et légèrement envasés, herbiers à *Zostera marina*  
 Et 1110-2 – Sables moyens dunaires (à faciès vaseux)  
 Et Mosaïque Sables moyens dunaires – sables grossiers et graviers  
 Habitat d'espèce d'intérêt communautaire (Esturgeon d'Europe)

Faible à l'abrasion	Modérée à la modification de la charge en particule Cf. annexe 2	Faible	<p><b>Enjeu de conservation de l'habitat : Fort</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; Habitat pour l'esturgeon</li> <li>-&gt; Zone de nourricerie pour la sole et le céteau</li> <li>-&gt; Caractère vaseux du site (non pris en compte dans le calcul du risque mais plus sensible aux pressions)</li> <li>-&gt; Le risque identifié se cumule aux risques induits par les gréements lourds (cumul non pris en compte dans le calcul du niveau de risque)</li> </ul> <p>&gt; cf. Annexe 3 : Tableau bilan et description des enjeux identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »</p> <p>Paramètres contextuels pêche :</p> <p><b>Effort de pêche</b> : sur un échantillon de 23 navires locaux (/29), 14 d'entre eux utilisent un gréement léger (cf. Annexe 4). Leurs activités s'étalent sur tout le site (avec malgré tout une prépondérance entre les 3 et 12mn) mais pendant 5.5 mois en moyenne par an par navire. Activité avec <b>saisonnalité marquée</b> : caractère saisonnier général est fort en raison de la présence de céphalopodes (encornet et seiche), très prisés, en automne et en hiver.</p> <p><b>Fréquence</b> : 17 jours par mois en moyenne,  <b>Saisonnalité</b> : de septembre à février principalement  <b>Réglementation</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Licences contingentées : « bar », « crustacés », « céphalopodes aux arts traînants », « 25m &amp; 400kW », « CMEA » et « bolinche »</li> <li>• Arrêté dérogatoire de chalutage pour plusieurs arcachonnais (cf. Annexe 5)</li> <li>• Quotas...</li> </ul>
---------------------	---	--------	--

# Filets calés de fond

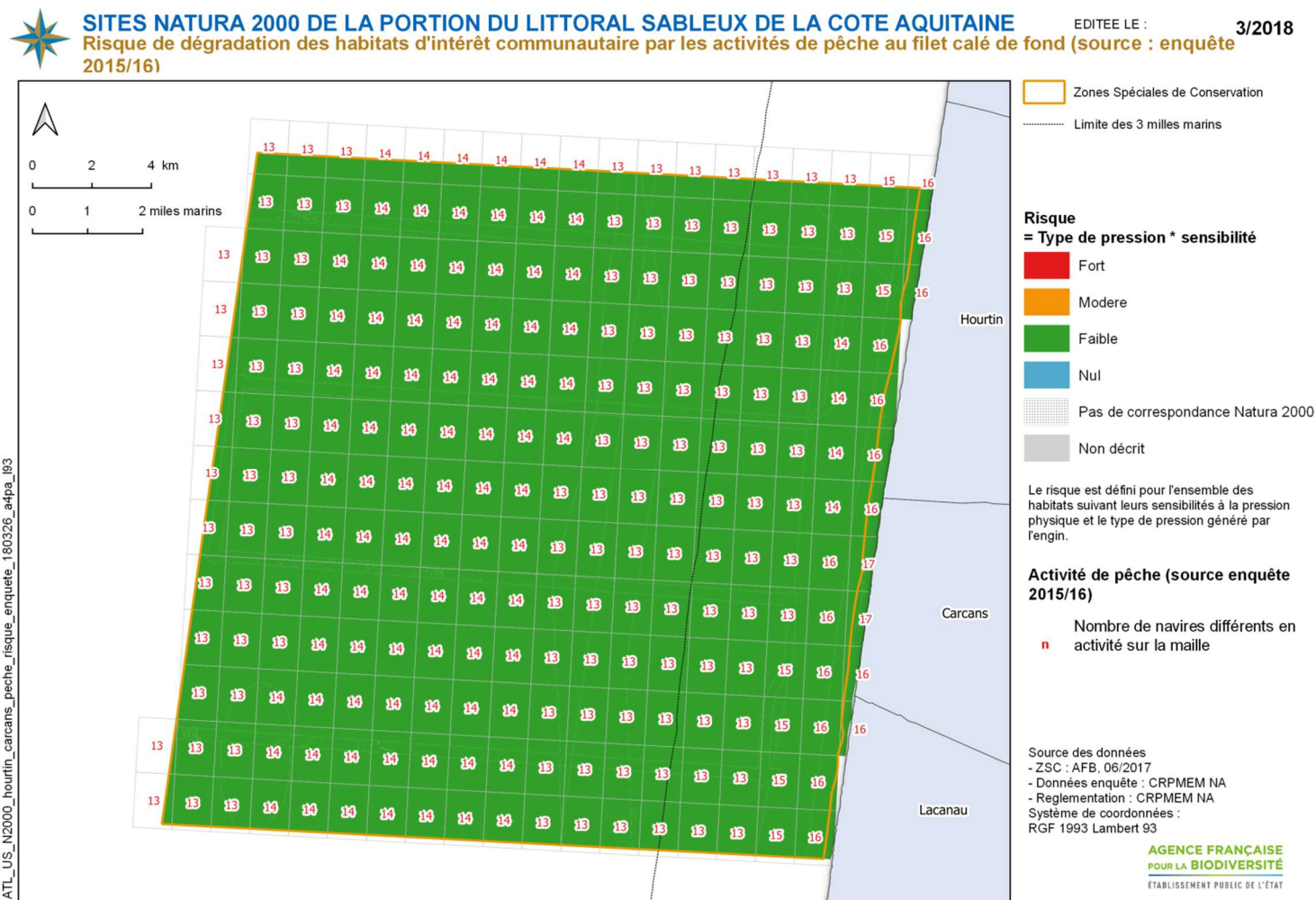


Figure 7 : Carte de risques des filets calés de fond sur les habitats d'intérêt communautaire des sites Natura 2000



Sensibilité	Pression engin	Risque	Paramètres contextuels
<i>Sables grossiers et graviers</i> <i>1110-1 – Sables fins propres et légèrement envasés, herbiers à Zostera marina</i> <i>Et 1110-2 – Sables moyens dunaires (à faciès vaseux)</i> <i>Et Mosaïque Sables moyens dunaires – sables grossiers et graviers</i> <i>Habitat d'espèce d'intérêt communautaire (Esturgeon d'Europe)</i>			
<b>Faible</b> à l'abrasion	<b>Faible</b> à l'abrasion superficielle	<b>Faible</b>	<p><b>Enjeu de conservation de l'habitat : Fort</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-&gt; Habitat pour l'esturgeon</li> <li>-&gt; Zone de nourricerie pour la sole et le céteau</li> <li>-&gt; Caractère vaseux du site (cumul non pris en compte dans le calcul du risque mais plus sensible aux pressions)</li> </ul> <p><b>Part de l'habitat en interaction : 100%</b></p> <p>L'abrasion s'exerce qu'à partir d'une composante spécifique du filet : l'ancrage. La pression est donc très localisée et peut être considérée comme négligeable (Méthodologie).</p> <p>&gt; cf. Annexe 3 : Tableau bilan et description des enjeux de conservation identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »</p>

## 4. Discussion et propositions de mesures

---

Les discussions et les propositions de mesures présentées ici sont issues des échanges ayant eu lieu dans le cadre du projet PAMPAQ (COPIL PAMPAQ du 4 février 2019, réunion du 10 avril 2019 et COPIL PAMPAQ du 25 juin 2019).

A ce stade, des désaccords non conciliables apparaissent et sont présentés de manière neutre et équilibrée tels que le prévoit la circulaire du 30 avril 2013 en vigueur.

Rappel :

Les analyses de risques liées aux activités de pêche professionnelle au sein du site Natura 2000 ont été réalisées et trois catégories de risques de dégradation ont été identifiées :

- des risques nuls de dégradation sur l'ensemble des habitats du site par les engins pélagiques (chaluts pélagiques et filets encerclant et dérivant) ;
- des risques faibles de dégradation sur l'ensemble des habitats par les engins dits « dormants » (filets calés de fond, casier et palangres de fond) ainsi que des chaluts à gréement léger pour les habitats de Sables fins propres et légèrement envasés (1110-1), de Sables moyens dunaires – à faciès vaseux (1110-2) et les mosaïques Sables moyens dunaires – sables grossiers et graviers ;
- des risques forts et modérés de dégradation sur l'ensemble des habitats par les chaluts de fond à gréement lourd et des risques modérés des chaluts à gréement léger pour les sables grossiers et graviers et les affleurements ;

### 4.1 Résumé des échanges du COPIL PAMPAQ du 4 février 2019 (cf. CR annexe 6) :

L'AFB et les services de l'Etat indiquent que des réflexions et des discussions sur des mesures de gestion doivent être engagées au regard :

- des niveaux de risque forts et modérés de dégradation de l'ensemble des habitats par le chalut de fond à gréement lourd et des risques modérés des chaluts à gréement léger pour les sables grossiers et graviers et les affleurements d'une part ;
- des enjeux de conservation forts associés à ces habitats au sein du site Natura 2000 d'autre part.

Une réponse aux niveaux de risques forts et modérés est nécessaire pour favoriser :

- l'atteinte du bon état de conservation au regard de la DHFF (obligations de résultats) dans le cadre établi par la loi pour la reconquête de la Biodiversité ;
- respecter et contribuer aux objectifs environnementaux du Document Stratégique de Façade Sud Atlantique (DSF, SA).



**Des pistes de mesures sont proposées par l'AFB pour discussion :**

**Piste 1 : une transition vers l'utilisation de gréements légers**

L'équipement des chalutiers à gréement léger (à la place des engins à gréements lourds dont les risques sont plus importants) conduirait à réduire le risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire du site notamment pour les risques forts et modérés sur une partie importante du site.

Des risques modérés de dégradation seraient toutefois maintenus au nord-est du site (dans les 3 mn) et sur les couloirs à gravier (au-delà des 6 mn).

**Piste 2 : une interdiction (progressive) du chalutage de fond dans le site**

Une autre réponse consisterait à supprimer progressivement les pressions liées aux chalutages de fond (tous gréements confondus) en interdisant le chalutage de fond sur une partie significative du site.

Cette interdiction pourrait se faire de façon progressive pour limiter l'impact socio-économique des entreprises de pêche en activité ou justifiant d'une antériorité sur zone (cf. Article L414-1, V) en autorisant l'activité à une échéance (mise en œuvre du DOCOB), ou jusqu'à l'arrêt de leur activité (couple armateur-patron avec un système « bouilleur de cru »).

Au cours de cet échange le CRPMEM NA indique que les paramètres contextuels liés aux activités doivent être mieux pris en compte et précisés aussi bien sur les métiers, sur les caractéristiques des pratiques des chaluts utilisés et les dépendances des navires concernés. Le CRPMEM NA note aussi que les fonds possèdent leurs propres dynamiques naturelles. Il souhaite également que la réglementation existante soit mieux prise en compte (licences contingentées) ainsi que la vision écosystémique des comités des pêches de gestion durable des pêches.

#### 4.2 Résumé des échanges réunion du 10 avril 2019 (cf. CR annexe 7) :

Pour échanger et répondre aux pistes de mesures de l'AFB (contre-propositions), le CRPMEM NA a organisé une première réunion de concertation entre les représentants professionnels de la pêche, puis, une autre en sollicitant l'AFB et les services de l'Etat (DIRM et DREAL).

Les principaux retours des professionnels étaient les suivants :

- Pas favorables aux mesures d'interdictions spatio-temporelles du chalutage ;
- Questionnement sur les connaissances disponibles (habitats, impacts) ;
- Meilleure prise en compte de la réglementation (quotas, maillage, licence) et du contexte historique (baisse du nombre de navires) ou actuel (prix du gasoil, l'étroitesse du plateau continental, reports, Brexit).

**Les contre-propositions de mesures pour la pratique du chalut de fond sur le site exprimées par les représentants des professionnels ont été les suivantes :**

- Acquisition de connaissances sur les pressions exercées sur les habitats suivant le type de chalut/gréement utilisé ;**
- Mise en perspective des pressions par rapport aux conditions naturelles ;**

Les représentants professionnels imaginent déjà regretter les efforts entrepris jusqu'ici pour les partenariats scientifiques/pêcheurs sur l'acquisition de données (surtout esturgeon), mais déplorent aussi les maigres informations disponibles globalement (habitats, conditions, interactions) face aux risques hypothétiques obtenus dans le cadre de l'analyse.

En réponse, pour les services de l'Etat et l'AFB, l'acquisition de connaissances ne modifierait ou ne préciserait pas les risques identifiés (ni la présence de l'habitat sur le site, ni les niveaux de risques définis par le cadre méthodologique et scientifique). Cette proposition ne répondrait donc pas aux niveaux de risque identifiés et aux objectifs de conservation. L'AFB précise que la méthode s'appuie sur la bibliographie qui démontre déjà l'impact du chalutage (en général) sur certains habitats et espèces.

Lors de cette réunion, dans le but d'éviter des mesures réglementaires fortes, les représentants ont aussi proposé de travailler sur une mesure technique qui consisterait à réduire les pressions des bourrelets utilisés sur zone (passer tous les chaluts en gréement léger en jouant sur les dimensions des outils afin que le calcul de pression soit inférieur à 10mbar ; cf. formule IFREMER discriminant gréement lourd/léger).

La DIRM SA alerte sur le problème de contrôle de la mesure concernant l'évolution de gréements lourds à légers. Le service concerné a été interrogé et le calcul de pression n'est pas contrôlable en l'état. Même à terre en configuration de délivrance d'agrément, les services de contrôles ne seront pas en capacité (équipés) de contrôler la longueur du bourrelet et le poids apparent du bourrelet et de ses accessoires (cf. formule IFREMER).

Les représentants professionnels indiquent que dans ces premières propositions de mesures, le contexte socio-économique présenté dans le diagnostic n'a pas été pris en compte. D'ailleurs, à la demande des services de l'Etat un résumé de l'effort de pêche a été réalisé par le CRPMEM NA (cf. annexe 4).

La DIRM SA rappelle que les mesures prises doivent être contrôlables par les services de l'Etat : Une modification des gréements n'est donc pas une piste à examiner, à cause des difficultés de contrôle évoquées précédemment. Pour répondre à l'abaissement du risque, la DIRM SA indique qu'une mesure spatio-temporelle d'interdiction progressive du chalutage sur une zone précise doit être étudiée, y compris en évaluant les incidences socio-économiques d'une telle mesure.

Une absence de consensus semble se dessiner.

#### 4.3 Résumé des échanges réunion du COPIL PAMPAQ du 25 juin 2019 (cf. CR annexe 8) :

Les professionnels souhaitent que les partenariats scientifiques-pêcheurs menés jusqu'à présent soient tout d'abord pris en compte. En effet, dans un courrier, le CNPMM regrette que les travaux menés dans le cadre du Plan National d'Actions (PNA) pour la sauvegarde de l'esturgeon européen ne soient nullement pris en compte dans le contexte Hourtin-Carcans. Le CNPMM a rappelé les efforts entrepris par la profession sur le PNA Esturgeon depuis 2006 (qui doit courir jusqu'en 2028) et le lien entretenu avec l'AFB dans ce cadre.

Si une décision draconienne était prise envers le chalutage, la relation de confiance établie à plusieurs échelles serait remise en question avec les structures professionnelles.

Le CNPMM s'inquiète des suites d'autant que l'habitat fonctionnel de cette espèce n'est pas encore connu et appliquer une fermeture spatio-temporelle d'une zone dont on ignore l'intérêt serait insensé.

Le sujet a été débattu au Conseil du CRPMM NA le 21/06/2019. Les membres inquiets de la situation ont répété être fermement opposés à discuter de mesures spatio-temporelles d'interdiction du chalutage de fond. Si une mesure d'interdiction est mise en place, le CDPMM 17 alerte sur le risque que les professionnels ne déclarent plus les captures accidentelles pour ne pas qu'elles « se retournent » contre la profession.

L'AFB et les services de l'Etat regrettent ce positionnement de la part des professionnels concernant les déclarations de captures d'esturgeon. L'AFB rappelle que la présence ou l'absence de l'espèce n'aurait pas changé les niveaux de risques de dégradation des habitats N2000 et de la nécessité de prises de mesures. Il lui semble important de ne pas faire de confusion entre Natura 2000 et les déclarations de captures qui ne sont pas à l'origine des propositions de mesures.

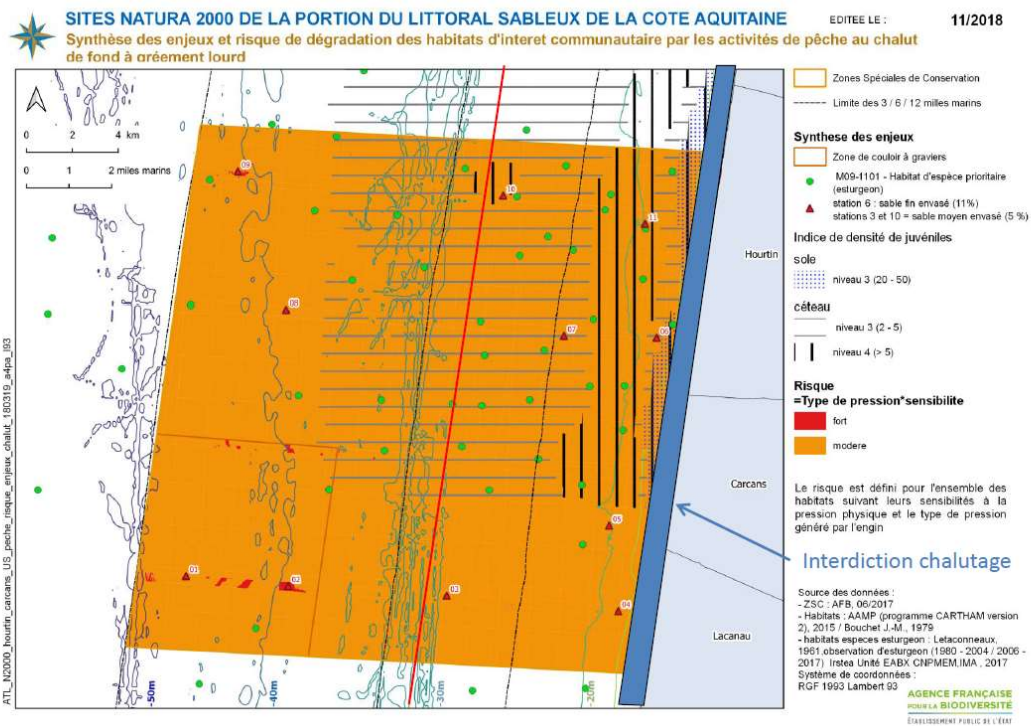
Les professionnels transmettent leurs inquiétudes quant à ce même exercice d'analyse qui sera à effectuer dans les PNM. L'AFB explique que l'on ne peut pas prévaloir des résultats des futures analyses de risques réalisées au sein des PNM (interactions identifiées, enjeux de conservation, niveaux de risques).

Le DIRM SA rappelle qu'une obligation étatique est imposée pour répondre aux engagements pris à travers les différentes directives européennes et des possibles contentieux. Il acte le désaccord concernant les propositions de mesures même si certaines sont intéressantes mais pas assez développées.

L'AFB et les services de l'Etat reviennent sur les mesures proposées en les développant. Etant donné qu'une majorité des enjeux environnementaux se concentrent dans la bande côtière d'une part et que le nombre de navires (effectifs) sont plus importants au large, il est proposé que la limite d'interdiction soit située aux 5 milles nautiques (figure 8).

Il est aussi proposé que cette interdiction soit progressive afin d'éviter des impacts socio-économiques brutaux pour les navires.

## Rappel discussions sur les propositions de mesure : Etat



**Figure 8 : Carte de synthèse des enjeux et des risques de dégradations des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à gréement lourd et limite d'interdiction proposée (des 5 milles)**

Un processus de suivi qualifiant l'efficacité de la mesure (à définir) serait à prévoir en parallèle. L'échéance du DSF de 2026 pourrait être considérée comme la date butoir de fermeture spatio-temporelle définitive pour ce métier.

Les représentants professionnels sont abasourdis d'entendre un potentiel processus comme celui-ci à mettre en place. Le CRPMEM NA rappelle qu'une interdiction spatio-temporelle existe déjà dans la bande des 3mn et qu'une dérogation est accordée pour une poignée de chalutiers arcachonnais qui ne sont présents qu'environ 4 mois.

Un non-consensus est acté.

### 4.3 Bilan des propositions de mesure

Le bilan des mesures proposées par les différentes parties prenantes à l'issue des différents échanges sont les suivants :

**Propositions de l'AFB et des services de l'Etat :**

- **Interdiction progressive (d'ici à 2026) de l'activité de chalutage de fond dans la bande côtière des 5mn ;**
- **Un processus de suivi qualifiant l'efficacité de la mesure (à définir) serait à prévoir en parallèle.**

**Propositions de mesures des organisations professionnelles de la pêche pour la pratique du chalut de fond :**

- **Acquisition de connaissances sur les pressions exercées sur les habitats suivant le type de chalut/gréement utilisé ;**
- **Mise en perspective des pressions par rapport aux conditions naturelles exercées sur les habitats du site.**

Les discussions pour aboutir aux propositions de mesures finalisées pourront se poursuivre via de nouveaux échanges réunissant les mêmes participants du COPIL PAMPAQ. Ces propositions devront également être discutées en COPIL du site Natura 2000.

Pour rappel, l'arbitrage final qui validera ou non les propositions de mesures reviendra à l'autorité administrative compétente. Cependant, le calendrier n'est pas connu à ce stade.

## Bibliographie

---

CRPMEM NA. 2018 DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE DES ACTIVITÉS DE PÊCHE PROFESSIONNELLE. Site d'intérêt communautaire : FR7200812 Portion du littoral Site d'intérêt communautaire.

Direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique. 2019. Document stratégique de la façade Sud-Atlantique. 297 p.

Drogou Mickael, Laurans Martial, Fritsch Manon (2008). Analyse de l'impact des engins de pêche sur les habitats et espèces listés dans les directives "habitats" et "oiseaux" (Natura 2000). DPMA, Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture, Paris, Ref. 08-1014, 2p., 88p.

MNHN, SPN, 2012. Méthode d'évaluation des risques de dégradation des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire par les activités de pêches maritimes. Rapport MNHN-SPN / MAAPRAT-DPMA. 69 pages.





Annexe 1 : Matrice issue des sensibilités des habitats aux pressions physiques défini par le Museum National d'Histoire Naturelle (MNHN, 2016).

3= Très haute ou Haute, 2=Modérée, 1= Faible ou Très faible, NA= Non applicable, V= variable.

	1110-1-envasé	1110-1-herbiers	1110-1-peu-envasé	1110-2	1110-3-grossiers (y compris Sables grossiers et graviers)	1110-3-Maerl	1110-4	1130-1	1130-1 herbier	1140-1	1140-2	1140-3	1140-3-herbiers	1140-4	1140-5	1140-6	1150-1	1160-1	1160-2	1160-2-Maerl	1170-1	1170-2	1170-3	1170-4	1170-5	1170-6	1170-7	1170-8	1170-9	8330-1
Perte d'un habitat	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Changement d'habitat (pour un autre type de fond marin)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Extraction de substrat	2	3	1	1	3	3	1	3	3	1	1	1	3	1	2	2	1	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2	V	3	3
Tassement	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	2	1	3	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3
Abrasion superficielle	1	1	1	1	1	2	1	1	1	1	NA	1	1	1	1	1	1	2	2	2	3	3	1	1	2	2	2	2	2	3
Abrasion peu profonde	1	3	1	1	2	3	1	1	3	1	NA	1	3	1	1	1	1	2	2	3	NA	NA	NA	3	3	3	2	NA	NA	3
Abrasion profonde	2	3	1	1	2	3	1	1	3	1	NA	2	3	1	1	1	1	2	2	3	NA	NA	NA	3	NA	NA	NA	NA	NA	3
Remaniement	1	3	1	1	1	1	1	2	2	1	NA	1	3	1	1	1	1	2	2	3	NA	NA	NA	NA	2	2	2	NA	2	NA
Dépôt faible de matériel	1	2	1	1	1	3	1	3	3	1	1	1	2	1	1	1	1	2	1	3	2	2	1	3	1	1	1	1	1	2
Dépôt important de matériel	2	3	1	1	2	3	1	3	3	1	1	2	3	NA	1	1	1	3	1	3	3	2	1	3	1	2	2	2	2	3
Modification des conditions hydrodynamiques	1	2	1	1	2	3	1	1	1	1	1	1	2	NA	2	2	1	2	1	3	1	2	2	1	1	1	1	1	2	2
Modif. de la charge en particules	1	2	1	1	2	3	1	1	1	NA	NA	1	2	1	1	1	1	1	1	2	NA	2	1	1	2	2	1	1	1	1

**Annexe 2 : Matrice de pressions des engins de pêche, hors engins de pêche non présents sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine » (ganguis, sennes danoises et écossaises, dragues, scoubidous (Ifremer, version intermédiaire présentée en groupe de travail national le 26/04/2018)**

		Matrice Pressions Activités : Engins de fond												
Catégories de pression		Pertes physiques		Perturbations physiques du fond							Changements hydrologiques			
Pressions	Activités	Perte d'un habitat	Changement d'habitat	Extraction de substrat	Tassement	Abrasion superficielle	Abrasion peu profonde	Abrasion profonde	Remaniement	Dépôt faible de matériel	Dépôt important de matériel	Modif. des cond. hydrodynamiques	Modif. de la charge en particules	COMMENTAIRES
SEDIMENTS PLUS OU MOINS ENVASES														SEDIMENTS PLUS OU MOINS ENVASES
Chalut de fond à gréement lourd		-	-	-	-	xxx	xxx	xxx	xx	(x)	-	-	xxx	Gréement lourd : Ordre de grandeur de la pression estimée > 10mbars. Voir note explicative en annexe. (x) cas particulier : dépôt dans les canyons issus d'un remaniement provoqué par les opérations de pêche sur les languettes. Mise en suspension essentiellement liée aux panneaux.
Chalut de fond à gréement léger		-	-	-	-	xx	x	x	x	-	-	-	xxx	Gréement léger : Ordre de grandeur de la pression estimée ≤ 10mbars. Voir note explicative en annexe. Mise en suspension essentiellement liée aux panneaux.
Chalut à perche à chaines		-	-	-	x	xxx	xx	xx	xx	-	-	-	xx	Absence de panneaux donc mise en suspension moins importante
Filets calés de fond		-	-	-	-	x	(x)	-	x	-	-	-	x	abrasion superficielle et/ou remaniement (cailloux...) sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage. (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pièges non fixés (casiers, nasses, pots, etc.)		-	-	-	-	x	(x)	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage et (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pièges fixés (verveux, capéchades, etc.)		-	-	-	-	x	(x)	(x)	-	-	-	-	-	abrasion superficielle limitée sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage du piège le cas échéant. (x) abrasion profonde ponctuelle pour les pieux.
Palangres de fond		-	-	-	-	x	(x)	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage. (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pêche à pied d'organismes nageant ou posés ou fixés sur le fond		-	-	-	x	x	-	-	x	-	-	-	x	Remaniement : retournements de blocs inclus
Pêche à pied animaux enfouis		-	-	-	x	xxx	xxx	xx	xxx	-	-	-	xx	Abrasion plus ou moins profonde en fonction des espèces recherchées (coquillages, vers...); tassement (sur substrat meuble), à relativiser avec d'autres activités 'touristiques'. Remaniement : retournements de blocs inclus
Drague manuelle		PAS D'INTERACTION												
Senne de plage		-	-	-	-	x	-	-	x	-	-	-	x	(x) Remaniement très faible
Pêche en apnée et scaphandre autonome		-	-	-	-	(x)	-	-	-	-	-	-	(x)	(x) action des palmes

Activités	Pressions												COMMENTAIRES
	Perte d'un habitat	Changement d'habitat	Extraction de substrat	Tassement	Abrasion superficielle	Abrasion peu profonde	Abrasion profonde	Remaniement	Dépôt faible de matériel	Dépôt important de matériel	Modif. des cond. hydrodynamiques	Modif. de la charge en particules	
SEDIMENTS PROPRES ( inclut tous les sédiments meubles non envasés tels que sables, graviers, cailloutis, galets ainsi que les champs de blocs qui ne constituent pas de la "Roche mère"	SEDIMENTS PROPRES ( inclut tous les sédiments meubles non envasés tels que sables, graviers, cailloutis, galets ainsi que les champs de blocs qui ne												
Chalut de fond à gréement lourd	-	-	-	-	xxx	xxx	xxx	x	(x)	-	-	xx	Gréement lourd : Ordre de grandeur de la pression estimée > 10mbars. Voir note explicative en annexe. (x) cas particulier : dépôt dans les canyons issus d'un remaniement provoqué par les opérations de pêche sur les languettes. Mise en suspension modérée pour le sable (essentiellement liée aux panneaux).
Chalut de fond à gréement léger	-	-	-	-	xx	x	x	-	-	-	-	xx	Gréement léger : Ordre de grandeur de la pression estimée ≤ 10mbars. Voir note explicative en annexe. Mise en suspension modérée pour le sable (essentiellement liée aux panneaux).
Chalut à perche à chaînes	-	-	-	x	xxx	xx	xx	x	-	-	-	x	Absence de panneaux donc mise en suspension moins importante
Filets calés de fond	-	-	-	-	x	(x)	-	x	-	-	-	x	abrasion superficielle et/ou remaniement (cailloux, rhodolites...) sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage. (x) abrasion peu profonde avec les ancrages. (x) mise en suspension très faible sur le sable
Pièges non fixés (casiers, nasses, pots, etc.)	-	-	-	-	x	(x)	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage et (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pièges fixés (verveux, capéchades, etc.)	-	-	-	-	x	(x)	(x)	-	-	-	-	-	abrasion superficielle limitée sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage du piège le cas échéant. (x) abrasion profonde ponctuelle pour les pieux.
Palangres de fond	-	-	-	-	x	(x)	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage. (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pêche à pied d'organismes nageant ou posés ou fixés sur le fond	-	-	-	x	x	-	-	x	-	-	-	-	(x) Remaniement très faible et mise en suspension négligeable sur le sable. Retournement de blocs éventuel.
Pêche à pied animaux enfouis	-	-	-	x	xxx	xxx	xx	xx	-	-	-	x	Abrasion plus ou moins profonde en fonction des espèces recherchées (coquillages, vers...); tassement (sur substrat meuble), à relativiser avec d'autres activités 'touristiques'. Remaniement : retournements de blocs
Drague manuelle	-	-	-	-	xxx	xx	x	x	-	-	-	x	
Senne de plage	-	-	-	-	x	-	-	x	-	-	-	x	(x) Remaniement très faible et mise en suspension très faible
Pêche en apnée et scaphandre autonome	-	-	-	-	(x)	-	-	-	-	-	-	-	(x) action des palmes



Activités	Pressions												COMMENTAIRES
	Perte d'un habitat	Changement d'habitat	Extraction de substrat	Tassement	Abrasion superficielle	Abrasion peu profonde	Abrasion profonde	Remaniement	Dépôt faible de matériel	Dépôt important de matériel	Modif. des cond. hydrodynamiques	Modif. de la charge en particules	
ROCHE (mère)													ROCHE (mère)
Chalut de fond à gréement lourd	-	-	-	-	(xxx)	-	-	-	-	-	-	-	(xxx) INTERACTIONS RARES, toutes les pièces métalliques, panneaux et autres, et en caoutchouc, s'abîmeraient et/ou
Chalut de fond à gréement léger					(xx)								(xxx) INTERACTIONS RARES, toutes les pièces métalliques, panneaux et autres, et en caoutchouc, s'abîmeraient et/ou
Chalut à perche à chaînes	-	-	-	-	(xxx)	-	-	-	-	-	-	-	(xxx) INTERACTIONS RARES, toutes les pièces métalliques et en caoutchouc, s'abîmeraient et/ou s'useraient très vite sur de la
Filets calés de fond	-	-	-	-	x	-	-	-	-	-		-	abrasion superficielle et/ou remaniement (cailloux) sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage.
Pièges non fixés (casiers, nasses, pots, etc.)	-	-	-	-	x	-	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et
Pièges fixés (verveux, capéchades, etc.)	PAS D'INTERACTION												
Palangres de fond	-	-	-	-	x	-		-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et
Pêche à pied d'organismes nageant ou posés ou fixés sur le fond	-	-	(x)	-	x	-	-	(x)	-	-	-	-	(x) Extraction de substrat pour les huîtres. (x) Remaniement : retournements de blocs
Pêche à pied animaux enfouis	-	-	(x)	-	(x)	(x)	(x)	(x)	-	-	-	-	(x) Cas particulier du vers appât <i>Marphysa sanguinea</i> (Marphyse ou Pétisse, Pistiche, mouron...) qui vit dans les platiers rocheux dégradés ou présentant des diaclases (schistes) qui peuvent être dégradés par les engins de pêche autorisés (piolet, marteau burin), ... ou non autorisés. Ces
Drague manuelle	PAS D'INTERACTION												
Senne de plage													
Pêche en apnée et scaphandre autonome	-	-	-	-	(x)	-	-	-	-	-	-	-	(x) action des palmes

Activités	Pressions												COMMENTAIRES
	Perte d'un habitat	Changement d'habitat	Extraction de substrat	Tassement	Abrasion superficielle	Abrasion peu profonde	Abrasion profonde	Remaniement	Dépôt faible de matériel	Dépôt important de matériel	Modif. des cond. hydrodynamiques	Modif. de la charge en particules	
RECIFS BIOCONSTRUITS (coraux, hermelles)													RECIFS BIOCONSTRUITS
Chalut de fond à gréement lourd	-	-	-	-	(xxx)	(xxx)	(xxx)	(x)	-	-	-	(xx)	() INTERACTIONS RARES. Gréement lourd : Ordre de grandeur de la pression estimée > 10mbars. Voir note explicative en
Chalut de fond à gréement léger	-	-	-	-	(xx)	(x)	(x)	(x)	-	-	-	(xx)	() INTERACTIONS RARES. Gréement léger : Ordre de grandeur de la pression estimée ≤ 10mbars. Voir note explicative en
Chalut à perche à chaînes	-	-	-	(x)	(xxx)	(xx)	(xx)	(x)	-	-	-	(x)	() INTERACTIONS RARES
Filets calés de fond	-	-	-	-	x	(x)	-	x	-	-	-	(x)	abrasion superficielle et/ou remaniement (cailloux...) sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage. (x) abrasion
Pièges non fixés (casiers, nasses, pots, etc.)	-	-	-	-	x	(x)	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage et (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pièges fixés (verveux, capéchades, etc.)	PAS D'INTERACTION												
Palangres de fond	-	-	-	-	x	(x)	-	-	-	-	-	-	abrasion superficielle sous l'effet des courants/tempêtes et lors du virage. (x) abrasion peu profonde avec les ancrages
Pêche à pied d'organismes nageant ou posés ou fixés sur le fond	-	-	-	x	x	-	-	x	-	-	-	x	Remaniement très faible et mise en suspension très faible
Pêche à pied animaux enfouis	-	-	-	x	xxx	xxx	xxx	xx	-	-	-	x	
Drague manuelle	PAS D'INTERACTION												
Senne de plage	PAS D'INTERACTION												
Pêche en apnée et scaphandre autonome	-	-	(x)	-	(x)	-	-	-	-	-	-	-	(x) Abrasion superficielle : action des palmes - (x) Extraction de substrat : cas particulier de la pêche au corail
<p>Avertissement: Les impacts physiques (notamment abrasion) dépendent de la nature des fonds et de la taille et du gréement de l'engin, mais également de sa mise en œuvre (e.g. vitesse de tractage et longueur de filage pour un engin remorqué).</p> <p>De plus, il est nécessaire de garder en tête que des phénomènes naturels (tempêtes par exemple) peuvent avoir des effets (remise en suspension, remaniement) aussi importants (voire plus) que l'activité de pêche</p>													<p><b>LEGENDE PRESSION</b></p> <p><b>x : Faible</b></p> <p><b>xx : Modérée</b></p> <p><b>xxx : Forte</b></p> <p><b>(x) : Cas spécifique ou pression très faible explicités dans la colonne "Commentaires"</b></p>

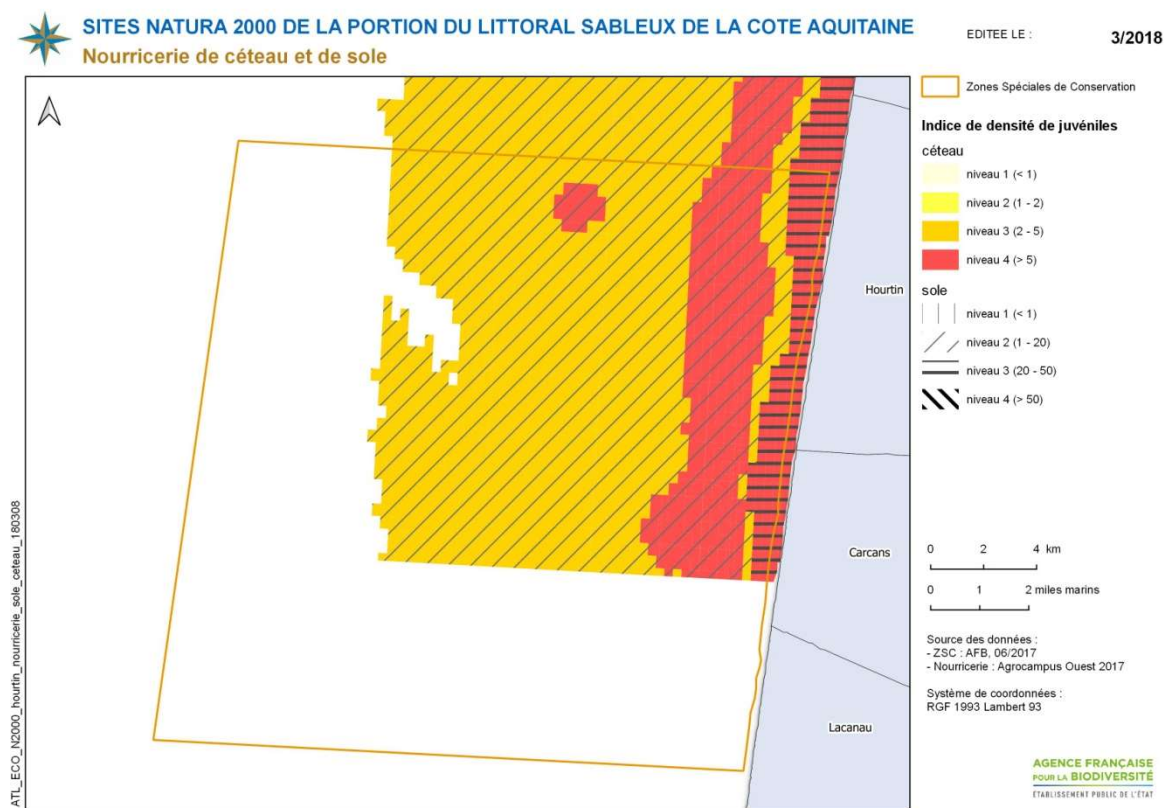
Annexe 3 : Tableau bilan et description des enjeux de conservation identifiés sur le site « Portion du littoral sableux de la côte aquitaine »

CRITERES	REPRESENTATIVITE	SENSIBILITE	PARTICULARITE	GLOBAL
<b>NIVEAU D'ENJEU 1110-2 (sable mobile) Habitat d'esturgeon</b>	MOYEN	FAIBLE	TRES FORT <i>Richesse niveau 1 à 3, sole niveau 2 à 3, céteau niveau 3 à 4</i>	<b>FORT</b>
<b>NIVEAU D'ENJEU 1110-1 (sable vaseux) Habitat d'esturgeon</b>	TRES FAIBLE	MOYEN	TRES FORT (> 1110-2) <i>Richesse niveau 2, sole niveau 3, céteau niveau 4</i>	<b>FORT</b>
<b>NIVEAU D'ENJEU Sables mobiles à couloirs à graviers Habitat d'esturgeon</b>	MOYEN	FAIBLE à MOYEN	TRES FORT (> 1110-2 sur les couloirs à graviers) <i>Richesse niveau 1 à 3, sole niveau 2, céteau niveau 3</i>	<b>FORT</b>



## Nourreries de poissons plats

L'inventaire des zones fonctionnelles pour les ressources halieutiques dans les eaux sous souveraineté française (Agrocampus Ouest, 2017) précise la présence de nourrices de poissons plats sur le site d'Hourtin.



Nourreries de céteau et de sole (Agrocampus Ouest, 2017)

## La bande côtière : une zone fonctionnelle à enjeu

La bande côtière dite des « trois milles nautiques » qui renferme toutes les baies et les estuaires possède les milieux les plus variés allant des fonds durs (îlots, archipels) aux vases les plus fines. Les milieux vaseux ou sablo-vaseux, de plus ou moins grandes étendues, sont généralement des secteurs où la biodiversité et la production sont élevées. Cette zone côtière contient les milieux les plus riches : types de peuplements (diversité de milieux), richesse spécifique, abondance et biomasse (Ifremer, 2009<sup>1</sup>).

### Sensibilité benthique

- 1 (richesse benthique très faible)
- 2 (richesse benthique faible)
- 4 (forte richesse benthique)
- NC (richesse en biomasse inconnue)
- Roche

### Secteurs concernés par une activité "granulats"

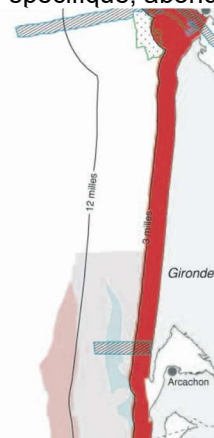
- Exploration, exploitation

### Ressources en matériaux

- Ressources avérées (inventaire CNEXO)
- Ressources identifiées (campagnes universitaires)

- 1 (richesse benthique très faible)
- 2 (richesse benthique faible)
- 4 (forte richesse benthique)
- NC (richesse en biomasse inconnue)
- Roche

- Secteurs concernés par une activité "granulats"
- Exploration, exploitation

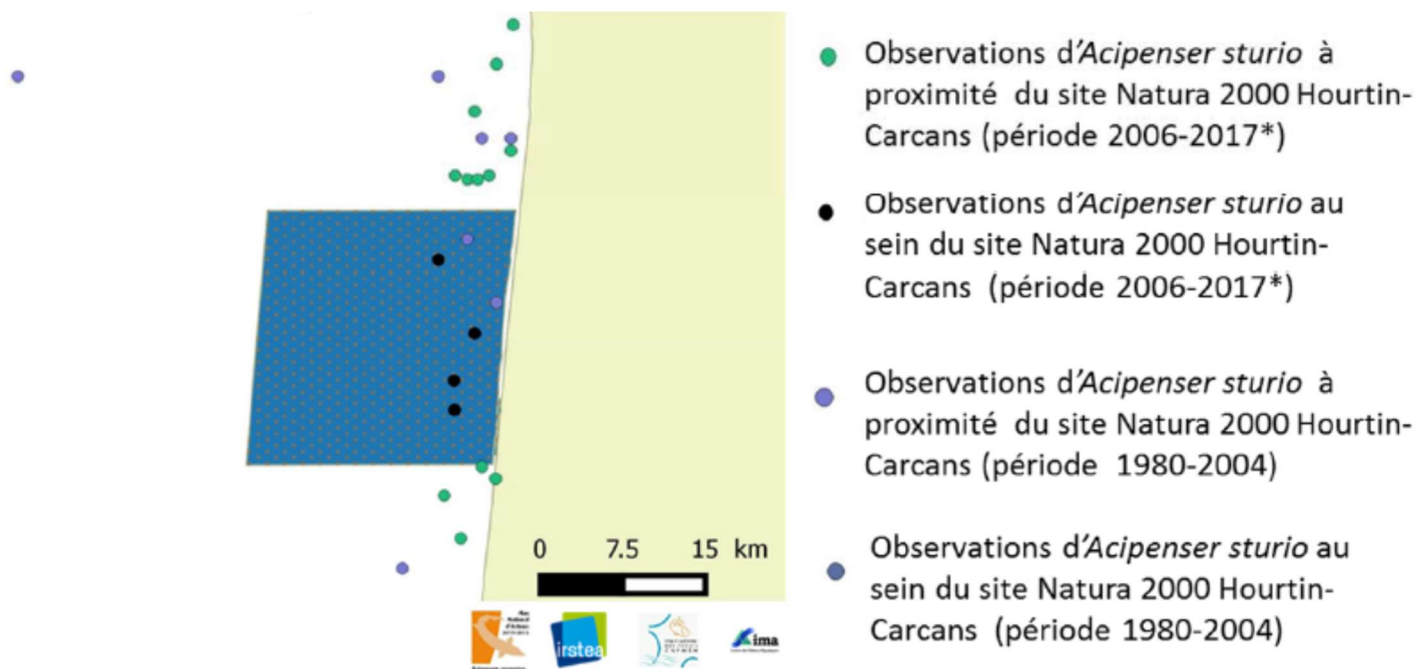


Niveau de richesse benthique en Gironde (Ifremer, 2009)

## Observations récentes d'esturgeon

Plus récemment, les observations citoyennes d'esturgeon sur la période 2006-2017 ont été déclarées à l'un des trois organismes suivants : Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture), CNPMM (Comité national des pêches maritimes et des élevages marins), IMA (Institut des milieux aquatiques) et compilées dans une base de données gérée par Irstea dans le cadre du Plan National d'Action en faveur de la restauration de l'esturgeon européen. Ces observations sont qualitatives, elles peuvent être déclarées par tous citoyens : promeneurs, plaisanciers, pêcheurs professionnels ou amateurs. Au sein du site N2000, 7 observations ont été déclarées (bilan en date du 28 avril 2017) : 4 individus en décembre 2014, 1 en avril 2015, 1 individu de 1,1 m en mai 2016 et 1 individu de 1,4 m en juin 2016. Ces 7 individus étaient en bon état et ils ont été relâchés vivants.

<sup>1</sup> [https://www.ifremer.fr/sextant\\_doc/granulats\\_marins/synthese/Synthese.pdf](https://www.ifremer.fr/sextant_doc/granulats_marins/synthese/Synthese.pdf)



Représentation des observations citoyennes géolocalisées d'esturgeons européens sur les périodes 1980-2004 et 2006-2017 en date du 28 avril 2017 : focus autour du site Natura 2000 Hourtin-Carcans (IRSTEA, 2017)

**Annexe 4 : annexe du diagnostic socio-économique des activités de pêche professionnelle du site d'intérêt communautaire FR7200812 Portion du littoral sableux de la côte aquitaine concernant les paramètres contextuels pêche du chalutage de fond**

**Synthèse du diagnostic socio-économique des activités de pêche professionnelle du site d'intérêt communautaire FR7200812 Portion du littoral sableux de la côte aquitaine  
(« paramètres contextuels pêche » des chalutiers de fond)**

Il s'agit de croiser les caractéristiques des chalutiers de fond néo-aquitains, les pratiques spatio-temporelles et la réglementation pour appréhender au mieux l'effort de pêche de cet engin sur le site Natura 2000.

**Qui et combien de chalutiers ?**

38 chalutiers ont été enregistrés dans la zone grâce aux différentes sources de données (BPNA, VALPENA et structures pêche). Parmi ces 38 navires, 33 proviennent de la Nouvelle-Aquitaine (86%), et 5 des Pays-de-la-Loire et de Bretagne (avec une présence négligeable). 18 sont aquitains et 15 sont charentais. La part des navires ayant été enquêtés :

- 15/18 aquitains (83%)
- 8/11 charentais (72%)
  - 4 navires charentais n'ont pas déclaré d'activité récente pour diverses raisons (naufrage, vente ou changement de stratégie).

Nous avons ainsi un échantillonnage de 23 chalutiers de fond sur 29 (soit 79% de représentativité).

#### Distinction des chaluts de fond entre gréement léger et gréement lourd

Sur les recommandations de la méthodologie Ifremer, le CRPMEM NA a réalisé au total 23 enquêtes complémentaires auprès des armateurs aquitains qui avaient déjà été préalablement enquêtés et auprès d'armateurs charentais afin de définir les caractéristiques des gréements de leurs chaluts (masse du bourrelet et accessoires, longueur du bourrelet, diamètre du bourrelet). Le calcul de la pression du chalut exercée sur le fond est le suivant :

$P(\text{mbar}) = \frac{\text{Poids apparent du bourrelet et accessoires (chaînes, racasseurs...) } \times 9,81 \times 1000}{\text{Longueur du bourrelet (cm) } \times \text{plus grand diamètre du bourrelet (cm) } \times 10}$
--

Si la pression estimée est inférieure à 10 mbar, le gréement du chalut de fond est considéré comme léger ; à l'inverse, si elle est supérieure à 10 mbar, son gréement est considéré comme lourd.

Remarque 1 : après discussions avec Ifremer pour confirmation, cette formule intègre des poids (Newton) et non des masses réelles (kg) sur le référentiel terrestre. Seulement, les pêcheurs interrogés ne connaissant pas les poids de leur matériel dans l'eau. Il a donc fallu estimer ces poids d'une autre manière. Pour cela, on a considéré le bourrelet comme un cylindre auquel on applique la Poussée d'Archimède (malgré que celui-ci ne soit pas un parfait cylindre).

Remarque 2 : les masses réelles estimées par les armateurs sont des données déclaratives.

Sur le site, on a dénombré 5 métiers différents du chalut, équivalents à 5 grands types de chaluts. Les caractéristiques des chaluts varient d'un navire à l'autre (longueur des bourrelets, masses, accessoires, etc.). Chaque armateur peut utiliser plusieurs chaluts au cours des saisons.

14 navires sont concernés par des chaluts à gréement léger. Pour information, les caractéristiques des chaluts de fond qualifiés d'engin à gréement léger sont les suivantes :

- Masse moyenne des bourrelets (accessoires compris) : 324 kg (variant de 60 à 550 kg)
- Taille moyenne des bourrelets : 47 m (variant de 20 à 68 m)
- Diamètre moyen : 7 cm

13 navires sont concernés par des chaluts à gréement lourd. Pour information, les caractéristiques des chaluts de fond qualifiés d'engin à gréement lourd sont les suivantes :

- Masse moyenne des bourrelets (accessoires compris) : 432 kg (variant de 160 à 800 kg)
- Taille moyenne des bourrelets : 38 m (variant de 20 à 78 m)
- Diamètre moyen : 5 cm

Remarque : 4 navires sont à la fois concernés par des chaluts à gréement léger et lourd.



#### Chalutiers de fond < 12m

##### D'après Ifremer/SIH (2016) :

- Nombre de chalutiers : 6
- Présence toute l'année
- Fréquentation : 4.5 en moyenne/an/navire
  - 2 navires actifs/mois/an en moyenne (pic en avril : 4 navires actifs)
  - Pour un total cumulé de 27 mois
- Taux de dépendance spatial (carré statistique « 19E8 ») :
  - 19% pour 4 navires
  - « 0 à 20% » pour un autre navire
  - « 80 à 100% » pour le dernier
- *Pas de productions connues, ni de taux de dépendance économique*

##### D'après les enquêtes (2016-2018) :

- Nombre de chalutiers : 5 dont 4 enquêtés (80% de représentativité)
- Présence sur 9 mois de l'année
- Fréquentation : 53 jours/an/navire en moyenne
  - Avec un pic en octobre (le seul mois où les 4 navires y sont présents)
  - De septembre à mai : en moyenne 2 navires présents/mois, et en moyenne 11 jours/mois
- Gréement lourd : 2 navires
  - Présence au-delà des 6 mn : 1 navire
- Gréement léger : 2 navires
  - Présence au-delà des 6 mn : 1 navire

-> Effort de pêche faible des navires de moins de 12m (mais dépendance probablement non négligeable).

#### Chalutiers de fond > 12m

##### D'après Ifremer/SIH (2016) :

- Nombre de chalutiers : 20
- Présence toute l'année
- Fréquentation : 7 mois/an/navire en moyenne
  - Avec 2 pics de fréquentation recensés en février et en octobre
  - *Nombre de navires actifs/mois/an en moyenne non connu*
  - 136 mois cumulés
  - Nombre heures totales cumulées : 6874 h
- Taux de dépendance spatial moyen à la zone : 7%
  - Et « 20 à 40% » pour 2 d'entre eux
- Taux de dépendance économique moyen à la zone : 7%
- *Pas de productions connues*

##### D'après les enquêtes (2016-2018) :

- Nombre de chalutiers : 24 dont 19 enquêtés (79% de représentativité)
- Présence toute l'année
- Fréquentation : 92 jours/an/navire en moyenne
  - Avec saisonnalité été/hiver marquée :
    - 2 à 5 navires présents d'avril à août
    - 9 à 17 navires présents de septembre à mars
- Gréement lourd : 11 navires
  - Présence au-delà des 6 mn : 11 navires
- Gréement léger : 12 navires
  - Présence au-delà des 6 mn : 12 navires

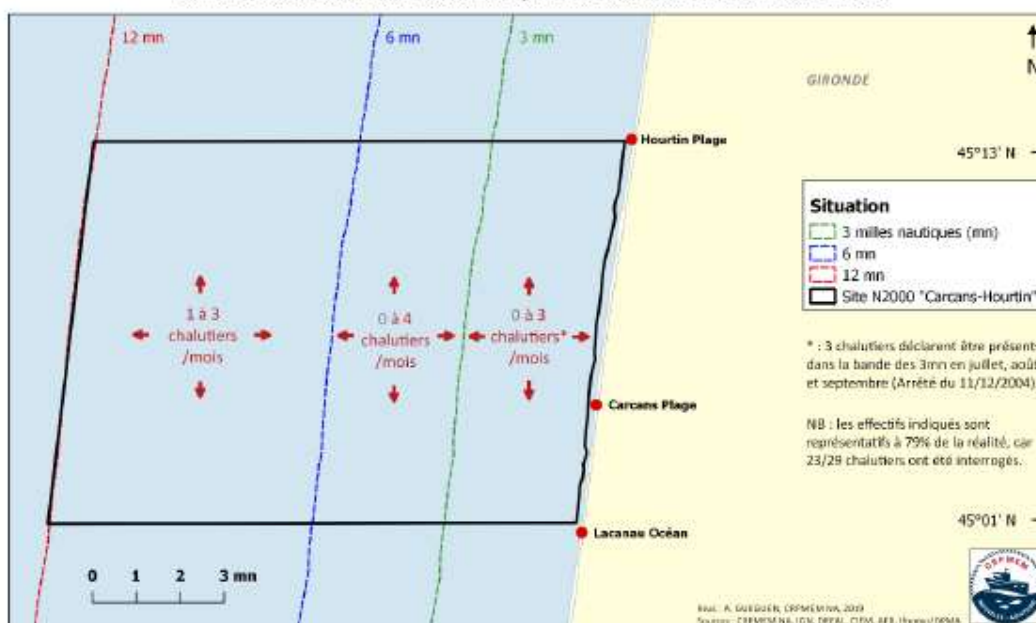
## Fréquentation spatiale

Suite aux enquêtes menées auprès des armateurs des chalutiers aquitains, un diagnostic socio-économique a pu être rédigé. Des enquêtes complémentaires envers les armateurs de chalutiers charentais a permis d'améliorer la connaissance sur les pratiques des chalutiers néo-aquitains. Les activités de pêche obtenues pour 23 des 29 chalutiers néo-aquitains ont été déclinées pour chacun des mois. Avec un taux de représentativité de 79%, il a été possible de comptabiliser le nombre de navires par mois et par zones de travail privilégiées au sein du site. Les dynamiques de leurs activités peuvent se résumer en 2 grandes périodes distinctes :

- Fréquentation « estivale » pour la période d'avril à août
- Fréquentation « hivernale » pour la période de septembre à mars

### Fréquentation "estivale" du site N2000 de Carcans-Hourtin par les chalutiers néo-aquitains

Ampleur de la fréquentation mensuelle des chalutiers sur la période d'avril à août, basée sur des enquêtes ciblant les activités 2015, 2016 ou 2017  
Données récoltées issues de 23 chalutiers néo-aquitains sur 29 identifiés encore en activité en 2019



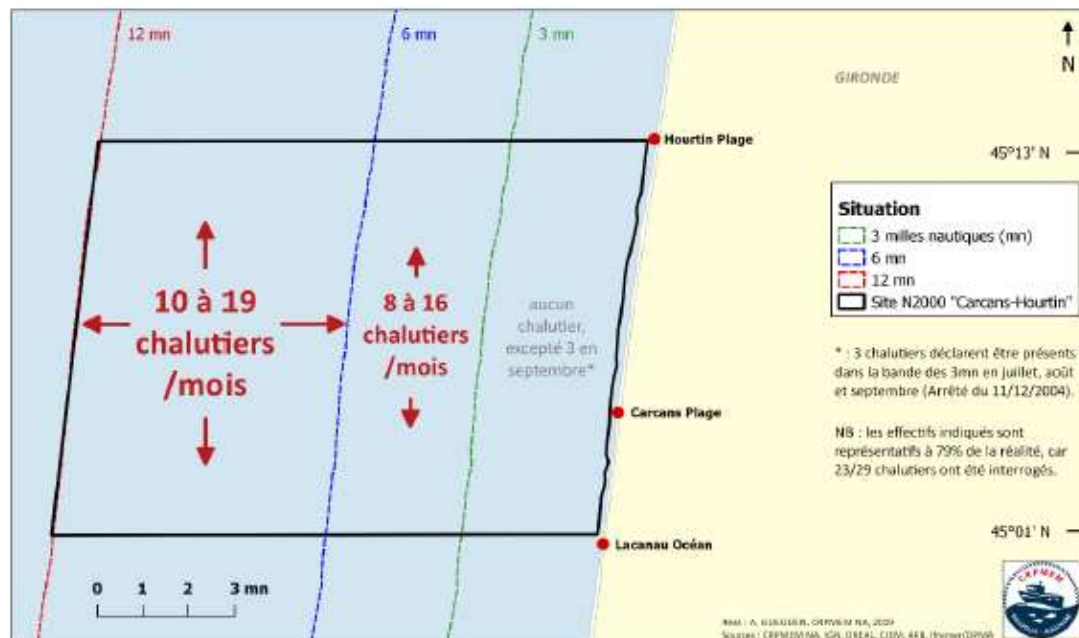
Durant la période « estivale » d'avril à août, les chalutiers sont peu présents sur ce site Natura 2000. La fréquentation de ces chalutiers est d'environ 11 jours par mois sur cette période. Dans la bande des 6 à 12 mn, on observe seulement jusqu'à 3 chalutiers présents simultanément durant cette période. Dans la bande des 3 à 6 mn, au mois de juillet, on ne dénombre aucun navire. Autrement, il y a jusqu'à 4 navires en activité sur cette zone. Au sein de la bande des 3 mn, ce n'est qu'en juillet et en août que les navires arcachonnais autorisés à travailler dans cette zone s'y attellent, et ce jusqu'en septembre (3 mois).

Parmi les chalutiers fréquentant la bande des 6 à 12 mn entre avril et août, ils sont 1 à 2 par mois à utiliser des chaluts à gréement lourd. Dans la zone des 3 à 6 mn, il y a 1 à 3 chalutiers par mois à gréement lourd. Dans la bande des 3 mn, les 3 navires arcachonnais détiennent des chaluts à gréement lourd (présents seulement de juillet à septembre).



## Fréquentation "hivernale" du site N2000 de Carcans-Hourtin par les chalutiers néo-aquitains

Ampleur de la fréquentation mensuelle des chalutiers sur la période de septembre à mars, basée sur des enquêtes ciblant les activités 2015, 2016 ou 2017  
Données récoltées issues de 23 chalutiers néo-aquitains sur 29 identifiés encore en activité en 2019



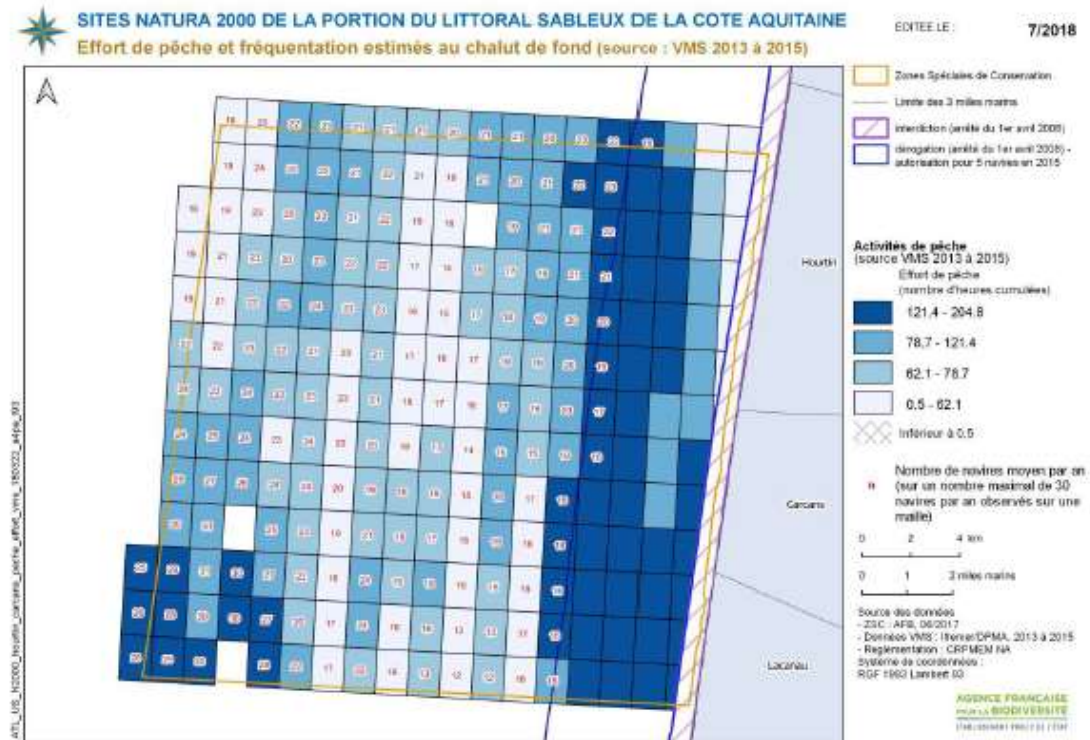
Durant la période « hivernale », de septembre à mars, on remarque que les chalutiers sont davantage présents sur le site, notamment pour cibler les céphalopodes. La fréquentation de ces chalutiers est d'environ 16 jours par mois sur cette période. Excepté la présence des 3 navires arcachonnais dans la bande des 3 mn au cours du mois de septembre, aucun navire n'y est présent durant toute cette période « hivernale ». A partir de la limite des 3 mn et plus au large, les chalutiers néo-aquitains entament leur saison de céphalopodes, et ce, dès le mois de septembre, et pour certains, jusqu'en mars. Le pic se rencontre en novembre et décembre. On y compte jusqu'à 19 navires actifs simultanément.

Parmi les chalutiers fréquentant la bande des 6 à 12 mn entre septembre et mars, ils sont 7 à 10 par mois à utiliser des chaluts à gréement lourd. Dans la zone des 3 à 6 mn, il y a 3 à 9 chalutiers par mois à gréement lourd qui sont présents.

Ainsi, jusqu'à 10 chalutiers, au maximum, sont concernés par un niveau de risque de dégradation fort (zone 8 à 12 mn ; pour les mois de novembre et décembre).

## Question de l'effort de pêche

Sur la base d'estimations d'heures enregistrées sur 3 ans, de 2013 à 2015, des navires équipés du système VMS<sup>1</sup>, l'AFB a édité une carte indiquant une tendance de l'effort de pêche des chalutiers de fond au large de « Carcans-Hourtin ». Les nombres de navires indiqués correspondent à une année moyenne basée sur la période 2013-2015. On remarque une présence de tous ces chalutiers allant jusqu'à 40h, voire 68h par an, sur certaines zones.



Pour les chalutiers de plus de 12m, les fiches SIH d'Ifremer indiquent 6874 h de présence sur le site en 2016.

N'ayant pas plus de précision, il est relativement difficile d'estimer l'effort de pêche des chalutiers sur le site en dehors de la tendance donnée par cette carte VMS.

<sup>1</sup> Cf. Diagnostic socio-économique, p19.

## Taux de dépendance

Avec les fiches SIH d'Iframer de 2016, les taux de dépendance spatiale et économique ne sont connus que pour les chalutiers de plus de 12m, sans connaître en détails les productions de ces navires sur la zone.

Pour les chalutiers de plus de 12m :

- Taux de dépendance spatial moyen à la zone : 7%
  - « 20 à 40% » pour 2 navires
- Taux de dépendance économique moyen à la zone : 7%

Pour les chalutiers de moins de 12m, les taux de dépendance sont donnés à l'échelle du rectangle statistique. Pour 4 des 6 chalutiers de moins de 12m enregistrés dans les fiches SIH, le taux de dépendance moyen atteint 19% à l'échelle du rectangle statistique. Pour un autre, ce taux serait inférieur à 20% et pour le dernier, ce taux serait supérieur à 80%. L'information est donc difficilement exploitable car assez disparate et pas totalement connue.

L'exploitation de la dépendance des chalutiers est donc limitée à partir de cette source d'information. Nous avons donc interrogé les armateurs sur cette question.

Malgré certains biais et limites<sup>2</sup>, les chalutiers girondins et basques estiment que la zone N2000 représenterait en moyenne près d'un tiers de leur temps de présence en mer, près de 30% de leur volume de captures, mais aussi 30% de leur chiffre d'affaires. En parallèle, on sait que les chalutiers arcachonnais privilégient la bande des 3mn durant l'été car eux seuls peuvent y travailler<sup>3</sup>. On estime donc que la fréquentation de cette bande puisse constituer un fort taux de dépendance.

Même avec ces indices de tendances, plus ou moins proches, il est relativement compliqué de déterminer la dépendance des chalutiers au site.

## Réglementation

Pour cette zone d'étude girondine, l'arrêté du 11 décembre 2014 porte réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de 3 milles de la laisse de basse mer au large d'Arcachon et a été renouvelé le 12 janvier 2018 (interdiction initialement dictée par l'Arrêté 1750 P3 du 19/06/1980). Une dérogation est accordée à quelques chalutiers. Ils étaient 6 en 2016 et 2017. Au sein de ce site N2000, ces pratiques sont rendues possibles de la limite nord de la zone jusqu'à la limite sud. Ce sont des navires du quartier maritime d'Arcachon qui possèdent une dérogation. Ils déclarent y être présent de juillet à septembre.

En plus de cet aspect réglementaire purement spatial, un système de licences de pêche géré par le CRPMEM NA est mis en place pour réguler l'effort de pêche. Naturellement, ce système s'applique aussi aux activités de pêche professionnelles exercées sur ce site Natura 2000. Les activités de pêche au chalut sur ce site sont directement liées à 2 licences de pêche « arts trainants » régionales :

- La licence « 25 m hors tout & 400kW » qui encadre ainsi la pêche aux arts trainants des navires mesurant plus de 25m ou ayant une puissance de plus de 400kW, avec contingent ;
- La licence « céphalopodes aux arts trainants » avec contingent également.

**Parmi les chalutiers de plus de 12m, tous détiennent (ou ont détenu) une des licences arts trainants du CRPMEM NA.** Depuis plusieurs années, ce système permet de réguler l'effort de pêche, notamment envers les stocks de céphalopodes grâce à la mise en place d'un régime de licences encadré avec contingent, mais cela permet aussi de

<sup>2</sup> Cf. Diagnostic socio-économique, p19.

<sup>3</sup> Cf. Arrêté portant réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de 3 milles de laisse de basse mer au large d'Arcachon



limiter l'effort de pêche, notamment au vu des navires de plus de 25m ou de plus de 400kW travaillant dans les eaux aquitaines.

Autrement, plus largement dans le Golfe de Gascogne, d'autres licences de pêche encadrent aussi les activités de pêche professionnelles.

Remarque : la pêcherie chalutière est globalement en perte d'unités. En effet, à titre d'exemple, le nombre de licences céphalopodes à sa création était de 64 en 2012, puis est passé à 72 en 2013, avant de retomber à 50 de nos jours.

Plus globalement, cette tendance se vérifie à l'échelle du Golfe de Gascogne. Selon Ifremer, en 1986, le Golfe comptait près de 257 chalutiers de pêche au large, puis en 2002, il n'en restait plus que 91. Cet indicateur confirme le déclin général du métier du chalut causé par divers chamboulements.

**Annexe 5 : arrêté portant réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de 3 milles au large d'Arcachon**



**PRÉFET DE LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE**

*Direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique*

**Arrêté portant réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer au large d'Arcachon**

**Le Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine,  
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-ouest,  
Préfet de la Gironde**

**Vu le code rural et de la pêche maritime ;**

**Vu le décret n° 2014-588 du 5 juin 2014 portant création du parc naturel marin du bassin d'Arcachon ;**

**Vu le plan de gestion, approuvé le 19 mai 2017, du parc naturel marin du bassin d'Arcachon ;**

**Vu le décret du 22 novembre 2017 portant nomination de M. Didier LALLEMENT, en qualité de préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde ;**

**Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 12 décembre 2017 portant délégation de signature, en matière d'administration générale, à Monsieur Éric LEVERT directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique ;**

**Vu l'avis du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Nouvelle-Aquitaine ;**

**Vu l'avis du parc naturel marin du bassin d'Arcachon du 11 décembre 2017 ;**

**Vu la consultation du public ;**

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2014 portant réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de trois milles de la laisse de basse mer au large d'Arcachon arrive à échéance le 12 décembre 2017 et qu'il convient dès lors de prévoir les conditions de son renouvellement ;

**CONSIDERANT** qu'une analyse de risque des activités de pêche intégrera prochainement le document d'objectif de la zone Natura 2000 FR7200679 « Bassin d'Arcachon et Cap Ferret », dont les résultats ne devraient être connus qu'à la fin de l'année 2020 ;

**CONSIDERANT** que les propositions de mesures issues de cette analyse de risques pourraient amener à une modification de l'utilisation du chalut à moins de trois milles de la laisse de basse mer au sein de la zone Natura 2000 FR7200679 « Bassin d'Arcachon et Cap Ferret » à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ;

**CONSIDERANT** qu'il convient dès lors de fixer une durée de validité au présent arrêté, compatible avec le calendrier de cette analyse de risque ;

**SUR PROPOSITION** du directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article D922-17 du code susvisé, les navires dont les caractéristiques sont définies à l'article 2 du présent arrêté peuvent être autorisés à utiliser un filet remorqué à l'intérieur d'un périmètre délimité par les points suivants et illustrés sur la carte annexée :

Points WGS 84	X	Y
A	1° 13' 58W	45°20'N
B	1° 10' 25W	45°20'N
C	1° 10' 08W	45°20'N
D	1° 16' 24W	45°N
E	1° 12' 52W	45°N
F	1° 12' 35W	45°N
G	1° 19' 59W	44° 38' 18
H	1° 16' 28W	44° 38' 18
I	1° 16' 11W	44° 38' 18
J	1° 19' 51W	44° 32' 28
K	1° 16' 21W	44° 32' 28
L	1° 16' 04W	44° 32' 28
M	1° 19' 16W	44°30'N
N	1° 15' 45W	44°30'N
O	1° 15' 29W	44°30'N

L'utilisation d'un filet remorqué à l'intérieur du périmètre délimité par les points A, C, F, I, L, O, M, J, G, D, est autorisé du 1<sup>er</sup> juin au 30 octobre.

L'utilisation d'un filet remorqué à l'intérieur du périmètre délimité par les points A, B, E, H, K, N, M, J, G, D, est autorisé, du 1<sup>er</sup> mars au 31 mai et du 1<sup>er</sup> novembre au 28 février.

Le chalutage en bœuf est interdit.

## Article 2

L'autorisation est accordée aux navires répondant aux conditions suivantes :

- navires immatriculés à Arcachon depuis au moins un an ,
- navires ayant effectué au moins 40 ventes à la criée d'Arcachon dans l'année civile précédant la demande d'autorisation, sauf cas de force majeure, apprécié par la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, service de la délégation à la mer et au littoral (DDTM/DML),
- navires de moins de 17,50 mètres de longueur hors tout et de moins de 330 kW.

## Article 3

Les armateurs des navires souhaitant bénéficier d'une autorisation doivent en faire la demande écrite entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 30 octobre de l'année précédant l'année pour laquelle ils demandent l'autorisation à la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde, service de la délégation à la mer et au littoral (DDTM/DML) qui en assure l'instruction, en particulier sur la base des critères définis à l'article 2, et prononce un avis pour chaque demande à l'attention de la Direction interrégionale de la mer Sud-Atlantique qui délivre l'autorisation annuelle.

Toute autorisation déposée en dehors du délai de dépôt prévu ne sera pas instruite. L'autorisation est accordée pour la durée de l'année civile (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre).

Pour l'année 2018, les demandes pourront être déposées jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2018.

## Article 4

Un bilan de l'application du présent arrêté est effectué annuellement par la direction départementale des territoires et de la mer de la Gironde en partenariat avec le comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de la Gironde et le parc naturel marin du bassin d'Arcachon.

Ce bilan comprend un tableau d'activité mensuelle de la flotte croisant les principales espèces pêchées et la pression de pêche exercée. Il comprend en outre une courbe des chiffres d'affaires cumulés mensuels permettant de rendre compte de l'intensité de l'activité de pêche des navires autorisés ainsi qu'un tableau récapitulant le nombre de jours de pêche cumulés par mois dans la zone.

Une synthèse globale est effectuée trois mois avant l'échéance de l'arrêté.

## Article 5

Le présent arrêté est valable jusqu'au 31 décembre 2020.

## Article 6



Les infractions au présent arrêté sont recherchées et poursuivies conformément au titre IV du livre IX du code rural et de la pêche maritime.

**Article 7**

Le directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique et le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Nouvelle-Aquitaine.

Bordeaux, le 12 JAN. 2013

Pour le préfet de région et par délégation,

Éric LEVERT

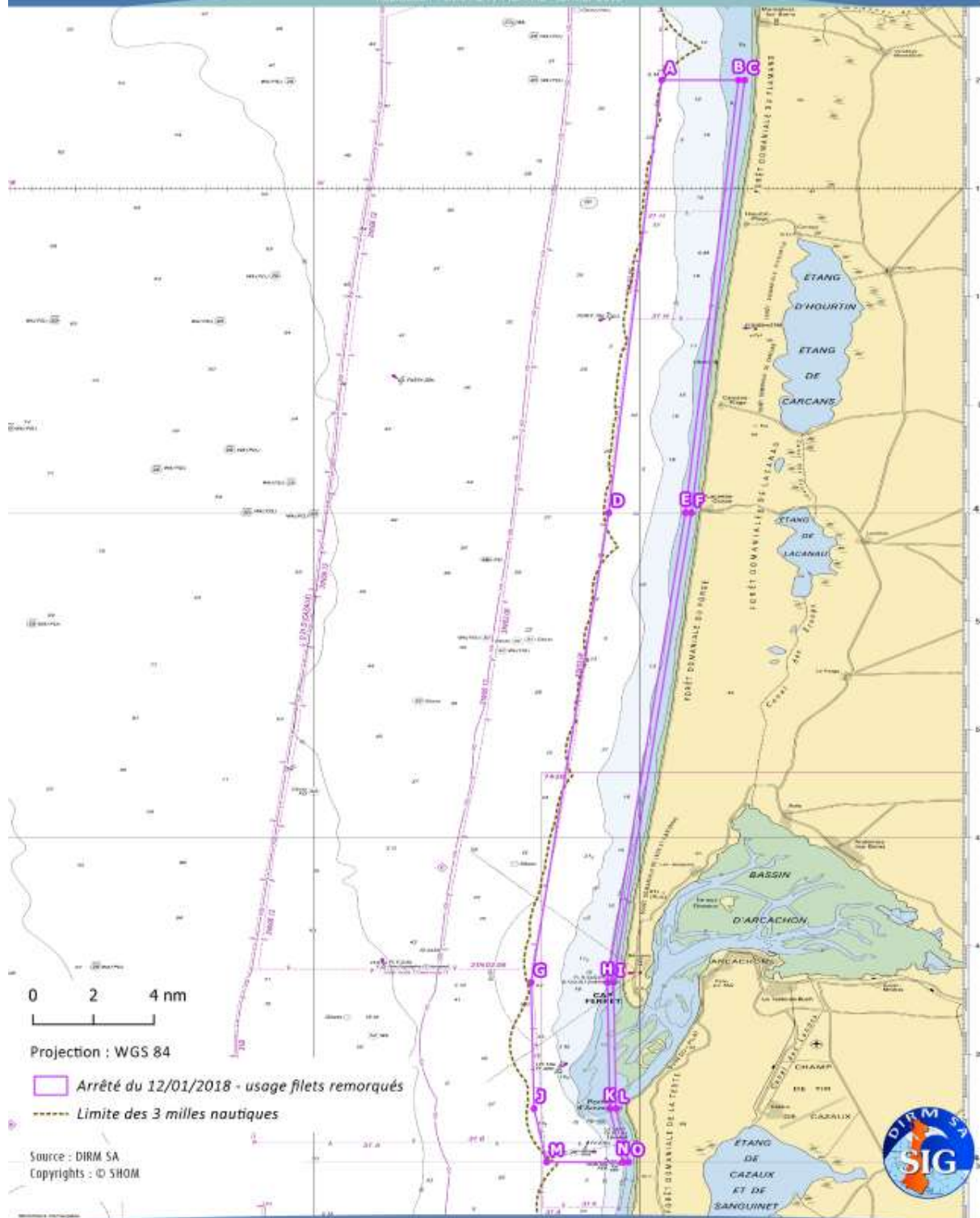
Directeur interrégional de la mer Sud-Atlantique



DIRECTION INTERRÉGIONALE  
DE LA MER SUD-ATLANTIQUE

# Annexe à l'arrêté portant réglementation de l'usage des filets remorqués à moins de 3 milles de la laisse de basse mer au large d'Arcachon

Réalisation : DIRM SA / MCPMML - Janvier 2018





## Compte rendu du 3<sup>ème</sup> COPIL de projet PAMPAQ (Pêche professionnelle dans les Aires Marines Protégées en Aquitaine)

---

### *Lieu :*

DIRM SA, Bordeaux, le 4 février 2019.

### *Participants :*

Patrick Lafargue (Pdt CRPMEM NA), Cécile Duvauchelle (CRPMEM NA), Anthony Guéguen (CRPMEM NA), Vanessa Rispal (DREAL NA), Alice Dumont (DIRM SA/MICO), Elodie Coupe (DIRM SA/MICO), Olivier Lallemand (DIRM SA/SAEEM/DRDAE), Hugues Reverdy (DIRM SA/SAEEM/DRDAE), Valérie Dardenne (DIRM SA/SAEEM/DRDAE), Sophie Ollivier (Préfecture Maritime / par téléphone), Guillaume Paquignon (AFB), Hugues Casabonnet (AFB) ;

### *Éléments transmis avant séance :*

- CR du précédent COPIL PAMPAQ d'avril 2018
- Rapport du diagnostic des activités de pêche professionnelles au sein du site N2000 « Hourtin Carcans »
- Projet de rapport des analyses de risques pêche au sein du site N2000 « Hourtin Carcans »
- Présentation powerpoint support du COPIL PAMPAQ

### *Ordre du jour :*

1. Bilan et avancement des travaux depuis le dernier COPIL PAMPAQ
2. Rappel des résultats obtenus et éléments de contexte identifiés (provisaires et à valider à la suite du COPIL)
3. Discussions sur les mesures : besoins et 1ères réflexions
4. Aspect administratif du projet

## 1. Bilan et avancement des travaux depuis le dernier COPIL PAMPAQ

L'AFB et le CRPMEM NA présentent les travaux et les avancements réalisés depuis le dernier COPIL PAMPAQ d'avril 2018.

En résumé, ces avancées se traduisent par :

- la présentation et la discussion du diagnostic des activités de pêche professionnelles dans le cadre du site N2000 Hourtin Carcans au cours d'un GT et d'un COPIL. Un rapport finalisé de ce diagnostic a été transmis avant séance et sera annexé au DOCOB du site ;
- la finalisation des analyses de risques de dégradation sur les secteurs de la côte Basque et Hourtin Carcans (croisements géomatiques, production des cartes et des tableaux de synthèse) ainsi que la mobilisation des informations contextuelles relatives aux activités de pêche (à formaliser dans le cas des sites de la côte Basque) ;
- la rédaction d'un projet de rapport sur les ARP du site Hourtin Carcans (sommaire présenté et discuté en séance). Les éléments généraux et génériques de ce rapport seront repris pour celui de la côte basque.

### Résumé des échanges :

Le CRPMEM NA précise que le projet de rapport sur les ARP n'est pas finalisé. Notamment, une annexe complémentaire sur les chalutiers et les caractéristiques des gréements (lourds/légers) travaillant sur zone est en cours de finalisation.

L'AFB suggère de bien décrire dans cette annexe les calculs utilisés (poids & longueur bourrelet, puissance...) pour distinguer les 2 types de gréements.

L'AFB complète en indiquant que ces rapports devront intégrer les parties concernant les discussions sur les propositions de mesures de gestion qui est un livrable du projet PAMPAQ et devra être réalisé d'ici sa finalisation. Il s'agira d'identifier les cas d'interaction ne nécessitant pas de propositions de mesures et ceux devant faire l'objet de discussion et de propositions.

Des propositions de mesures partagées sont préférables et souhaitables.

## 2. Rappel des résultats obtenus et éléments de contexte identifiés

Un rappel des principaux résultats des travaux réalisés est présenté (cf. diaporama) pour :

- Le diagnostic des activités de pêche professionnelle au sein du site N2000 « Hourtin Carcans »
- Analyses des risques de dégradation liés aux activités de pêche sur les 4 sites N2000 du projet.

### Résumé des échanges :

- Diagnostic des activités de pêche professionnelle au sein du site N2000 « Hourtin Carcans »

Le CRPMEM NA présente le diagnostic des activités réalisé sur le site Hourtin Carcans (cf. diaporama).

Patrick Lafargue souhaite alerter le COPIL sur le contexte évolutif de la pêche qui ne peut être prise en compte à un instant donné mais doit rester à l'esprit de tous. Il évoque plus particulièrement :

- Le « brexit » qui pourrait engendrer un report de certaines flottilles travaillant au nord vers la Nouvelle Aquitaine,
- L'activité de senne danoise dont l'interdiction a été suspendue fin 2017. Même si cette activité semble encore peu pratiquée en Nouvelle-Aquitaine (uniquement dans

les eaux charentaises avec 3 à 4 navires observés au-delà des 12 milles) elle pourrait évoluer.

La DIRM SA rappelle en effet les différents jugements ayant conduit à l'arrêt de l'interdiction de la senne danoise, le dernier en date portant sur la procédure de consultation du public (« vice de forme »).

A l'heure actuelle, le CRPMEM NA travaille sur un projet d'encadrement de cette activité dans les 12 milles.

L'AFB pourra indiquer à partir des matrices de l'Ifremer les risques potentiels de la senne danoise sur les habitats du site car l'engin génère une interaction sur le fond.

Des échanges ont ensuite lieu concernant les caractéristiques des gréements (lourd ou léger), les risques de dégradation des habitats étant différents pour ces deux cas.

Les métiers visant le cétéau, la sole et la seiche semblent utiliser des gréements lourds mais ces éléments doivent être également vérifiés pour certains navires du quartier maritime de Bordeaux et de Charente-Maritime qui semblent avoir des caractéristiques différentes de la flottille basque et arcachonnaise.

En effet, le CRPMEM NA indique qu'au cours des enquêtes réalisées auprès des chalutiers aquitains (Sud Nouvelle-Aquitaine), les caractéristiques techniques des engins ont été recensées (taille, poids et longueur du bourrelet). Ces éléments restent à confirmer et à mettre en lien avec la taille du navire et sa puissance. Par ailleurs ces informations techniques ne sont pas disponibles pour les navires charentais, ligériens et bretons. Ils seront caractérisés prochainement pour les navires charentais. Le CRPMEM NA produira une annexe concernant les caractéristiques de chaluts de fond utilisés au sein du site.

L'AFB propose de produire un format de tableaux réunissant les caractéristiques des chaluts selon les navires ou groupe de navire (poids & longueur bourrelet, puissance...) afin de pouvoir argumenter la caractérisation du type de chalut. Une consultation ou un avis de l'Ifremer sur ces aspects techniques serait sans doute intéressant.

La dérogation à l'interdiction de chalutage dans la zone des 3milles pour les navires arcachonnais est également évoquée. Cette dérogation locale a été accordée suite à l'interdiction de pêcher dans une zone au large de Biscarosse (centre d'essai des Landes). La pêche et la navigation peuvent y être interdites ou autorisées sur des secteurs définis par le CEL qui en informe les comités au préalable, la zone étant fermée la majorité du temps sur un secteur géographique précis et parfois sur des zones plus ou moins étendues selon l'activité du centre.

Un échange a ensuite lieu quant à l'analyse socio-économique et la dépendance des activités à la zone. Les informations présentées sont issues des fiches SIH (2016) qui fournissent une estimation des productions en tonnes et en valeurs euros provenant du site ou du carré statistique englobant la zone (19E8) pour les navires de moins de 12m. Ces informations sont présentées pour l'ensemble des flottilles et ne permettent pas à ce stade une analyse par type d'engin/métier. Il est souhaitable que ces éléments soient précisés à partir des données existantes et/ou si cela est nécessaire (dans le cadre des réflexions sur les mesures) à partir de nouvelles données à collecter. L'étendue et la continuité des zones de pêche sont toutefois rappelées et à prendre en compte (un navire pouvant traverser le site en effectuant son trait de chalut).

- Analyses des risques de dégradation liés aux activités de pêche sur les 4 sites N2000 du projet

L'AFB rappelle le contexte des ARP et la méthode utilisée et présente les résultats des analyses de risques de dégradation au sein des sites basques et Hourtin Carcans (cf. présentation).

Un échange a lieu quant à l'objectif environnemental du projet de DSF de la façade sud atlantique (cf. présentation) de réduction des perturbations physiques sur les habitats sédimentaires notamment dans la zone des 3 milles. Un des indicateurs concerne

directement les sites N2000 et repose sur la réalisation de l'ARP. C'est dans le cadre des ARP qu'une cible est définie pour cet indicateur.

Sur la côte basque, les risques évalués pour les habitats d'estran ont été écartés car ils ne correspondaient pas à la réalité des pratiques de pêche (par rapport aux résultats présentés en avril). Les risques évalués sont principalement faibles ou nuls, seuls des risques modérés sur les roches infralittorales sont identifiés pour les filets, casiers et palangres.

Le CRPMEM NA rappelle que le nombre de caseyeurs sur site est faible (3 navires) et que les risques modérés pour les palangres et filets sont liés aux ancrages des engins de pêche plus qu'à l'engin en lui-même. Ces paramètres contextuels pêche pour ces activités seront formalisés pour argumenter si des discussions de mesure de gestion doivent être engagées ou non.

Au regard de la configuration du site (rocheux et accidenté) soumis parfois à de fortes houles, l'AFB demande s'il existe une problématique de perte d'engin et si des initiatives existent ou seraient à lancer pour les réduire.

Patrick Lafargue indique que globalement des pertes sont possibles lors de tempêtes et qu'il existe à sa connaissance des expérimentations de technologies pour localiser des engins de pêche par des balises GPS mais que cela a un coût important. De toute manière, la perte de l'engin impute l'économie de l'entreprise de pêche.

La DREAL NA indique que des fonds N2000 existent et qu'ils pourraient appuyer de telles initiatives pour la conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire.

Ces premières réflexions, comme sur les montages administratifs, pourront être poursuivies par la suite avec la formalisation des paramètres contextuels sur les sites de la côte basque, l'identification de besoin de mesure et des échanges avec les professionnels locaux.

L'AFB présente ensuite les résultats de l'ARP sur le site Hourtin Carcans notamment avec un focus sur les risques forts et modérés de dégradation liés au chalut de fond (cf. présentation).

L'objectif de suivre entièrement ou non la méthode révisée en cours de finalisation est ensuite discuté :

- La date de finalisation de la méthode n'étant pas connue et le projet PAMPAQ se terminant en juin 2019, l'AFB préconise de poursuivre le projet sur la base des risques de dégradation, des paramètres contextuels identifiés et de décider collectivement de la suite à donner. Il s'agit de décider et d'argumenter les choix des cas pour lesquels des discussions sur des propositions de mesures doivent être engagées et ceux ne le nécessitant pas (l'exercice devant être réalisé pour l'ensemble des métiers pratiqués). Le COPIL PAMPAQ accompagne ce processus en réunissant les professionnels et les services de l'Etat.
- Le CRPMEM NA indique que cela n'avait pas été discuté jusqu'à présent et consultera le CNPMEM et les autres CRPMEM pour avis.
- Le COPIL note qu'une cohérence générale sur l'harmonisation des ARP de toute la façade est souhaitable.

L'AFB présente les principes selon lesquels des besoins de mesures sont nécessaires selon elle sur le site d'Hourtin Carcans pour les activités au chalut de fond. Elle présente ensuite les deux pistes de mesure de transition écologique pour discussion (cf. diaporama). L'emprise des pistes de mesures est à définir selon les enjeux environnementaux et les enjeux socio-économiques.

La DREAL NA précise que ce site N2000 a une forte responsabilité vis-à-vis des habitats sableux.

Le CRPMEM NA indique que les paramètres contextuels liés aux activités doivent être le mieux pris en compte et précisés aussi bien sur les métiers, sur les caractéristiques des pratiques des chaluts utilisés et les dépendances des navires concernés. Il souhaite

également que la réglementation existante soit mieux prise en compte (licences avec contingentements).

Le CRPMEM NA rappelle que les professionnels de la pêche ont une vision écosystémique de l'environnement qu'ils exploitent.

En conclusion, la discussion de mesures de gestion pour les activités des chaluts de fond au sein du site est partagée par le COPIL. Elle devra intégrer l'ensemble des paramètres contextuels utiles et mobilisables pour orienter au mieux ces discussions et pour permettre de définir des propositions de mesures adaptées.

Concernant les pistes de mesures présentées, Patrick Lafargue indique que l'interdiction sera difficilement acceptée par les professionnels et pourraient avoir de multiples conséquences du fait du report de l'activité sur d'autres secteurs (conflits de cohabitation). Une adaptation d'engin lui semble sans doute plus acceptable mais doit être discuté avec les professionnels, n'étant pas familier de ce métier.

L'AFB rappelle que les zones de pêche au chalut de fond sont généralement importantes et que le phénomène de report serait sans doute moins important que pour d'autres métiers dont les zones de pêche sont plus restreintes (coquille, caseyeur). Cependant le CRPMEM NA ne suit pas la même logique, notamment en rappelant la saisonnalité, les espèces ciblées, l'équilibre trouvé en matière de cohabitation et les conséquences socio-économiques.

Le CRPMEM NA précise aussi que les fonds possèdent leurs dynamiques naturelles (résilience, plasticité, mobilités, courantologie et houle) qui doivent être mieux mis en avant et présentés.

La DIRM SA s'interroge sur le caractère contrôlable d'une mesure portant sur l'engin utilisé (changement d'engin au cours d'une marée, saison, etc). Les contrôles portent plutôt sur la taille et la puissance des navires ou les licences. Elle pose aussi la problématique du report des activités sur les zones à enjeux écologiques au nord et au sud d'Hourtin Carcans.

Patrick Lafargue propose que le principe de mesures compensatoires soit intégrées dans les futurs débats. Il indique aussi que le sujet des mesures réglementaires va être abordé en interne avec les professionnels concernés. Mais il faut à terme arriver à des mesures cohérentes, justes, proportionnées et équitables.

### **Perspectives :**

L'AFB rappelle que la période d'éligibilité des dépenses s'arrête en juin 2019, date à laquelle les livrables devront être finalisés. Il s'agira dans les 5 mois à venir :

- De poursuivre les discussions sur Hourtin Carcans et Côte Basque au regard des risques et des paramètres identifiés en précisant les paramètres contextuels liés aux activités de pêche ;
- De restituer et engager la concertation auprès des professionnels sur les besoins de mesures et les pistes envisagées ;
- Finaliser les livrables (définition de propositions de mesures comprises).

### **4. Point administratif et organisation**

La DIRM SA informe le COPIL qu'un avenant à la convention d'attribution de l'aide est nécessaire pour le paiement du 1<sup>er</sup> acompte déposé en août 2018. Les montants de la convention étant indiqués HT et la remontée faisant état de dépenses TTC, l'incohérence pourrait poser problème à l'agence de paiement. Le projet d'avenant est en cours de rédaction.



Le CRPMEM NA juge inadmissible les délais associés aux FEAMP. La remontée de dépense a été effectuée en août 2018 et le CRPMEM n'a reçu aucun paiement à cette date. Elle rappelle que l'équilibre financier de la structure dépend de ces fonds notamment au regard des dépenses engagées (recrutement).

La séance est levée à 17h.

## Annexe 7 : Compte rendu des échanges du 10 avril 2019



### Projet PAMPAQ Réunion mesures réglementaires

---

#### *Lieu :*

DIRM SA, Bordeaux, le 10 avril 2019.

#### *Participants :*

Mauri HELOU	Armateur arcachonnais
Thierry LAMOTTE	Armateur oléronnaï
Joël BONNET	Armateur oléronnaï
Pierre CARTIER	Armateur girondin
Eric RENAUD	OP La Cotinière et armateur oléronnaï
Gaëlle RENARD	OP Pêcheurs d'Aquitaine
Emilie ROCHE	CDPMEM 17
Cécile DUVAUCHELLE	CRPMEM NA
Anthony GUEGUEN	CRPMEM NA
Vanessa RISPAL	DREAL NA
Alice DUMONT	DIRM SA/MICO
Elodie COUPE	DIRM SA/MICO
Hugues REVERDY	DIRM SA/SAEEM/DRDAE
Valérie DARDENNE	DIRM SA/SAEEM/DRDAE
Hugues CASABONNET	AFB
Bertrand AUGE	AFB

#### *Éléments transmis avant séance :*

- Présentation powerpoint support

#### *Ordre du jour :*

Discussions des mesures réglementaires à mettre en place au regard des niveaux de risques modérés et forts issus de l'analyse de risque pêche.

## Discussions des mesures réglementaires à mettre en place au regard des niveaux de risques modérés et forts issus de l'analyse de risque pêche.

L'AFB contextualise la réunion en présentant l'état d'avancement du projet. L'analyse de risque pêche sur le site Natura 2000 « Carcans-Hourtin » révèle que le chalutage de fond générerait un niveau de risque modéré et fort sur certains habitats. L'abrasion du fond par les bourrelets des chaluts renvoie à un niveau de pression spécifique qui est croisé avec la sensibilité des habitats du site. Cette méthodologie a été développée à l'échelle nationale et conçue par le MNHN et un groupe de travail national (DEB, DPMA, CNPME, Ifremer, MNHN) pour répondre à la Directive européenne Natura 2000 (Habitat-Faune-Flore). Ce travail doit aussi répondre à une autre directive européenne cadre stratégie pour le milieu marin (DCSMM) et au Document Stratégique de Façade à l'échelle de la façade Sud-Atlantique qui en découle. L'objectif est d'abaisser les niveaux de risques de dégradation des habitats en déployant une transition écologique des activités perturbatrices. Cela amène ainsi à s'intéresser aux niveaux de risque modéré et fort lié au chalutage pouvant dégrader les habitats.

La DREAL NA rappelle également que ces analyses risques pêche sont conduites collectivement, et dispensent d'analyse individuelle, à conduire par chaque pêcheur professionnel, comme cela est obligatoire pour toute activité susceptible d'impacter un site Natura 2000 terrestre.

Le CRPME NA informe que la profession a toujours été associée à la démarche Natura 2000 et au projet PAMPAQ. Mais aujourd'hui, des professionnels se sont expressément déplacés pour discuter de manière technique des mesures réglementaires potentielles à mettre en place pour répondre aux niveaux de risque modéré et fort. Depuis la dernière réunion du COPIL PAMPAQ, les professionnels concernés ont été consultés et des réunions internes au CRPME NA ont été organisées avec les représentants professionnels ou les armateurs concernés. Des points d'informations sur la méthodologie pourront être nécessaires le cas échéant.

Pour rappel les premières propositions de mesures de l'AFB sont les suivantes :

- Interdiction progressive du chalutage de fond (échelle DOCOB / bouilleur de cru)
- Evolution des engins à gréement lourds vers des engins à gréement légers

Après discussion au sein de la profession, les pêcheurs ne sont pas favorables pour discuter d'interdictions spatio-temporelles du chalutage, d'autant qu'ils utilisent des bourrelets relativement légers.

Les contre-propositions sont les suivantes :

- Acquisition de connaissances sur les pressions exercées sur les habitats suivant le type de chalut/gréement utilisé
- Mise en perspective des pressions par rapport aux conditions naturelles

La DIRM/MICO indique que la présente réunion ne vise pas à arbitrer une mesure particulière mais à rappeler les principes d'analyse permettant d'identifier la mesure adéquate à prendre ; cette analyse approfondie est en effet à conduire sur plusieurs éléments : technique, réglementaire, incidences socio-économiques.

C'est pourquoi, la DIRM/MICO alerte, à ce stade de l'analyse, sur le problème de contrôle de la mesure concernant l'évolution de gréements lourds à légers. Le service concerné a été interrogé et le calcul de pression n'est pas contrôlable en l'état. Les professionnels étant éventuellement prêts à faire des efforts sur les caractéristiques des bourrelets, le CRPME demande si cela ne pourrait pas être réfléchi (contrôle à terre, agrément délivré à l'installation du chalut, etc.) pour que cela devienne contrôlable.

La DIRM/MICO confirme que les services de contrôles concernés, même à terre en configuration de délivrance d'agrément, ne seront pas en capacité (équipés) pour contrôler la longueur du bourrelet et le poids apparent (non immergé) du bourrelet et de ses accessoires (cf. formule IFREMER discriminant gréement lourd/léger).

Les professionnels regrettent vivement que les efforts consentis par les pêcheurs ne soient pas encouragés par la recherche d'une alternative.

L'OP Pêcheurs d'Aquitaine se questionne sur les connaissances disponibles à l'échelle du site et leurs suivis.

L'AFB rappelle l'état initial écologique du site et les sources d'informations utilisées pour définir les enjeux de conservation du site :

- Le programme CARTHAM (2012) a permis d'établir une cartographie des habitats du réseau Natura 2000 en mer notamment au sein du site N2000 « Hourtin carcans » qui est représentatif des habitats d'intérêt communautaire sableux (1110 : Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine) de la côte atlantique. Le site a été désigné et a une responsabilité particulière pour cet habitat.
- Les rôles fonctionnels (alimentation, nourricerie) de cet habitat au sein du site sont également connus pour :
  - o l'esturgeon (en lien avec le panache de la Gironde) qui fait également l'objet de la désignation du site ;
  - o la sole et le cétteau (*Agrocampus Ovest*), qui ne sont pas à l'origine de la désignation de ce site.

Ces éléments sont utilisés dans la définition des enjeux de conservation associés aux habitats et évalués comme fort.

L'OP La Cotinière se demande s'il y a eu des études d'impact depuis la désignation du site, car finalement, il n'y aurait que des hypothèses et de trop maigres observations de terrain (esturgeon et habitats). Le diagnostic présenté semble totalement incohérent. L'OP La Cotinière et les professionnels expliquent que l'abrasion des bourrelets des chaluts dans ces zones sableuses sont très négligeables, d'autant que la houle continue et les tempêtes balayent les traînes et le relief sableux en quelques heures. De plus, selon eux, les propositions de mesures annoncées ne sont pas en adéquation avec la réalité des pratiques. Les professionnels font part de leur inquiétude pour l'avenir avec les autres sites Natura 2000 plus sensibles aux engins de pêche. Dans ce contexte, ils rappellent aussi que les effectifs de navires de la pêche chalutière a été divisée par 2 depuis 40 ans, notamment parce que le maillage réglementaire est passé de 55mm à 80mm (afin d'être sélectif). Ensuite, ils estiment que les déclarations de captures accidentelles d'esturgeon se retournent contre eux, alors que le but initial n'était pas d'en faire un argument contre la profession. Pour le cas de Carcans-Hourtin, des lacunes



criantes de connaissances sur l'état de conservation des habitats ne peuvent permettre de prendre des mesures d'interdiction d'une pratique de pêche sur la base d'hypothèses.

Plus globalement, les professionnels de chalutiers présents accusent d'être une nouvelle fois stigmatisés.

L'AFB explique que ces habitats sableux sont globalement dégradés à l'échelle du domaine biogéographique atlantique notamment au niveau national (EVAL MNHN, 2015) et que le réseau de site N2000 est l'outil à travers lequel la France s'est engagée pour améliorer l'état des habitats et des espèces d'intérêt communautaire (et de leurs fonctions écologiques). Trois types d'habitats communautaires sont présents dans cette portion du littoral aquitain qui constitue un site typique des habitats sableux dunaire. Ces fonds sableux jouent un rôle fonctionnel pour la biodiversité notamment à travers la présence de nourriceries. Par ailleurs cet habitat joue également un rôle fonctionnel pour l'esturgeon (espèce prioritaire de la DHFF). La responsabilité du site est donc forte et les enjeux de conservation associés aux habitats du site ont été définis comme étant forts. A la question de sensibilité des fonds sableux, l'AFB répond que ces caractéristiques sont bien prises en compte dans l'analyse de risque (habitats faiblement ou modérément sensible naturellement). Malgré cette faible sensibilité, le risque est évalué comme étant modéré ou fort du fait du niveau d'abrasion important lié au chalutage de fond. Par ailleurs il est précisé qu'un temps suffisant sans pression doit être laissé aux habitats pour que leurs capacités de résiliences s'expriment et pour qu'ils puissent se reconstituer ; ce qui n'est pas le cas lorsqu'ils sont chalutés continuellement.

Les professionnels ne sont pas d'accord avec cette affirmation car les pratiques sont saisonnières et l'effort de pêche relativement faible en nombre d'heures passées sur site.

La DIRM SA/MICO signale que les éléments socio-économiques sont pris en compte dans l'analyse. Néanmoins, la DIRM SA/MICO estime que des précisions sur les dépendances socio-économiques sont souhaitables. Le CRPMEM indique que celles-ci sont présentées dans les fiches SIH (données SACROIS avec données VMS et logbooks) à l'échelle du site et par type de métier pour les navires de plus de 12m. Elles sont donc connues pour les chalutiers de plus de 12m. Pour les moins de 12m, cette information ne peut être connue qu'à l'échelle du rectangle statistique (et estimée à l'échelle du site). Tous ces éléments sont présentés et analysés dans le rapport de diagnostic socio-économique réalisé par le CRPMEM. Mais l'échelle du site ne facilite pas la production de ce type d'informations précises.

L'AFB précise que ce travail vise à évaluer des risques caractérisés, non pas des impacts mesurés, à partir d'une méthodologie basée sur plusieurs sources scientifiques documentées. Dans le cas des arts trainants de fond, de nombreuses études démontrent entre autres impacts : une modification de la composition de la faune benthique (richesse spécifique, abondance) et une diminution de la taille des individus au sein des habitats sableux en lien avec les pratiques de pêche. Pour autant, il n'y a pas lieu de démontrer et d'évaluer à nouveau ces impacts connus sur l'ensemble des sites N2000. D'après les professionnels, les impacts sont donc potentiels et non avérés.

La DREAL rappelle que le code de l'environnement prévoit que les activités s'exerçant sur un site Natura 2000 doivent faire la preuve de l'absence d'impact significatif sur les habitats et les espèces pour lesquelles ce site est désigné et non l'inverse.

Par contre, l'AFB précise que les mesures mises en œuvre, qu'elles concernent la pêche professionnelle comme les autres activités, font ensuite l'objet de suivis destinés à en évaluer l'efficacité et l'évolution de l'état de conservation des habitats concernés.

En retour, l'OP La Cotinière indique que cette méthode ne porte pas systématiquement ses fruits car, par exemple, la mise en place d'un box à langoustines en Bretagne n'a pas permis le retour des individus sur zone.

Les représentants de la pêche estiment qu'il n'y a pas de prise en compte des éléments contextuels liés à la pêche (nombre de navires, effort de pêche, etc.), tels que prévoit la méthodologie. Ils rappellent que des limitations de quotas et droits de pêche permettent déjà de gérer les activités, que les pêcheurs modifient leurs techniques de pêche pour être plus sélectifs et que le CSTEP, le CIEM et l'Ifremer donnent continuellement des avis sur l'état des stocks. D'ailleurs ces avis tendent quasi tous vers la bonne gestion des stocks.

Les professionnels signalent qu'ils voient de plus en plus de poissons. Ils rappellent que la flotte est en baisse constante d'unités de pêche, que les fonds sont extrêmement résilients et que s'il y avait un réel impact, les conséquences du chalutage auparavant plus important dans les années 1980 auraient déjà dû se présenter. Un arrêt du chalutage ne donnera rien et la stigmatisation reste infondée dans ce cas-ci. Une mise en perspective est demandée.

Les professionnels se demandent si, dans n'importe quel cas, la décision n'est pas d'imposer une zone d'interdiction malgré des lacunes de connaissances halieutiques et environnementales. Ils ont la sensation que c'est une question de position politique, qu'aucune négociation n'est possible, sans que cela soit clairement affiché. Le principe de concertation est mis en avant mais les échanges donnent l'impression que ce n'est pas le cas. La voix et la vision de terrain des professionnels n'est pas prise en compte. Malheureusement, elle ne rentre pas dans des cases.

L'AFB précise que les propositions formulées ne correspondent pas à celle d'une réserve. Elles visent à opérer une transition (progressive) pour certaines activités qui présentent les risques de dégradations des habitats les plus importants (modérés et forts). Les autres activités de pêche ne font pas l'objet de proposition de mesure par exemple. Par ailleurs l'AFB ne souhaite pas stigmatiser une activité et rappelle que l'analyse repose sur les pressions physiques des chaluts évaluées par l'Ifremer retranscrites dans une matrice nationale.

La DIRM SA rappelle que les mesures prises doivent être contrôlables par les services de l'Etat : Une modification des gréements n'est donc pas une piste à examiner, à cause des difficultés de contrôle évoquées précédemment. Pour répondre à l'abaissement du risque, la DIRM SA indique qu'une mesure spatio-temporelle d'interdiction progressive du chalutage sur une zone précise doit être étudiée, y compris en évaluant les incidences socio-économiques d'une telle mesure.

Les services de l'Etat et l'AFB considèrent que l'acquisition de connaissances souhaitée par les professionnels ne constitue pas une mesure permettant de répondre aux risques identifiés et donc à la loi. Le type d'habitat présent ne fait pas de doute et ne peut être remis en cause. Une acquisition de



connaissance complémentaire et notamment une nouvelle cartographie des habitats n'apporterait donc pas d'information utile supplémentaire.

La profession réagit vivement face à ces conclusions et estime qu'il s'agit d'une proposition politique pour répondre à un risque hypothétique. L'acquisition de connaissances, comme l'a permis le projet DECIDER, renvoie vers des conclusions parfois différentes des postulats. Pour la profession, si une fermeture de zone est mise en place, cela ne sera pas issue d'une concertation profession/services de l'Etat.

La montée du prix du gasoil, l'étroitesse du plateau continental, les questions de reports en cas de fermeture de zones (avec à l'esprit les conséquences du Brexit), les efforts réalisés sur les maillages, sont tout autant d'éléments contextuels qui perturbent déjà beaucoup les entreprises de pêche. Outre des contre-exemples, la profession reste opposée à une mesure de fermeture spatio-temporelle du chalutage.

L'AFB informe qu'en Baie de Seine, la profession a accepté la fermeture de la bande côtière aux arts traïnants, avec des types d'habitats sableux et des niveaux d'enjeux semblables.

DIRM et AFB demandent au CRPMEM de résumer l'effort de pêche et la dépendance socio-économique à la zone, afin d'identifier les secteurs de moindres contraintes, et de proposer d'autres mesures. Le CRPMEM rappelle une nouvelle fois que tous les éléments sont détaillés dans le diagnostic. Concernant la dépendance, comme indiqué précédemment, il n'existe pas de données plus précises que celles disponibles dans les fiches SIH. Mais le CRPMEM accepte de refaire ce travail pour le rendre plus pédagogique.

La DIRM souligne l'importance de ces éléments pour achever l'analyse et répondre aux directives européennes.

Si besoin, une nouvelle réunion en mai ou juin est également proposée.

Les échéances relatives aux aides FEAMP sont rappelées concernant la finalisation du rapport d'analyse risques pêche.

La réunion s'est terminée à 12h30.





## Compte rendu du 4<sup>ème</sup> COPIL de projet PAMPAQ (Pêche professionnelle dans les Aires Marines Protégées en Aquitaine)

---

### *Lieu :*

DIRM SA, Bordeaux, le 25 juin 2019

### *Participants :*

Hugues CASABONNET	AFB
Guillaume PAQUIGNON	AFB
Bertrand AUGÉ	AFB
Pierre CARTIER	Vice Président CRP MEM NA et armateur girondin
Anthony GUEGUEN	CRP MEM NA
Vanessa RISPAL	DREAL NA
Éric BANEL	DIRM SA
Alice DUMONT	DIRM SA/MICO
Elodie COUPE	DIRM SA/MICO
Valérie DARDENNE	DIRM SA/SAEEM/DRDAE
Ronan LE SAOUT	DDTM/DML 33

### *Par téléphone :*

Sophie OLLIVIER	Préfecture Maritime
Daniel LEDIREACH	Préfecture Maritime
Jérémie SOUBEN	CNP MEM

### *Invités :*

Éric RENAUD	CDP MEM 17 et armateur oléronnaise
Emilie ROCHE	CDP MEM 17

*Eléments transmis avant séance :*

- Présentation powerpoint support du COPIL

*Ordre du jour :*

1. Bilan des analyses de risques des sites N2000 de la Côte Basque :
  - a) Rappel des résultats
  - b) Discussions sur les propositions de mesures : 1eres propositions et discussions en « commission bande côtière » du CIDPMEM 64-40
  - c) Finalisation des propositions de mesure ;
2. Bilan des analyses de risques du site N2000 « Carcans Hourtin » :
  - a) Rappel discussions sur les propositions de mesure : réunion 10 avril / CRPMEM
  - b) Finalisation des propositions de mesure
3. Poursuite et actions à venir (post PAMPAQ)
  - a) Elaboration des fiches actions pour la mise en œuvre des mesures
  - b) Calendrier prévisionnel pour la restitution ARP (GT / COPIL N2000, autre)
4. Clôture du projet

**1. Bilan des analyses de risques des sites N2000 de la Côte Basque**

**a) Rappel des résultats**

L'AFB rappelle les résultats de l'analyse de risque au sein des sites Natura 2000 de la Côte basque et des paramètres contextuels identifiés.

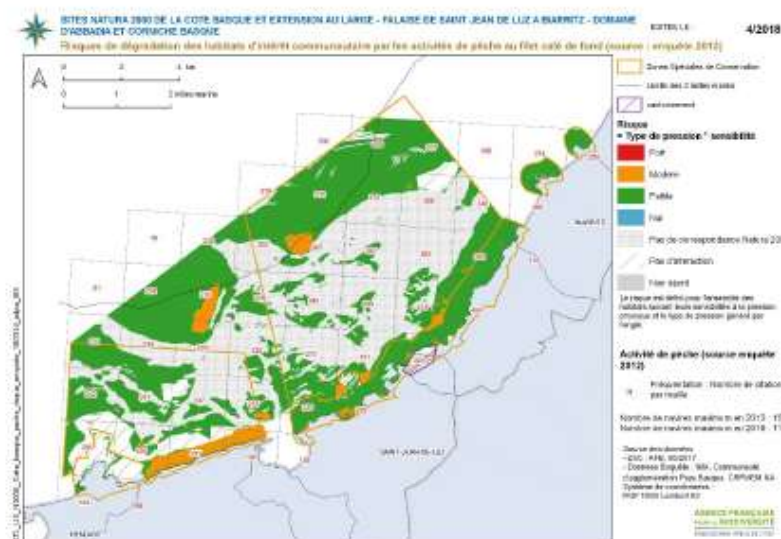
Les risques identifiés sont les suivants :

- Des risques nuls par les activités de pêche aux engins pélagique ou semi-pélagique (bolinches, filets soulevés, lignes et cannes, dragues à algues) ;
- Des risques faibles des habitats meubles (1110) et de la plupart des habitats rocheux par les activités de pêche professionnelles aux arts dormants (palangres de fond, filets calés de fond, casier) ;
- Des risques modérés de dégradations de certains habitats rocheux : roches et blocs à couverture algale (1170-R08 et 1170.R09.01.05) aux arts dormants ;

Ces risques sont à relativiser au regard :

- du risque dû aux ancrages des engins ;
- de la pratique limitée sur les accores (perte ou casse d'engin) ;
- de l'effort faible ou à relativiser (selon engin)

La carte suivante présente les zones soumises à des risques de dégradation d'habitats liés à l'utilisation de filets calés de fond (carte identique pour les autres arts dormants).



**b) Discussions sur les propositions de mesures : premières propositions et discussions en « commission bande côtière » du CIDPMEM 64-40**

En réponse à cette analyse, l'AFB a proposé aux CRPMEM NA et CIDPMEM 64-40 2 lignes directrices d'actions non réglementaires pour :

- S'assurer que les niveaux de risques de dégradation identifiés n'évoluent pas, que ce soit pour les activités actuelles ou de nouvelles pratiques (métiers / pratique / engin) ;
- Diminuer les risques identifiés ou les effets d'autres facteurs d'influence (pollutions - perte d'engins, autres) à travers des actions de sensibilisation destinées à promouvoir des bonnes pratiques.

Pour y répondre, les principes qui en découlent sont les suivants :

- **Principe 1 : Vérifier le maintien des niveaux de risques (activité nouvelle, augmentation des emprises des activités existantes) et des paramètres contextuels (nombre de navires, effort de pêche des arts dormants / évolution des pratiques / engins) à partir d'une veille des activités de pêche professionnelle**
  - Organiser une veille des activités de pêche professionnelle présentes au sein des sites N2000 de la Côte basque et en faire la restitution dans le cadre des instances des sites (GT / COPIL). En cas d'évolution des activités ou de la connaissance des fonds marins, les risques seraient actualisés.
- **Principe 2 : Diminuer les risques en valorisant et en développant les bonnes pratiques (principe à élargir aux pêcheurs plaisanciers) :**
  - Inventorier les bonnes pratiques existantes pour diminuer les risques
  - Promouvoir la mise en œuvre des bonnes pratiques (sensibilisation, guide, autre)
  - Suivre et évaluer l'évolution des bonnes pratiques et restituer dans le cadre des instances des sites (GT / COPIL)



- Principe 3 : Limiter la perte d'engins de pêche et faciliter leur récupération

Ces principes ont été présentés en Commission « bande côtière » du CIDPMEM 64-40 (co-animateur des sites). Les pêcheurs présents ce 17 juin 2019 ont rappelé que les tombants étaient peu pratiqués pour des raisons de pertes d'engins et que les temps d'immersion des engins étaient courts. Le risque modéré obtenu est donc à relativiser. Par contre, selon les professionnels, ce sont les problématiques environnementales liées à la qualité de l'eau qui sont prioritaires, tels que les déchets et la pollution. Les pêcheurs basques ont également insisté sur le fait qu'ils s'inscrivaient déjà localement dans une démarche de pêche durable avec une composante environnementale (gestion des ressources, navire collecteur de déchets et valorisation matériel pêche à terre). Le CIDPMEM 64-40 et le Groupe DLAL 64-40 accompagnent ces initiatives locales.

Ces dynamiques peuvent ainsi contribuer à répondre aux risques identifiés.

Plus concrètement, les moyens identifiés pour mettre en œuvre ces principes sont les suivants :

- Principe 1 : Pour le suivi de l'activité de pêche, l'observatoire des navires de moins de 10 m du CRPMEM NA permet de suivre les évolutions des pratiques. Une demande de mise à disposition des données VMS pour les plus de 12m sera réalisée par l'AFB et le CRPMEM NA. Pour être exhaustif, une extension aux quelques navires de 10 à 12m non suivis dans le programme sera proposé en COPIL *ad hoc*.
- Principe 2 : Les structures professionnelles ont aussi prévu d'inventorier les bonnes pratiques et de les diffuser à l'aide d'un outil qui reste à définir (guide, sites internet/réseau sociaux) et pour lesquelles les réflexions se poursuivront.
- Principe 3 : Suivi du projet multi-partenarial FIND (non dédié aux sites N2000 basque) dont l'objectif est de retrouver les filets arrachés ou perdus à l'aide d'un système acoustique afin que le pêcheur récupère son matériel et afin de limiter la présence de filets fantômes en mer (projet suivi par le CRPMEM NA et le CIDPMEM 64/40, et porté par l'Agglo Pays Basque et l'Université de Bordeaux).

Une réflexion complémentaire pour organiser un partenariat avec les plongeurs locaux et organiser la collecte de macro déchet sous-marins va être entamée sur propositions des pêcheurs lors de la commission « bande côtière » du CIDPMEM 64-40.

Ces principes et ces réponses seront proposés et discutés entre gestionnaires lors du prochain COPIL des sites Natura 2000 à l'automne.

#### c) Finalisation des propositions de mesures

Sans commentaire particulier, les membres du COPIL s'accordent sur ces propositions de mesure non réglementaires avec les moyens à déployer.

Cela sera rédigé dans le rapport final PAMPAQ, avant le 30/10/2019 et décliné par la suite au travers des fiches actions pour préciser la mise en œuvre des propositions de mesures si elles sont validées en COPIL N2000.

#### 4. Clôture du projet

*En attendant l'arrivée de M. Eric BANEL, le point 4. est avancé.*

Pour information, le projet se termine officiellement le 30/06/2019. Au-delà de cette limite, les dépenses liées au projet ne seront plus éligibles.

Les livrables sont attendus le 30/10/2019 au plus tard, car il s'agira de la date maximale pour soumettre la demande de solde du projet.

La demande comprendra :

- Les annexes financières et les justificatifs
- Rapport final
- CR d'exécution

La DIRM SA étudiera et précisera les éventuelles pièces complémentaires à fournir pour le solde du projet avant l'été.

#### 2. Bilan des analyses de risques du site N2000 « Carcans Hourtin » :

Un besoin de mesures a été identifié suite aux analyses de risque pêche sur les habitats du site Natura 2000 de « Carcans-Hourtin » au regard des :

- Niveaux d'enjeux forts identifiés pour l'ensemble des habitats du site N2000 Hourtin Carcans : rôle fonctionnel pour l'esturgeon, la sole et le céteau, et, spécificité du panache de la Gironde ;
- Des risques modérés à forts de dégradation de ces habitats liés à l'activité de chalutage de fond à gréement lourd sur l'ensemble du site ;
- Des risques faibles à modérés de dégradation de ces habitats liés à l'activité de chalutage de fond à gréement léger sur l'ensemble du site ;

Pour rappel, les cartes de risques de dégradation obtenue pour les chaluts de fond à gréement léger et lourd suite à l'analyse sont les suivantes :





Une réponse vis-à-vis de ces risques apparaît nécessaire pour :

- Assurer l'atteinte du bon état de conservation des habitats d'intérêts communautaire au titre de Natura 2000 – Directive habitats Faune Flore (dans le cadre établi par la loi pour la reconquête de la Biodiversité de 2016).
- Respecter et contribuer aux objectifs environnementaux du projet de Document Stratégique de Façade et en particulier : « réduire les perturbations physiques sur les habitats sédimentaires subtidiaux notamment dans les 3 milles ».

Lors du précédent COPIL PAMPAQ du 04/02/2019, l'AFB avait annoncé 2 pistes de mesures pour répondre au principe d'une transition écologique au sein du site Natura 2000 pour l'activité de chalutage de fond. Les 2 pistes sont les suivantes :

- Interdiction progressive du chalutage de fond (échelle DOCOB / bouilleur de cru)
- Evolution des engins à gréement lourds vers des engins à gréement légers

L'emprise de ces deux pistes de mesures est à définir selon les enjeux environnementaux et les enjeux socio-économiques.

Les discussions sur les propositions de mesures pour le site de Carcans-Hourtin se sont poursuivies à l'issue du COPIL en précisant les paramètres contextuels liés aux activités de pêche.

a) Rappel des discussions sur les propositions de mesures : réunion 10 avril 2019 à l'initiative du CRPMEM NA

Pour échanger et répondre aux pistes de mesures de l'AFB (contre-propositions), le CRPMEM NA a organisé une première réunion de concertation entre les représentants professionnels de la pêche, puis, une autre en sollicitant l'AFB et les services de l'Etat (DIRM et DREAL).

Les principaux retours des professionnels étaient les suivants :

- Pas favorables aux mesures d'interdictions spatio-temporelles du chalutage ;
- Questionnement sur les connaissances disponibles (habitats, impacts) ;
- Meilleure prise en compte de la réglementation (quotas, maillage, licence) et du contexte historique (baisse du nombre de navires) ou actuel (prix du gasoil, l'étroitesse du plateau continental, reports, Brexit).

Les contre-propositions de mesures pour la pratique du chalut de fond sur le site exprimées par les représentants des professionnels ont été les suivantes :

- Acquisition de connaissances sur les pressions exercées sur les habitats suivant le type de chalut/gréement utilisé ;
- Mise en perspective des pressions par rapport aux conditions naturelles ;

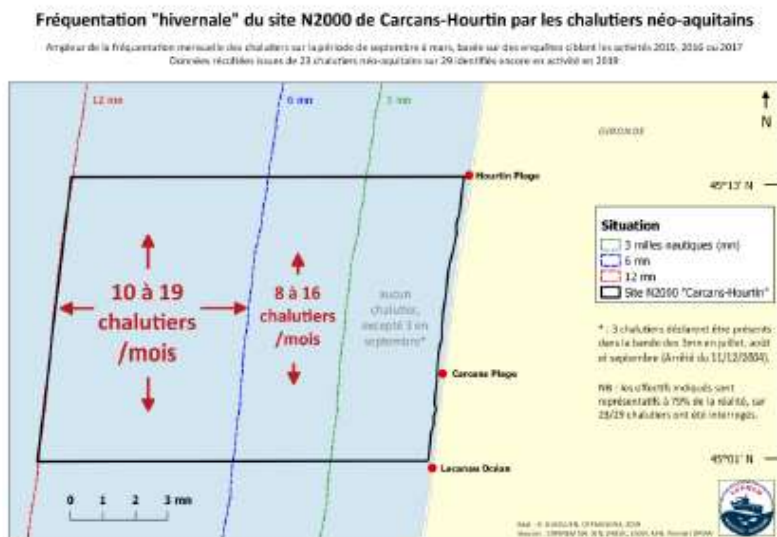
En réponse, pour les services de l'Etat et l'AFB, l'acquisition de connaissances ne modifierait ou ne préciserait pas les risques identifiés (ni la présence de l'habitat sur le site, ni les niveaux de risques

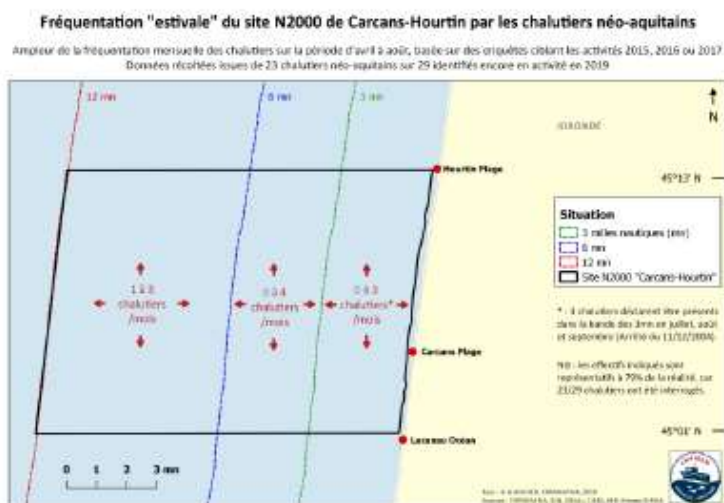
définis par le cadre méthodologique et scientifique). Cette proposition ne répondrait donc pas aux niveaux de risque identifiés et aux objectifs de conservation.

Lors de cette réunion, dans le but d'éviter des mesures réglementaires fortes, les représentants ont aussi proposé de travailler sur une mesure technique qui consisterait à réduire les pressions des bourrelets utilisés sur zone (passer tous les chaluts en gréement léger en jouant sur les dimensions des outils afin que le calcul de pression soit inférieur à 10mbar ; cf. formule IFREMER discriminant gréement lourd/léger).

La DIRM SA a alerté sur le problème de contrôle de la mesure concernant l'évolution de gréements lourds à légers. Le service concerné a été interrogé et le calcul de pression n'est pas contrôlable en l'état. Même à terre en configuration de délivrance d'agrément, les services de contrôles ne seront pas en capacité (équipés) de contrôler la longueur du bourrelet et la masse réelle du bourrelet et de ses accessoires (cf. formule IFREMER).

Les représentants professionnels indiquent que dans ces premières propositions de mesures, le contexte socio-économique présenté dans le diagnostic n'a pas été pris en compte. D'ailleurs, à la demande des services de l'Etat un résumé de l'effort de pêche a été réalisé par le CRPMEM NA. Ci-après, les 2 cartes résument l'activité hivernale et estivale des chalutiers de fond travaillant sur le site.





*Poursuite des discussions au cours du COPIL PAMPAQ du 25/06/2019*

Les professionnels souhaitent que les partenariats scientifiques-pêcheurs menés jusqu'à présent soient pris en compte.

En effet, le CNPMEM regrette que les travaux menés dans le cadre du Plan National d'Actions (PNA) pour la sauvegarde de l'esturgeon européen ne soient nullement pris en compte dans le contexte Hourtin Carcans. Le CNPMEM a rappelé par courrier les efforts entrepris par la profession sur le PNA Esturgeon depuis 2006 (qui doit courir jusqu'en 2028) et le lien entretenu avec l'AFB dans ce cadre. La confiance obtenue avec les professionnels a mis du temps à s'installer. Il faut savoir que cela a permis d'obtenir près de 1500 déclarations volontaires de captures d'esturgeon, mais aussi de réduire l'impact des captures accidentelles (dans tous les cas, les individus sont relâchés vivants). Si une décision draconienne était prise envers le chalutage, la relation de confiance établie à plusieurs échelles serait remise en question avec les structures professionnelles. D'ailleurs, le nouveau projet AFB/IRSTEA « Mouvement Migration Esturgeon » prévoit d'identifier les habitats préférentiels de cette espèce en mer. Le CNPMEM s'inquiète des suites d'autant que l'habitat fonctionnel de cette espèce n'est pas encore connu et appliquer une fermeture spatio-temporelle d'une zone dont on ignore l'intérêt serait insensé.

Le sujet a été débattu au Conseil du CRPME NA le 21/06/2019. Les membres inquiets de la situation ont répété être fermement opposés à discuter de mesures spatio-temporelles d'interdiction du chalutage de fond. Par ailleurs, les élus ont insisté sur les caractéristiques très légères du bourrelet utilisé, comme l'atteste cette photo :



*Figure 1 : photo du bourrelet d'un chalut de fond utilisé sur le site Natura 2000*



Le CDPMEM 17 fait part de sa colère face à cette nouvelle stigmatisation envers le chalutage. Si une mesure d'interdiction est mise en place, le CDPMEM 17 alerte sur le risque que les professionnels ne déclarent plus les captures accidentelles pour ne pas qu'elles « se retournent » contre la profession. Cela remettrait en causes les collaborations scientifiques mises en place jusqu'à présent. En exemple, il y a plusieurs années, selon le CDPMEM 17, la mise en place d'une mesure de gestion prise sur le merlu dans le Golfe de Gascogne sans connaissance des véritables causes reste un échec de gestion forcée.

Il n'y a donc aucun consensus.

L'AFB et les services de l'Etat regrettent ce positionnement de la part des professionnels concernant les déclarations de captures d'esturgeon. L'AFB rappelle que la présence ou l'absence de l'espèce n'aurait pas changé les niveaux de risques de dégradation des habitats N2000 et de la nécessité de prises de mesures. Il lui semble important de ne pas faire de confusion entre Natura 2000 et les déclarations de captures qui ne sont pas à l'origine des propositions de mesures.

A la question de l'étude d'impact, l'AFB rappelle que la méthode d'analyse de risque pêche suit un cadre méthodologique national piloté par la DEB et la DPMA en partenariat avec le MNHN, l'IFREMER, l'AFB et le CNPME. Il repose sur l'expertise de ces organismes et des connaissances scientifiques existantes (notamment bibliographique) sur l'ensemble des engins et des habitats susceptibles d'être présents dans le réseau N2000. Ce travail se réfère notamment à de nombreuses études et rapports qui ont permis à Ifremer d'analyser les pressions théoriques des engins et au MNHN d'analyser la sensibilité des habitats à ces pressions. L'AFB mentionne notamment les études qui décrivent les effets des chaluts de fonds sur les habitats benthiques (réduction de la richesse spécifique, des abondances de la taille des individus, etc.) et les objectifs de conservation au sein du réseau N2000. L'AFB n'a donc pas vocation à démontrer de nouveau ces résultats, via des études complémentaires et dans le cadre de chaque ARP.

L'AFB rappelle que le diagnostic écologique, validé en COPIL N2000, repose sur de nombreuses études (CARTHAM, PNA esturgeon, données nourriceries d'Agrocampus, etc.).

**SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL AQUITAIN**

RÉVISÉ LE : 11/2018

Synthèse des enjeux et risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à ancrement bougé

**Zones Spéciales de Conservation**

Littoral des ZI / B / I / 2 mères vives

**Synthèse des enjeux**

Zones de coque à grains fins  
HAB-1101 - Habitat d'espèce protégée (algues)  
stations 3 et 15 = sable moyen creux (S.M.)  
stations 3 et 15 = sable moyen creux (S.M.)

**Indice de densité de juvéniles**

sable  
niveau 3 (20 - 50)  
cailloux  
niveau 4 (2 - 8)  
niveau 4 (> 5)

**Risque**  
= type de pression/sensibilité

fort  
faible

Le risque est défini pour l'ensemble des habitats, suivant leurs sensibilités à la pression physique et le type de pression générée par l'enjeu.

Source des données :

- ZIC : MRE, 06/2017
- Habitats : ANBP programme COTRIFM version 21/2019 / DDTM n° 46, 1978
- Habitats espèces vulnérables : Liste rouge
- 1987 : observation d'échantillons (CIR) : 2004-2008
- 2017 : notes URM CARB (INPACA MAR, 2017)
- Système de coordonnées : RGF 1983 Lambert 93

AUT : H2020, Noctua, Natura\_2000, littoral\_aquitain, 10/2018, page 103

AGENCE FRANÇAISE  
DE L'AQUARIUM ET DE LA PÊCHE

Les représentants professionnels indiquent qu'ils n'ont pu bénéficier de moyens et n'ont actuellement pas de moyens financiers pour prouver l'impact négligeable de cet engin sur les habitats meubles, et notamment en comparaison des dynamiques sédimentaires naturelles et des événements météorologiques telles que les tempêtes. La difficulté de prouver l'impact négligeable persiste.

78



A défaut, les représentants professionnels demandent aux services de l'Etat que l'esprit du bon sens prévale. Un engrenage dommageable risque de se mettre en place dans le but de répondre sans justification de terrain tangible à un principe théorique.

Les professionnels transmettent leurs inquiétudes quant à ce même exercice d'analyse qui sera à effectuer dans les PNM. L'AFB explique que l'on ne peut pas prévaloir des résultats des futures analyses de risques au sein des PNM (interactions identifiées, enjeux de conservation, niveaux de risques).

Le DIRM SA rappelle qu'une obligation étatique nous est imposée pour répondre aux engagements pris à travers les différentes directives européennes et des possibles contentieux. Il acte le désaccord concernant les propositions de mesures même si certaines sont intéressantes mais pas assez développées.

L'AFB et les services de l'Etat reviennent sur les mesures proposées en les développant. Etant donné qu'une majorité des enjeux environnementaux se concentrent dans la bande côtière d'une part et que le nombre de navires (effectifs) sont plus importants au large, il est proposé que la limite d'interdiction soit située aux 5 milles nautiques. Il est aussi proposé que cette interdiction soit progressive afin d'éviter des impacts socio-économiques brutaux pour les navires.

Un processus de suivi qualifiant l'efficacité de la mesure (à définir) serait à prévoir en parallèle. L'échéance du DSF de 2026 pourrait être considérée comme la date butoir de fermeture spatio-temporelle définitive pour ce métier.

Les représentants professionnels sont abasourdis d'entendre un potentiel processus comme celui-ci à mettre en place. Le CRPMEM NA rappelle qu'une interdiction spatio-temporelle existe déjà dans la bande des 3mn (arrêté interdisant les filets remorqués) et qu'une dérogation est accordée pour une poignée de chalutiers arcachonnais qui ne sont présents qu'environ 4 mois.

#### **b) Finalisation des propositions de mesure**

La DIRM rappelle sa volonté d'avoir recours à des mesures dites contrôlables. Si la profession souhaite travailler sur l'adaptation des bourrelets, il sera nécessaire de la développer dans le rapport final. Mais cette adaptation pourrait s'apparenter seulement à une mesure de bonne pratique.

L'AFB rappelle qu'elle n'est pas contre ce type de mesure et qu'elle l'a identifié lors des premiers échanges. Elle alerte néanmoins sur le fait que si l'on souhaite réellement réduire les risques, ce type de mesure doit véritablement réduire les pressions générées par le chalutage de fond à travers des engins et des pratiques moins abrasifs. Il ne s'agit pas uniquement de « moduler » les paramètres de la formule de l'Ifremer pour passer d'une catégorie à une autre à son sens. Elle évoque par ailleurs les effets positifs potentiels sur des aspects socio-économiques (réduction de la consommation de gasoil notamment) et pour l'environnement si des engins moins abrasifs sont utilisés dans et en dehors des sites par ces flottilles.



Le CDPMEM 17 indique que ce type de travail est déjà mis en œuvre notamment dans le contexte de sélectivité des engins de pêche. Des efforts ont aussi déjà été réalisés sur les panneaux.

Pour mémoire, il est rappelé que l'arbitrage final qui validera ou non les propositions de mesures reviendra à l'autorité administrative compétente.

Il est attendu pour le 30/10/2019 la version finale du rapport qui intégrera les différentes propositions de mesures et les désaccords de façon neutre.

### **3. Poursuite et actions à venir (post PAMPAQ)**

Premièrement, la finalisation des 2 rapports pour les 2 sites est obligatoire (Carcans-Hourtin et sites de la Côte basque) comme indiqué précédemment.

Deuxièmement, une présentation devra avoir lieu dans les COPIL N2000 respectifs pour qu'ils soient discutés et qu'ils se prononcent sur les propositions.

Les discussions pour aboutir aux propositions de mesures finalisées pourront se poursuivre à travers des échanges réunissant les mêmes participants du COPIL PAMPAQ.

#### **a) Elaboration des fiches actions pour la mise en œuvre des mesures**

Dans le cadre des mesures à prendre sur les sites de la Côte basque, l'élaboration des fiches actions pour préciser et rendre opérationnelles les mesures proposées est prévue les prochains mois. Des présentations sont aussi prévues en GT et en COPIL des sites.

Pour le site de Carcans-Hourtin, hormis la rédaction du Rapport final et d'une présentation en COPIL, aucun travail supplémentaire n'est prévu à ce jour.

#### **b) Calendrier prévisionnel pour la restitution ARP (GT / COPIL N2000, autre)**

Pour les sites de la Côte basque, a priori un COPIL N2000 pourrait être organisé à l'automne 2019.

Pour Carcans-Hourtin, aucune date de COPIL N2000 ou de GT n'est prévue à l'heure actuelle.

La séance est levée à 12h15.



## 1/ Cartographies des habitats d'intérêt communautaire : Habitats élémentaires et habitat d'espèce

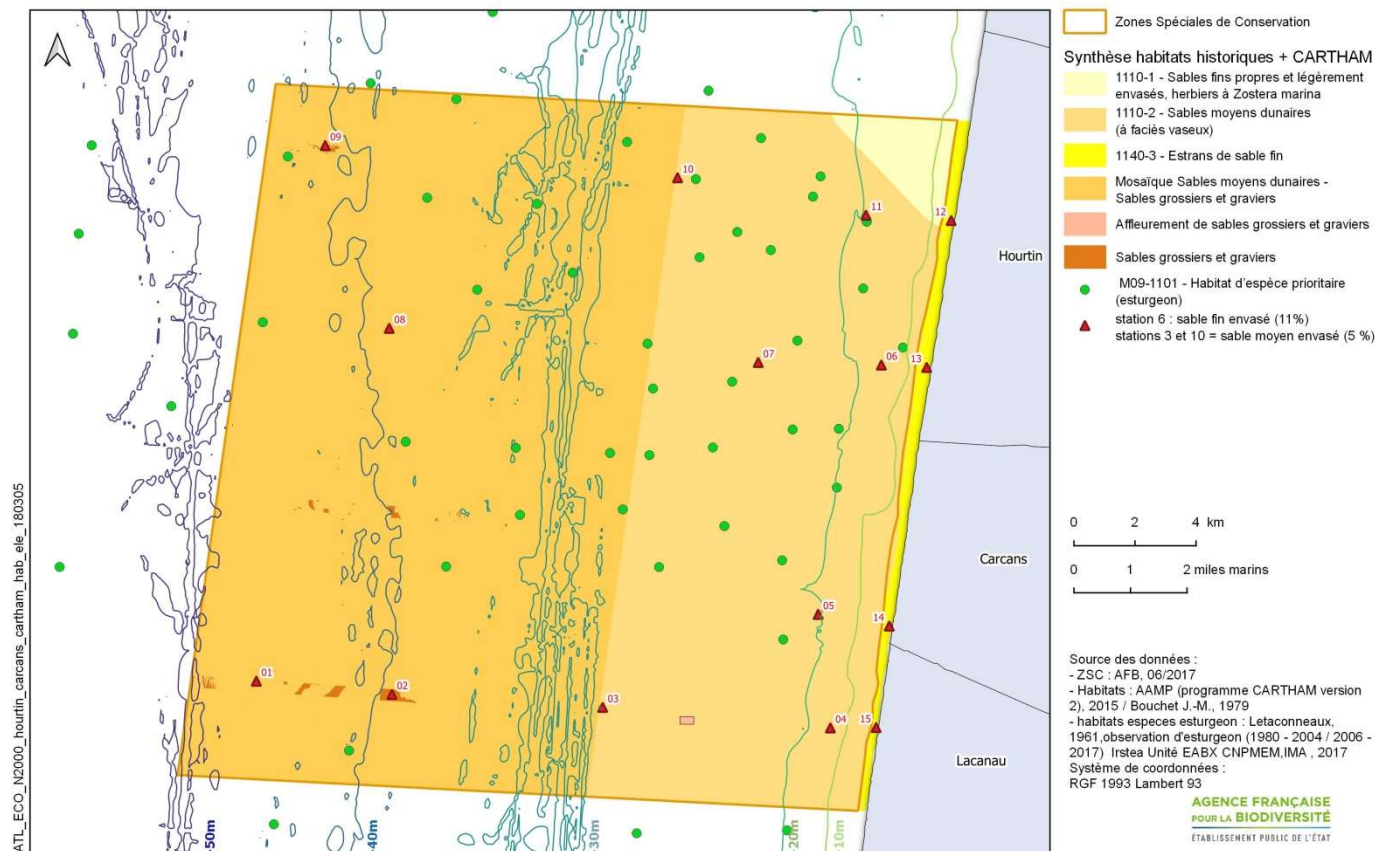


### SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Habitats élémentaires (typologie Cahier d'Habitats 2004)

EDITEE LE :

3/2018



## 2/ Cartographies des efforts de pêche : sources VMS / enquêtes CRPMEM NA

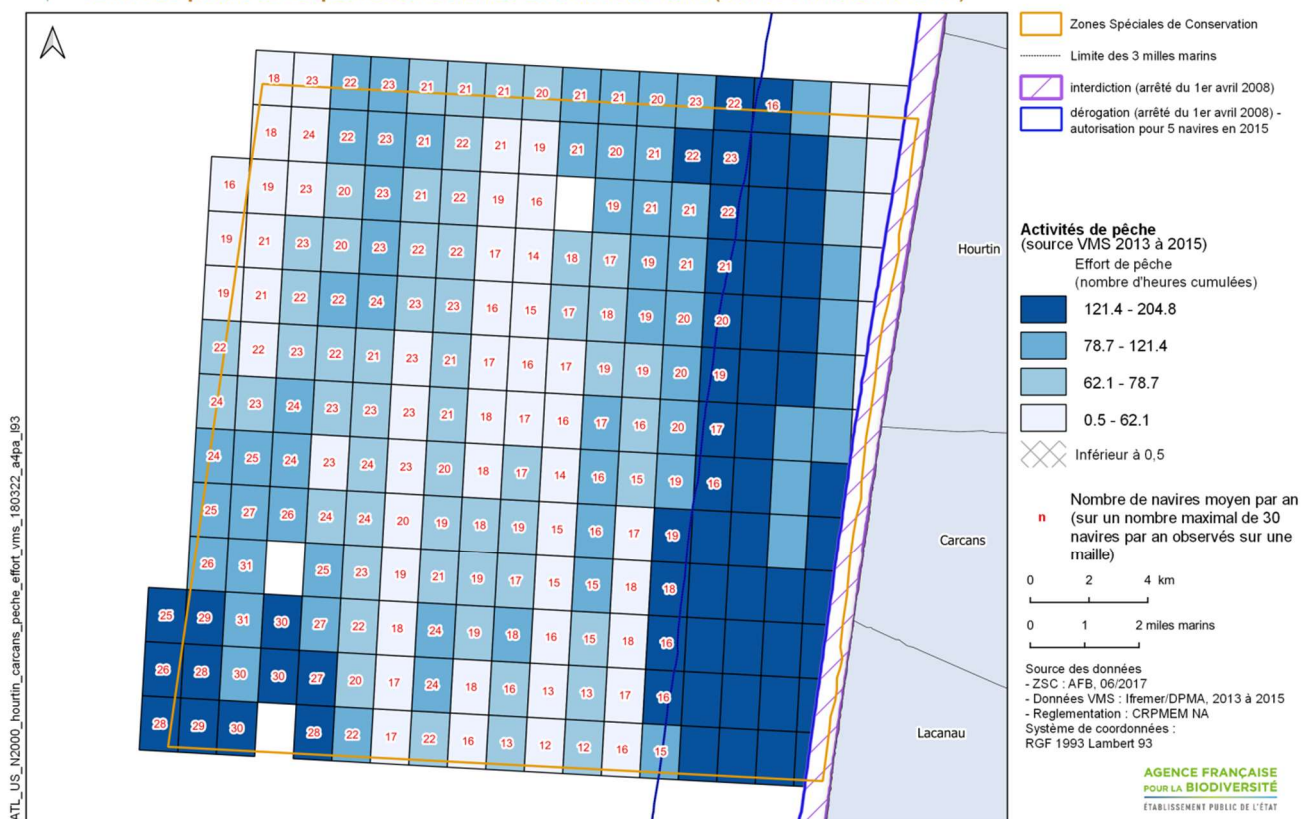


## SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Effort de pêche et fréquentation estimés au chalut de fond (source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

7/2018

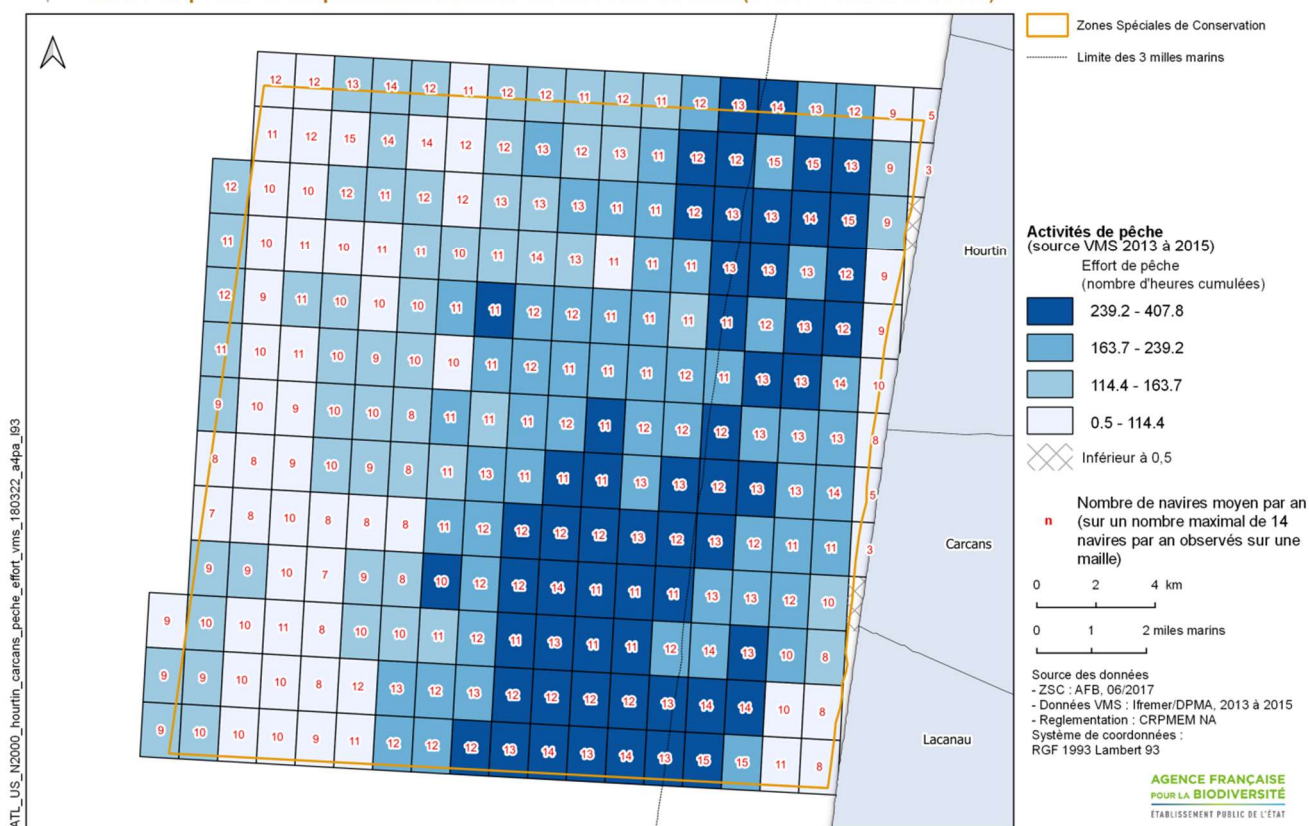


## SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Effort de pêche et fréquentation estimés au filet calé de fond (source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

3/2018



Les cartes VMS des activités de casiers et palangres ne sont pas présentées car le nombre de navires identifiés est inférieur à 3 et le chalut pélagique et la bolinche présente des risques nuls.



### 3/ Cartographie des risques :

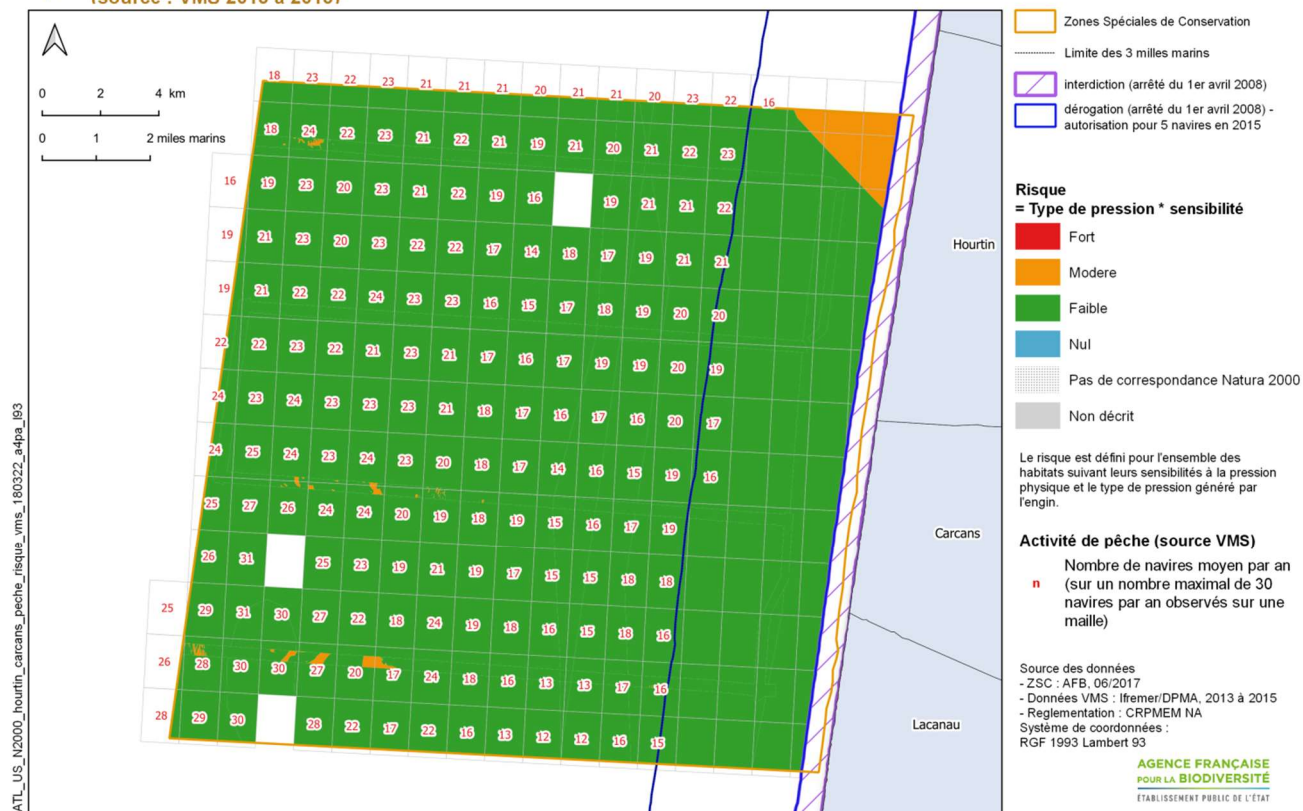


#### SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à gréement léger  
(source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

7/2018

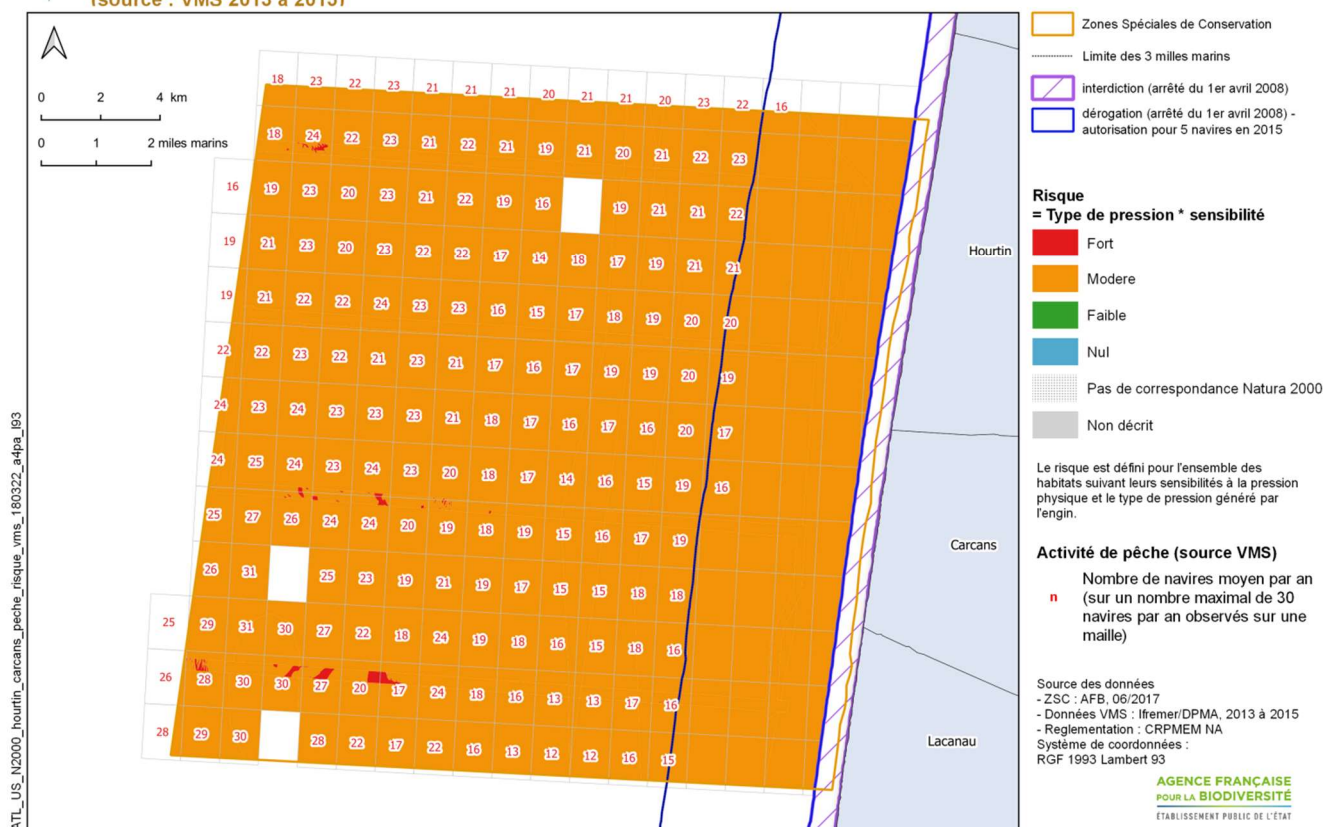


#### SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au chalut de fond à gréement lourd  
(source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

7/2018





## SITES NATURA 2000 DE LA PORTION DU LITTORAL SABLEUX DE LA COTE AQUITAINE

Risque de dégradation des habitats d'intérêt communautaire par les activités de pêche au filet calé de fond (source : VMS 2013 à 2015)

EDITEE LE :

3/2018

ATL\_US\_N2000\_hourtin\_carcans\_peche\_risque\_vms\_180322\_a4pa\_l93 - Copie

